



ASSEMBLÉE NATIONALE

CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Le mardi 12 mars 1985

Vol. 28 - No 35

Président : M. Richard Guay

QUÉBEC

Table des matières

Affaires courantes	
Dépôt de documents	
Démission de M. Camille Laurin comme député de Bourget	2291
Démission de M. Denis Vaugeois comme député de Trois-Rivières	2291
Rapport annuel du ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu	2292
Rapports annuels de la Chambre des notaires, de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation, des opticiens d'ordonnance et des audioprothésistes	2292
Rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé	2292
"Radio-Québec maintenant"	2292
Rapport annuel de la Société du Parc industriel du Centre du Québec	2292
Bilan du respect des droits des contribuables à Revenu Québec	2292
Dépôt de rapports de commissions	
Examen de la proposition de délimitation des circonscriptions électorales du Québec	2292
Dépôt de pétitions	
Demandes de retrait du projet de loi 42 - Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles	2292
Interventions sur un fait personnel	
M. Gilbert Paquette, député indépendant	2293
M. Jules Boucher, député indépendant	2294
Dépôt d'un nouveau diagramme	2295
Questions orales des députés	
Les paiements de péréquation et la non-indexation des exemptions personnelles aux fins de l'impôt	2295
Le programme de modernisation des usines des pâtes et papiers et le cas Domtar	2297
La fermeture des usines Wabasso à Trois-Rivières et à Shawinigan	2299
Entente de principe avec les médecins résidents et internes	2300
La responsabilité du dossier des négociations constitutionnelles	2301
L'aide québécoise aux pays du tiers monde	2302
Motions non annoncées	
Condoléances au peuple russe et félicitations à M. Mikhail Gorbatchev	
M. René Lévesque	2304
M. Gérard D. Levesque	2305
M. Bernard Landry	2306
M. Clifford Lincoln	2306
Hommage à M. Georges-Émile Lapalme et condoléances aux membres de sa famille	
M. Gérard D. Levesque	2307
M. René Lévesque	2308
Mme Denise Le Blanc-Bantey	2308
La journée internationale des femmes	
Mme Pauline Marois	2309
Mme Aline Saint-Amand	2310
Mme Carmen Juneau	2312
M. Pierre de Bellefeuille	2313
Mme Louise Harel	2314
Mme Joan Dougherty	2315
Mme Huguette Lachapelle	2316
Mme Denise Le Blanc-Bantey	2317
Mme Lise Bacon	2318
M. Christos Sirros	2320
M. Jean-François Viau	2321
M. Herbert Marx	2322
Mme Pauline Marois (réplique)	2323
Nomination de membres de la commission des institutions	2324

Table des matières (suite)

Avis touchant les travaux des commissions	2324
Renseignements sur les travaux de l'Assemblée	2324
Affaires du jour	
Projet de loi 21 - Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes	
Adoption du principe	2327
Mme Pauline Marois	2327
M. Christos Sirros	2329
M. Yves Beaumier	2330
Mme Pauline Marois (réplique)	2331
Renvoi à la commission des affaires sociales	2332
Projet de loi 20 - Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens	
Adoption du principe	2332
M. Pierre-Marc Johnson	2332
M. Maximilien Polak	2344
Ajournement	2347
Annexe: Membres du Conseil des ministres	2348
Adjoints parlementaires	2349
Membres de l'Assemblée nationale	2350

Abonnement: 30 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 0,75 \$ - Index: 5 \$

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé au

Service de distribution des documents parlementaires
Assemblée nationale du Québec
1060, rue Conroy (rez-de-chaussée)
Québec G1R 5E6
Tél. (418) 643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0709-3632

Le mardi 12 mars 1985

(Quatorze heures quatre minutes)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
Nous allons nous recueillir quelques instants.

Veuillez prendre vos places.

Aux affaires courantes il n'y a pas de déclarations ministérielles ni de présentation de projets de loi.

**Démission de M. Camille Laurin
comme député de Bourget**

Au dépôt de documents j'ai reçu, le 29 janvier dernier, la lettre suivante datée du 25 janvier: "M. le Président, en vertu de l'article 16 de la Loi sur l'Assemblée nationale, je vous présente ma démission à titre de député de Bourget.

"Depuis maintenant quinze ans, avec une interruption de 1973 à 1976, j'ai l'honneur de représenter les électeurs et électrices du comté de Bourget. Je veux les remercier aujourd'hui pour la confiance qu'ils m'ont accordée et pour l'occasion qu'ils m'ont donnée de les représenter et de servir la population du Québec pendant toutes ces années.

"Croyez bien que c'est avec regret que je prends cette décision. J'aurais mauvaise conscience de continuer à représenter mes électeurs et électrices au sein d'un parti qui ne leur présente plus, désormais, le même programme et le même défi pour lequel ils m'ont élu.

"On a beau vouloir le développement et la croissance des individus, certains leviers collectifs m'apparaissent toujours des conditions nécessaires sans lesquelles les citoyens québécois ne pourront atteindre leur plein épanouissement.

"Le service public auquel je me suis consacré au cours de toutes ces années de vie politique m'a permis d'enraciner des convictions qu'une conjoncture passagère, fût-elle séduisante comme le chant des sirènes, ne saurait ébranler.

"Je vous prie de recevoir, M. le Président, l'assurance de ma considération et mes sentiments les meilleurs."

C'est signé Camille Laurin. Le député de Rivière-du-Loup et la députée des Îles-de-la-Madeleine s'en sont portés témoins.

J'ai répondu au député de Bourget: "J'ai bien reçu votre lettre m'informant de votre démission comme député de Bourget. Je m'excuse du retard apporté à vous répondre.

"Tout au long de votre carrière à l'Assemblée nationale vous avez fourni une

contribution exceptionnelle à la vie parlementaire par la qualité de vos interventions en Chambre, d'abord comme chef parlementaire de votre groupe de 1970 à 1973 puis comme ministre du gouvernement entre 1976 et 1985. À cela s'ajoute le dévouement que vous avez toujours manifesté à l'endroit de vos électeurs.

"En vous remerciant de tout ce travail accompli je tiens à vous offrir mes meilleurs vœux de succès pour l'avenir.

"Veuillez accepter l'expression de mes sentiments les meilleurs."

**Démission de M. Denis Vaugois
comme député de Trois-Rivières**

J'ai reçu, le 19 janvier dernier, la lettre suivante: "M. le Président, des circonstances extrêmement regrettables m'incite à renoncer à mon mandat de député de Trois-Rivières. Cette décision prendra effet dès la fin du présent mois, soit le 31 janvier 1985.

"Dans les prochains jours, je confierai aux services concernés de l'Assemblée nationale tous les dossiers relatifs à mes travaux sur la réforme parlementaire, de même que ceux de la commission spéciale sur le contrôle parlementaire de la législation déléguée que j'ai eu l'honneur de présider. Quant aux rapports eux-mêmes, je souhaite qu'ils continuent d'inspirer l'évolution du Parlement sous votre habile et sage direction.

"Quant à mes dossiers de député, ils seront versés intégralement aux Archives nationales et accessibles à la consultation dans le respect des lois existantes.

"Avec l'expression de mes sentiments les meilleurs." C'est signé Denis Vaugois, député de Trois-Rivières et en ont témoigné les députés de Maisonneuve et de Rivière-du-Loup.

J'ai répondu au député de Trois-Rivières: "J'ai bien reçu votre lettre m'informant de votre décision de démissionner à titre de député de Trois-Rivières et je m'excuse du retard apporté à y répondre.

"Au moment où vous mettez un terme à huit ans de vie politique, je veux vous remercier de la contribution inestimable que vous avez apportée à l'évolution du parlementarisme québécois. Tant par votre rapport sur la réforme parlementaire que celui de la commission spéciale sur la législation déléguée que vous avez dirigée, vous aurez marqué profondément l'affirmation de la personnalité propre de

l'Assemblée nationale. À cela s'ajoutent les mois durant lesquels vous avez présidé la commission des institutions, issue de la réforme parlementaire, ainsi qu'un comportement à l'Assemblée nationale marqué au coin de la plus grande gentillesse et de l'indépendance d'esprit.

"Je vous souhaite bonne chance dans la nouvelle carrière que vous entreprenez."

Toujours au dépôt de documents, Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Rapport annuel du ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu

Mme Marois: Oui, M. le Président, il me fait plaisir de déposer le rapport annuel 1983-1984 du ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Le Président: Rapport déposé. M. le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie.

Rapports annuels de la Chambre des notaires de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation, des opticiens d'ordonnance et des audioprothésistes

M. Bérubé: Il me fait plaisir de déposer quatre rapports annuels: le rapport annuel de la Chambre des notaires, pour l'année 1981-1982; le rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation, pour l'année 1983-1984; le rapport annuel des opticiens d'ordonnance, pour l'année 1983-1984 et le rapport annuel des audioprothésistes, pour l'année 1983-1984.

Le Président: Rapports déposés. M. le ministre de l'Éducation.

Rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé

M. Gendron: M. le Président, il me fait plaisir de déposer le quinzième rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé.

Le Président: Rapport déposé. M. le ministre des Communications.

"Radio-Québec maintenant"

M. Bertrand: M. le Président, il me fait plaisir de déposer le rapport intitulé "Radio-Québec maintenant", et qui porte sur les orientations des activités et des structures de la Société de radio-télévision du Québec.

Le Président: Rapport déposé. M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

Rapport annuel de la Société du Parc industriel du Centre du Québec

M. Biron: M. le Président, il me fait plaisir de déposer le rapport annuel de la Société du Parc industriel du Centre du Québec.

Le Président: Rapport déposé. M. le ministre du Revenu.
(14 h 10)

Bilan du respect des droits des contribuables à Revenu Québec

M. Martel: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer aujourd'hui à l'Assemblée nationale un bilan faisant état du respect des droits des contribuables à Revenu Québec. Dans ce document, tous les contribuables québécois connaîtront mieux les efforts faits pour assurer le respect de leurs droits en matière fiscale. Ce document servira aussi d'outil de travail à tous les fonctionnaires de Revenu Québec car il rappelle les orientations et la ligne de conduite que les employés de Revenu Québec doivent respecter...

Le Président: M. le ministre du Revenu!

M. Martel: ...afin de rendre un service humain...

Le Président: Les documents sont déposés sans le moindre commentaire.

Examen de la proposition de délimitation des circonscriptions électorales

Aux rapports de commissions, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'Assemblée nationale qui a siégé le 31 janvier dernier afin d'examiner la proposition de délimitation des circonscriptions électorales du Québec.

Au dépôt de pétitions, M. le député de Sainte-Marie.

Demandes de retrait du projet de loi 42

M. Bisaillon: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale par 2148 pétitionnaires, membres des syndicats de la Fédération des syndicats professionnels des infirmières et des infirmiers du Québec. Les signataires invoquent les faits suivants: Le projet de loi 42 bafoue les droits fondamentaux des accidentés du travail en matière d'indemnisation et nie les conséquences néfastes du travail de nuit sur leurs membres. Il conclue en demandant à l'Assemblée nationale de demander au

gouvernement de retirer le projet de loi 42.

Le Président: Pétition déposée. M. le député de Deux-Montagnes.

M. de Bellefeuille: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée par 28 pétitionnaires du Syndicat de l'enseignement de la région des Mille-Îles invoquant les faits suivants: Pas d'accord avec l'abolition de la rente à vie par un montant forfaitaire ridicule. Pas d'accord avec la disparition de l'évaluation de l'incapacité permanente. Pas d'accord avec les restrictions concernant le droit de retour à son emploi. Pas d'accord car la sécurité du revenu n'est pas assurée jusqu'au moment de se retrouver un emploi. Pas d'accord, car choix du médecin et respect de son diagnostic ne sont pas respectés. Pas d'accord, car le droit d'en appeler des décisions est limité. Pas d'accord avec l'orientation de ce projet de loi et concluant à ce que l'Assemblée nationale demande au gouvernement de retirer le projet de loi 42.

Interventions sur un fait personnel

Le Président: Pétition déposée. J'ai reçu dans les délais prescrits un avis du député de Rosemont et un avis du député de Rivière-du-Loup me faisant part qu'ils souhaitent soulever, à cette période-ci des affaires courantes, une question de fait personnel. Je cède la parole au député de Rosemont.

M. Gilbert Paquette, député indépendant

M. Paquette: M. le Président, je vous ai informé il y a quelque temps de ma décision de quitter le conseil des députés ministériels pour siéger désormais à titre de député indépendant de Rosemont. Cette décision étant survenue pendant l'intersession, ce n'est qu'aujourd'hui qu'il m'est possible d'en expliquer les motifs et le sens de ma démarche en cette Chambre.

Il y a maintenant huit ans, la population de Rosemont m'a confié pour la première fois la responsabilité de la représenter en cette Chambre. Cette confiance me fut renouvelée en avril 1981. Quelques mois plus tard, le premier ministre me confiait la tâche de créer le ministère de la Science et de la Technologie et d'assumer, au sein du Conseil des ministres, la responsabilité d'implanter les diverses mesures du virage technologique.

Je tiens ici à remercier sincèrement tous ceux et toutes celles qui ont entrepris de permettre au Québec ce nouveau départ vers l'excellence scientifique et technologique dont dépendent si largement nos chances de développement et d'avenir. Autant dans le milieu de la recherche que dans celui de l'éducation ou des entreprises, j'ai rencontré

des Québécois et des Québécoises conscients de leurs responsabilités, engagés dans leur travail créateur et soucieux de bâtir les ressources dont notre société a besoin pour aller au bout de ses possibilités.

Ces dernières années ont été jusqu'à maintenant les plus stimulantes de ma vie. Elles m'ont permis de prendre davantage conscience de l'immense potentiel que nous nous sommes donné comme société depuis les années soixante en même temps que des énormes contraintes aussi qui limitent encore son plein développement. Je suis fier d'avoir fait partie de cette équipe ministérielle qui a su faire avancer le Québec sur la voie d'un progrès véritable dans beaucoup de domaines. Je conserve beaucoup de respect pour celui qui a su l'animer et qui l'anime encore, même s'il m'est désormais impossible de le suivre dans le virage qu'il a décidé d'imprimer à son parti.

Ce virage me paraît d'autant plus tragique qu'il survient à un moment où notre société, à l'instar des autres, se trouve en quelque sorte à la croisée des chemins. En quelques années, le Québec doit plonger dans une mutation technologique rapide et adapter sa structure industrielle à une économie qui se mondialise de plus en plus. Parallèlement, il doit apprendre sur le plan social à maîtriser ces changements qui bouleversent le marché de l'emploi et transforment notre environnement physique et culturel. Or, on commence à constater depuis quelque temps que, quelle que soit l'équipe gouvernementale à Ottawa, quelles que soient les personnes, les difficultés inhérentes à notre statut de dépendance politique demeurent. Des projets de développement économique porteurs d'avenir sont menacés, des postes dans la recherche sont supprimés, la marge de manœuvre budgétaire du gouvernement du Québec est compromise sans son accord, les décisions qui nous concernent sont prises ailleurs, unilatéralement comme d'habitude. Ces quelques exemples illustrent le risque terrible que court notre société de gaspiller ses chances d'avenir à un moment où elle aurait besoin des moyens de ses politiques comme de ses virages.

Pour toutes sortes de bonnes ou de mauvaises raisons, le Parti québécois a choisi pour tout l'avenir prévisible de remettre le projet souverainiste sur les tablettes. Il est souverainiste dans son programme et fédéraliste dans son action politique et dans son action gouvernementale. Il se condamne ainsi, à mon avis, à limiter son action à quelques engagements électoraux fragiles et largement insuffisants face aux exigences de la situation. Il se prive du même coup d'un dynamisme essentiel sans lequel la jeune génération risque de ne pouvoir réaliser ses projets et son immense potentiel.

Maintenant que le Parti québécois s'est en quelque sorte rangé, tant dans ses projets

que dans son style d'action politique, la plupart des observateurs constatent que les indépendantistes doivent militer ailleurs et autrement. C'est également la conclusion à la fois déchirante et exigeante à laquelle j'en suis arrivé.

M. le Président, j'aurai maintenant peut-être plus de temps pour participer aux travaux de cette Chambre. J'ose espérer que vous trouverez en moi un parlementaire discipliné. Je n'ai pas beaucoup l'esprit partisan, la preuve... Cela devrait vous faciliter la tâche, mais il arrive parfois que certains collègues ont le don de susciter des réactions. Je ne peux rien vous garantir.

M. le chef de l'Opposition, même si nous siégeons maintenant du même côté de la Chambre, vous pouvez continuer à compter sur moi pour critiquer les positions de votre parti autant que celles du gouvernement.

M. le premier ministre, mes ex-collègues du côté ministériel, j'ose espérer que nous pourrions encore nous rejoindre sur certaines questions, même si sur beaucoup d'autres il est devenu inévitable que certaines divergences profondes d'idées s'expriment ici, à l'Assemblée nationale.

Avec mes collègues du groupe parlementaire indépendantiste, j'essaierai d'exprimer du mieux que je pourrai les aspirations, les espoirs et les projets de ce qui constitue toujours un vaste courant dans notre société et qui m'apparaît plus que jamais porteur de nos meilleures chances d'épanouissement, d'affirmation et d'avenir. Merci.

Le Président: M. le député, j'ai pris bonne note de votre engagement d'être un parlementaire discipliné. C'est pourquoi je vous signale l'article 71 portant sur les questions de fait personnel où on lit que "les explications doivent être brèves et formulées de façon à ne susciter aucun débat". La notion de brièveté, telle que nous l'entendons, n'était pas celle que vous avez appliquée lors de votre déclaration. M. le député de Rivière-du-Loup, brièvement.

M. Jules Boucher, député indépendant

M. Boucher: M. le Président, je serai très bref. Je vous remercie de me donner l'occasion d'informer officiellement cette Chambre de ma démission comme député ministériel pour siéger à l'avenir comme député indépendant. Cette décision, qui date du 28 janvier dernier, je l'ai prise en toute conscience, face à ma conviction profonde que l'indépendance du peuple québécois est une nécessité pour son développement économique, social et culturel.

(14 h 20)

À mon avis, la défense et la promotion de cette option pour les Québécois ne

souffrent pas d'être soumises à des délais pour des raisons électoralistes ou suivant le gré des conjonctures politiques qui varient de nos jours de six mois en six mois, quand ce n'est pas à chaque saison de l'année.

Nos ancêtres ont lutté constamment pour cette cause et, depuis les quinze dernières années, les Québécois ont sacrifié temps, argent et efforts de toutes sortes pour la faire triompher. Ceci ne doit pas cesser.

S'il en est de la vie des peuples comme de celle des individus, l'indépendance du peuple québécois est, selon moi, aussi nécessaire pour ce peuple que pour celle d'une personne adulte de rompre le lien de dépendance avec ses parents pour atteindre son plein développement et épanouissement social, culturel et économique.

Le Parti québécois et le gouvernement actuel ont décidé de suspendre sine die la cause de l'indépendance. Je respecte leur décision en espérant qu'ils respecteront la mienne et qu'un jour prochain, la flamme qui continue de brûler dans le cœur des Québécois allumera le brasier qui servira à l'accession de notre peuple à son indépendance. Je vous remercie, M. le Président.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Gratton: Je n'ai pas voulu interrompre nos collègues mais je dois vous dire que je me pose de sérieuses questions à savoir s'il s'agissait là de questions de fait personnel. Je ne voudrais pas l'attribuer au manque d'expérience du leader des indépendants, mais je vous demanderais de prendre la chose en délibéré.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Dédard: M. le Président, vous avez effectivement souligné qu'une question de fait personnel ne devait pas soulever de débat. J'ai été informé que le débat sur toute cette question avait été fait alors, il n'est pas de mon intention de le reprendre.

Le Président: On me dit qu'il n'y a pas de son, que les députés ont de la misère à entendre ce qui se déroule. En attendant le moment où nous pourrions corriger la situation, je vous suggère d'avoir recours aux écouteurs qui sont prévus dans chaque bureau.

L'intervention du leader de l'Opposition arrive à point nommé. En effet, les questions de fait personnel doivent porter sur des faits que l'on veut évoquer et corriger, ce n'est pas l'occasion de faire un discours politique. Les deux questions de fait personnel étaient, en fait, des discours sur le fond et non pas

des questions de fait personnel. Mais enfin, disons que nous pouvons attribuer cela au fait que voici quelques semaines que nous ne siégeons plus et que nous sommes tous un peu rouillés.

Dépôt d'un nouveau diagramme

Puisque les deux députés, qui viennent de soulever des questions de fait personnel, m'ont demandé de leur attribuer une nouvelle banquette, je dépose donc le nouveau diagramme de l'Assemblée nationale.

Ce qui nous mène à la période de questions des députés.

M. le chef de l'Opposition.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Les paiements de péréquation et la non-indexation des exemptions

M. Levesque (Bonaventure): Ma question s'adresse à l'honorable premier ministre. On se rappelle qu'en 1981-1982, il y a eu la renégociation des accords fiscaux entre Ottawa et Québec et qu'à ce moment-là, une nouvelle formule, moins généreuse il est vrai, au titre de la péréquation a été adoptée. C'est dire qu'avec la fin des paiements transitoires versés depuis, les paiements de péréquation pour 1985-1986 seraient d'environ 263 000 000 \$ inférieurs à ceux de 1984-1985. La rencontre des deux premiers ministres du Canada et du Québec ne semble pas devoir changer cette situation, si on s'en tient aux commentaires du premier ministre.

Le premier ministre était-il sérieux lorsqu'il a évoqué la possibilité d'imposer à une population déjà la plus lourdement taxée une taxe additionnelle dite taxe de la péréquation?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Je crois que l'éventuelle et très aléatoire taxe que le chef de l'Opposition baptise... Je pense que ce qui a été dit, c'est taxe pour compenser, ou quelque chose comme ça, un manque de péréquation. Je trouve assez amusant que le chef de l'Opposition commence par évoquer 1981 et la renégociation. Il n'y a pas eu de renégociation, justement. Les amis de nos amis d'en face ont imposé unilatéralement une nouvelle formule de cinq ans qui a maintenu des garanties pendant trois ans - tant mieux, on en a profité comme tout le monde, tous ceux qui reçoivent des paiements de transfert - mais il arrive que pour les deux dernières années, c'était savamment concocté - on l'avait dit, personne n'écoutait trop à l'époque - pour frapper exclusivement le Québec dans les deux dernières années, à peu près de 750 000 000 \$. Ces deux dernières années

commencent le 1er avril prochain avec l'année budgétaire.

Contrairement à ce que dit le chef de l'Opposition - je vais terminer là-dessus, M. le Président - je pourrais évoquer, cela va être plus simple, M. Wilson, des Finances, qui, arrivant d'un voyage planétaire au moment où le premier ministre Mulroney parlait de son côté à l'autre bout de la planète pour les événements que nous savons, a souligné que le cas spécifique de la péréquation n'est surtout ni réglé ni fermé comme dossier. Je ne peux pas en dire davantage pour l'instant.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): Si le premier ministre ne peut pas en dire davantage pour le moment, peut-il informer cette Chambre s'il y a un échange de correspondance entre son gouvernement et le gouvernement fédéral à ce sujet? Dans l'affirmative, aurait-il objection à déposer en cette Chambre cette correspondance?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Éventuellement je n'y ai pas la moindre objection, M. le Président, mais je pense que ce ne serait pas tout à fait dans l'intérêt public de déposer la lettre, très personnelle d'ailleurs, qui était accompagnée, quand je l'ai envoyée à M. Mulroney il y a quelques jours, enfin une couple de semaines, d'un aide-mémoire très précis sur la question.

Au point de vue correspondance, si on peut employer le terme, c'est tout ce dont j'ai mémoire. Le reste se fait verbalement, très régulièrement, entre mon bureau et celui de M. Mulroney et vice versa.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): Est-ce que le premier ministre s'engage, et à quel moment le fera-t-il, à déposer cette correspondance?

Pendant que je suis debout, M. le Président, puis-je demander au premier ministre comment il explique le fait qu'on ait laissé tomber l'indexation en matière d'impôt cette année, alors qu'à ce moment-là on épargnait une somme d'environ 220 000 000 \$? Est-ce que cela correspondait un peu avec le manque à gagner?

Troisièmement, est-ce que le premier ministre peut me dire qu'il est surpris de la situation actuelle alors qu'il y a deux ou trois ans il pouvait prévoir qu'il y aurait un manque à gagner de 263 000 000 \$, comme c'est le cas aujourd'hui?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je vais, dans un instant, si vous me permettez, passer l'essentiel de la question à mon collègue des Finances.

Pour ce qui concerne personnellement votre serviteur, il est évident que tout dépôt de correspondance du genre pourrait intervenir éventuellement, mais du consentement des deux parties impliquées, c'est-à-dire aussi bien de M. Mulroney que de votre serviteur. Avec cette réserve, c'est sûr que, éventuellement, il n'y aura rien à cacher là-dedans.

Pour ce qui est de la non-indexation, je demanderais, si vous me permettez, au ministre des Finances d'en parler.

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Duhaime: M. le Président, comme le chef de l'Opposition le sait très bien lui-même, lors du discours sur le budget de mai 1984, le ministre des Finances, à l'époque, a déposé un triennal. Tout le monde savait très bien que la question de la non-indexation des exemptions de base était restée en suspens, sauf que dans les équilibres financiers prévus en 1984 pour 1985-1986, la non-indexation était déjà escomptée.

Si vous nous dites aujourd'hui que le fait de non indexer donne une marge de manoeuvre de 220 000 000 \$ ou de 230 000 000 \$, je vous prierais de refaire vos devoirs parce que vous êtes dans l'erreur. Il n'y a aucune marge de manoeuvre. C'était déjà escompté.

Deuxième point, M. le Président. Aujourd'hui, le Parti libéral nous fait un grand plat sur la question de l'indexation: la non indexation des exemptions de base. Si vous êtes fidèle à votre passé, en 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, pendant sept ans, jamais M. Bourassa n'a indexé les exemptions de base dans des périodes d'inflation. Ce que nous avons fait, M. le Président...

M. Gratton: ...

M. Duhaime: Quoi? Cela n'est pas correct?

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Gratton: M. le Président. Question de règlement.

Une voix: Faites des élections, vous allez l'avoir.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

(14 h 30)

M. Gratton: M. le Président, la question de règlement que je soulève... Je voudrais vous dire tout de suite que je n'ai absolument aucune objection à ce qu'on entame le débat sur ce qu'a fait l'ancien gouvernement par rapport au gouvernement actuel, mais je vous ferai remarquer qu'à l'article 79 il est bel et bien prescrit comment on doit ou on ne doit pas répondre à une question. On y lit notamment que la réponse doit être formulée de manière à ne susciter aucun débat.

Je vous avouerai qu'une partie de la réponse du ministre des Finances suscite chez nous le désir de débattre la question. Si vous voulez être aussi généreux à notre égard que vous l'êtes à l'égard du ministre des Finances, soit! Mais il me semble que ce n'est pas à la période des questions qu'on doit le faire.

Le Président: M. le leader du gouvernement, sur la question de règlement.

M. Bédard: Mon collègue de l'Opposition sait qu'il y a un autre article aussi qui dit que le député de l'Opposition ne doit pas poser une question qui soit susceptible de soulever un débat. Or l'Opposition ayant pris l'initiative de soulever le débat, je pense qu'il devrait entendre de nouveau la réponse du ministre des Finances, même si cela fait mal à l'Opposition.

Le Président: En espèce, je dois reconnaître que la question soulevée par le leader de l'Opposition est bien fondée quant à la deuxième partie de la réponse du ministre des Finances. La première partie était effectivement une réponse tout à fait factuelle qui répondait à une question qui était factuelle. Quand on commence à faire de l'argumentation on va effectivement à l'encontre de l'article 79.

En conclusion, M. le ministre.

M. Duhaime: M. le Président, je vais prendre bonne note de vos remarques et répondre à la question du chef de l'Opposition. Effectivement, il n'y a aucun lien sur le plan de la mathématique entre les deux; d'autant plus que nos formules d'indexation des exemptions de base en 1983 et en 1984 par rapport à l'inflation ont fait en sorte que l'indexation des exemptions de base a été de 121% par rapport à l'inflation. C'est donc un gain net pour les contribuables. Il m'apparaît raisonnable de tenir cela en suspens pour 1985, mais cela n'a rien à voir avec la péréquation.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président.

Le Président: M. le chef de

l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): Si l'éventualité d'un changement d'avis de la part du gouvernement fédéral ne se produisait pas, est-ce que le ministre peut me dire s'il a l'intention de donner suite à ce que non seulement lui-même a évoqué, mais également à ce que le premier ministre a évoqué, soit une taxe additionnelle dite taxe de la péréquation?

Le Président M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président...

M. Levesque (Bonaventure): Je l'ai demandé au ministre des Finances.

Des voix: Ah!

M. Lévesque (Taillon): C'est parce que cette taxe de péréquation, je crois qu'elle a été évoquée à la suite de la rencontre de j'ai eue avec M. Mulroney. Le chef de l'Opposition peut continuer avec le ministre des Finances lorsqu'il le voudra, mais, pour l'instant, je crois que c'est à moi que la question doit être posée.

Des voix: L'hypothèse.

M. Lévesque (Taillon): C'est une hypothèse que formule le chef de l'Opposition, "si". Ma regrettable grand-mère disait toujours: Je ne sais pas si cela se dit encore. "Avec "si", on va à Paris et avec "ça" on reste là."

Une voix: Oui.

M. Lévesque (Taillon): Je dois simplement référer...

Une voix: Cela existe encore. Allez-y.

Une voix: Avec "si", on reste ici, et avec "ça"...

M. Lévesque (Taillon): Chaque chose en son temps. Je dois référer le chef de l'Opposition, s'il le veut, pour l'instant en tout cas, afin de voir où l'on en est, à la page 2877 du Journal des débats de la Chambre de communes, le 11 mars - c'était hier - d'hier, à une seule phrase de M. Wilson qui, comme je le disais, ministre des Finances fédéral, rentrait d'un voyage plus ou moins planétaire. La voici: "Je demande au député - je ne sais pas, cela devait être un des amis de nos amis d'en face - je parle de faire preuve d'un peu de patience s'il veut une réponse au sujet du paiement de péréquation." Peut-être que le chef de l'Opposition pourrait prendre le conseil.

Une voix: Il n'y a rien là.

Le Président: Question principale, M. le député d'Outremont.

M. Fortier: M. le Président, ma question s'adresse au nouveau ministre délégué aux Forêts, à qui je souhaite bonne chance d'ailleurs, puisqu'il a hérité d'un dossier très lourd qu'avait négligé son prédécesseur.

Une voix: C'est vrai.

Le Président: Je vous rappelle ce que nous avons dit tantôt.

Une voix: Vous n'aurez pas de réponse.

Le programme de modernisation des usines de pâtes et papiers et le cas Domtar

M. Fortier: M. le Président, nous connaissons tous les enjeux terribles auxquels fait face la population de Windsor en Estrie. L'usine de l'endroit, appartenant à Domtar, est une des plus anciennes du genre au Canada. Elle fait face au dilemme suivant: soit qu'elle se modernise ou soit qu'elle disparaisse avec des conséquences néfastes pour la population de l'endroit.

Depuis la remise en question de la subvention du gouvernement fédéral, on connaît la réaction publique du nouveau ministre délégué aux Forêts. Ce fut une réaction époustouflante. Il a demandé à la population de faire le travail à sa place et de protester contre la décision du gouvernement fédéral. Le ministre, par ailleurs, a confié au Devoir, le 26 février dernier, que le cas de Domtar n'était pas unique - il y en aurait d'autres, semble-t-il - mais qu'il négociait une nouvelle entente avec le fédéral, une entente auxiliaire sur la forêt. Le ministre peut-il nous dire s'il y a présentement des négociations avec le gouvernement fédéral touchant tout le programme de modernisation des usines de pâtes et papiers qui a commencé en 1979 et qui a valu plusieurs modernisations pour un total de 1 500 000 000 \$?

Des voix: Bravo!

Le Président: La question est posée. Nous pouvons laisser le ministre répondre. Vous pourrez y revenir en complémentaire, si vous le souhaitez.

M. Fortier: Non, M. le Président, elle a deux volets. Ils se complètent l'un et l'autre.

Le Président: Ah bon! d'accord.

M. Fortier: Le ministre peut-il nous

assurer que ce programme aura une continuité, puisque, de l'aveu même du vice-président de Domtar, un tel programme devrait amener des investissements de 4 500 000 000 \$ au Québec. Y a-t-il négociation? Et est-ce que le programme, tel que négocié, amènerait des décisions différentes de celles que le gouvernement fédéral a prises dans le dossier de Domtar?

Le Président: M. le ministre délégué aux Forêts.

M. Jolivet: Merci, M. le Président. Si le député d'Outremont me pose la question à savoir s'il y a un programme pour la modernisation des usines de pâtes et papiers, je dois lui dire en premier lieu: Non! C'est clair. La deuxième, concernant le programme antérieur, de 1979 à 1984, qui est terminé: s'il y a une politique qui doit être mise à l'avant-garde au Québec, c'est, pour le moment, la politique de reboisement et la politique qui consiste à faire en sorte que l'ensemble de la politique forestière qu'on aura à mettre sur pied ait ces valeurs. Donc, s'il me pose la question pour savoir si, oui ou non, il y a une discussion avec le gouvernement fédéral sur la question, c'est: Non!

Quant à la partie préliminaire de sa question, concernant le travail qui a été fait dans le dossier de Domtar, ce dossier nous a été apporté et nous avons, comme gouvernement du Québec, par l'intermédiaire de discussions précédant mon arrivée comme ministre délégué aux Forêts... J'ai une très bonne voix, M. le député. Je ne l'ai pas perdue. Je vous dis que la décision a été prise par Québec d'investir dans le projet de Domtar 83 000 000 \$. Les retombées économiques pour le gouvernement fédéral comme pour le gouvernement du Québec sont, dans le cas du gouvernement fédéral, de 140 000 000 \$ et, à ce moment-là, je crois qu'il est important que le gouvernement fédéral embarque dans le dossier. C'est ce que j'ai dit aux gens. Mais, en plus, vous me dites que je ne peux pas demander le soutien de la population. Je pense l'inverse. La population de Windsor sait l'importance de l'usine, l'importance de faire la modernisation de l'usine, de la construction nouvelle de l'usine et, en conséquence, j'ai demandé son appui parce que notre travail a été fait. Il reste aussi son travail à elle, soit de continuer ses pressions sur le gouvernement fédéral.

Des voix: Bravo!

M. Fortier: M. le Président...

Le Président: M. le député d'Outremont, question complémentaire.

M. Fortier: ...le ministre nous dit qu'il n'y a pas négociation - j'ai bien compris sa réponse - qu'il n'y a pas de programme de modernisation. Il est terminé en 1984. Ai-je bien compris qu'il n'y a aucune négociation dans le moment qui amènerait éventuellement l'équivalent de quatre usines Domtar au Québec? Est-ce la façon dont le ministre assume ses responsabilités alors qu'il sait très bien que le gouvernement vient de décider qu'il n'y aurait pas de subvention dans le cas Domtar. Il nous dit, de plus, qu'il n'y aura pas de programme de modernisation pour compléter le programme qui s'est terminé en 1979. Est-ce bien cela que j'ai compris?
(14 h 40)

Le Président: M. le ministre délégué aux Forêts.

M. Jolivet: Vous avez très mal compris, M. le député. Vous m'avez posé une question qui était la suivante: Y a-t-il des négociations avec le gouvernement fédéral dans un programme additionnel qu'on pourrait appeler la phase II de la modernisation des pâtes et papiers? J'ai dit: Non! La négociation que nous avons eue avec le gouvernement fédéral et qui devra bientôt porter ses fruits, c'est sur l'ensemble du programme de reboisement, l'ensemble des travaux sylvicoles, du drainage et de l'aide individuelle aux gens. C'est bien différent parce que, dans l'autre dossier, quant à nous, nous avons des hypothèses de travail et nous avons décidé, comme dans le cas d'Amos et dans le cas de celui qui nous concerne ici, soit Domtar, de prendre nos responsabilités à l'intérieur du programme d'accélération des investissements privés au Québec. Nous demandons au gouvernement fédéral d'investir parce que les retombées sont aussi fortes de leur bord, même, plus fortes que celles que le Québec aura.

Le Président: M. le député de Richmond suivi de Mme la députée de Johnson.

M. Vallières: Merci, M. le Président. Je m'aperçois que le ministre parle plus fort en cette Chambre qu'il ne parle à ses homologues fédéraux. Le ministre est-il d'avis, comme l'a déclaré son collègue du Travail et député de Sherbrooke, que le nouvel état d'esprit qui entoure les relations Québec-Ottawa pourrait conduire à une solution rapide du dossier de Domtar? Ne croit-il pas que ce manque de fermeté conduit votre gouvernement à un risque terrible de mettre littéralement au chômage des centaines de travailleurs dans la région de l'Estrie? Quand le ministre décidera-t-il, de façon définitive, de tenir compte du cri d'alarme que lui a lancé la population de l'Estrie récemment?

Le Président: M. le ministre délégué aux Forêts.

M. Jolivet: M. le député de Richmond, je peux baisser le ton mais j'ai une voix très forte. Si vous m'accusez d'avoir une voix semblable...

Une voix: Discrimination.

M. Jolivet: ...quant à moi, cela me laisse très froid. Je vais répondre, madame.

Une voix: On doit s'adresser au président.

M. Jolivet: Oui, je n'ai peut-être pas l'habitude. Moi aussi, j'étais là-bas... M. le Président, je dois vous dire que le député n'a pas raison dans le dossier. Nous avons fait nos devoirs à titre de gouvernement du Québec par l'intermédiaire du ministère dont j'ai la responsabilité. Ces activités ont fait en sorte que les discussions que nous avons eues jusqu'à maintenant porteront leurs fruits. Nous n'avons de leçon à recevoir de personne de l'autre côté, à savoir de quelle façon nous devons mener les négociations et les discussions dans ce dossier. Je dois vous dire que le dossier va bien et qu'il y aura de bonnes réponses qui seront données bientôt.

Le Président: Mme la députée de Johnson.

Mme Juneau: M. le Président, la population de Windsor - non seulement celle de Windsor, parce qu'un dossier de 1 200 000 000 \$, ce n'est pas un dossier local, c'est un dossier national - et toute la région de l'Estrie sont conscientes que le gouvernement provincial a fait son travail...

Le Président: Mme la députée, la question, s'il vous plaît!

Mme Juneau: M. le Président, nous sommes complètement disposés à faire tout ce que nous pouvons.

Le Président: Mme la députée, si vous avez une question à poser au ministre délégué aux Forêts, faites-le. Pour ce qui est d'une déclaration au nom du gouvernement, je pense qu'il appartient davantage à un ministre du gouvernement de la faire.

Mme Juneau: Merci, M. le Président. M. le ministre, je voudrais savoir s'il y a une autre rencontre prévue avec votre homologue fédéral concernant le dossier Domtar. Vous savez que toute la région de l'Estrie est suspendue à cet accord du fédéral.

Le Président: M. le ministre délégué

aux Forêts.

M. Jolivet: M. le Président, je dois dire que nous sommes conscients que les objectifs du programme actuel concernant la compagnie Domtar sont essentiels pour la population de la région de l'Estrie et pour celle du comté de Windsor en particulier. Je dois dire que nous en sommes tellement conscients que les ministres du Québec concernés, par les moyens qu'ils ont eus de discuter avec les représentants de Domtar, que ce soit pour la protection du territoire agricole, que ce soit pour la question de l'environnement, ont fait en sorte d'accélérer l'ensemble du processus pour répondre à la demande de la compagnie Domtar. Le Québec a fait tous ses devoirs dans ce dossier.

La deuxième question, à savoir si, à partir des discussions que nous avons eues avec le ministre fédéral délégué aux Forêts, M. Gerald Merrithew, il y en aura d'autres, il y a d'autres discussions qui ont maintenant lieu à d'autres niveaux, et c'est au premier ministre de répondre à cette question. Mais je sais...

Des voix: Oh!

M. Jolivet: ...vu qu'il est rendu à son niveau, les autres étapes ayant été faites... Ce que je peux vous dire, Mme la députée, c'est que le dossier va bien et si ce dossier va bien, nous aurons des nouvelles bientôt.

Le Président: Complément... Question principale, M. le député de Laporte.

La fermeture des usines Wabasso à Trois-Rivières et à Shawinigan

M. Bourbeau: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le 16 janvier dernier, la compagnie Wabasso annonçait la fermeture de ses deux usines à Trois-Rivières et à Shawinigan. Cette fermeture signifiait la mise à pied progressive de quelque 1100 travailleurs sur une période de quatre mois, et représente une perte de quelque 20 000 000 \$ par année en masse salariale, seulement pour la région impliquée. En réaction à l'annonce de la fermeture, le ministre de l'Industrie et du Commerce a réagi en blâmant le gouvernement fédéral d'entretenir une politique fédérale confuse en matière de quotas dans le secteur du textile. Pour sa part, le député de Saint-Maurice et ministre des Finances déclarait dans une dépêche de la Presse canadienne: "Not everything has been done at the federal level so far.", c'est-à-dire "Le palier fédéral n'a pas fait tout son possible encore jusqu'à maintenant."

Mon propos n'est pas de blâmer le

gouvernement fédéral ni même qui que ce soit. J'aimerais quand même souligner qu'un comité de relance a été mis sur pied pour élaborer un plan de survie. Le rapport du comité a été rendu public le 15 février dernier. Suite à l'analyse de la situation financière de la compagnie, le comité en arrive à la conclusion qu'avec certains investissements et une rationalisation des opérations, il aurait peut-être été possible de sauver la compagnie.

La question que je pose au ministre de l'Industrie et du Commerce est la suivante: À la suite du dépôt de ce plan du comité de relance de la Wabasso, qu'entend faire le gouvernement du Québec pour sauvegarder ces quelque 1100 emplois?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Biron: M. le Président, je vais d'abord reprendre le député de Laporte lorsqu'il dit: C'est dû à de mauvaises politiques fédérales de quotas d'importation. Je dois dire que c'est la compagnie elle-même qui a donné deux raisons: d'abord, un manque d'entente avec le syndicat local et aussi un manque de planification du développement de son usine à cause, justement, de ce manque de quotas d'importation et d'un manque d'information qu'on avait de la part des entreprises, à savoir comment produire, pour quels marchés, quels marchés seraient protégés par le gouvernement fédéral. C'est ce qui a empêché d'ailleurs l'entreprise Wabasso d'investir des sommes dans la modernisation de ses usines. Et lorsqu'une entreprise n'investit pas dans la modernisation, elle se fait dépasser par ses concurrentes. C'est surtout ce qui est arrivé dans le cas de Wabasso: l'ignorance de ce qui se passait sur le marché canadien parce que l'ancien gouvernement fédéral n'a jamais voulu mettre des quotas d'importation convenables.

Deuxième chose, c'est vrai qu'il y a eu un comité de relance qui a été formé. Il y a plusieurs choix possibles qui ont été suggérés. Nous avons discuté à la fois avec Wabasso et avec la compagnie DomTex, qui a une option sur les bâtisses, sur les équipements à Trois-Rivières pour voir ce qu'on pouvait faire. DomTex et Wabasso ont convenu qu'elles ne pouvaient changer leur entente. Donc, cela veut dire qu'il faut maintenant négocier carrément avec DomTex qui a d'autres installations ailleurs, surtout au Québec, et qui dit ne pouvoir investir les sommes considérables qu'on lui demande d'investir pour moderniser considérablement et reprendre à sa charge la presque totalité des employés. Jusqu'à maintenant, on est assuré de protéger 400 emplois à Trois-Rivières avec DomTex en modernisant l'usine. On essaie de trouver d'autres formules à côté,

mais les investisseurs sont très difficiles à trouver puisqu'il est question d'une cinquantaine de millions de dollars qui sont requis pour moderniser le restant de l'usine qui n'aura pas été acheté par DomTex.

Le Président: M. le député de Laporte.

M. Bourbeau: M. le Président, le ministre a fait état tout à l'heure des politiques de quotas de l'ancien gouvernement fédéral. Est-ce que l'ancien chef de l'Union Nationale pourrait me dire ce qui va arriver, en pratique, pour les quelque 500 à 600 travailleurs de Shawinigan qui, eux, vont être mis à pied d'ici un ou deux mois?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Biron: On me souffle de répondre à l'ancien maire de Saint-Lambert. Je ne sais pas si...

M. le Président, nous essayons présentement, avec le comité de relance, de trouver des investisseurs potentiels. Bien sûr il n'est pas question que le gouvernement du Québec lui-même investisse dans l'entreprise ni le gouvernement fédéral. Cela prend des entrepreneurs privés qui sont prêts à investir les sommes d'argent nécessaires avec l'aide des deux ordres de gouvernement. D'avance je peux vous assurer de l'aide des deux ordres de gouvernement si nous pouvons trouver des investisseurs privés, mais dans ce domaine, encore une fois, je vous ai parlé d'une cinquantaine de millions de dollars que cela prend pour relancer l'usine de Shawinigan et la partie de l'usine de Trois-Rivières qui ne sera pas sauvée par DomTex. Or jusqu'à maintenant, nous n'avons pas trouvé d'investisseurs privés prêts à embarquer dans les opérations de sauvetage.

Le Président: Question principale, M. le député de Bourassa.

Entente de principe avec les médecins résidents et internes

M. Laplante: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre des Affaires sociales. Elle concerne les médecins internes dans les hôpitaux et parce que toute cette question est ambiguë actuellement chez la population, nous voudrions savoir s'il y a eu entente, oui ou non, avec les médecins internes des hôpitaux.

Une voix: Les médecins résidents et internes.

M. Laplante: Oui, les médecins résidents et internes.

Le Président: M. le ministre des

Affaires sociales.

M. Chevette: Au moment où on se parle, l'entente de principe a été paraphée par mon représentant à la table de négociation, M. Meloche. Elle est acheminée...

Des voix: C'est bien. Bravo!

M. Chevette: Le Conseil du trésor a, effectivement, ce midi, ratifié l'entente de principe que nous avons conclue en fin de semaine. Elle touchait quatre points particuliers à savoir le mode de négociation pour la future ronde de négociations, la question salariale, la question des gardes et la question des avantages sociaux. Je peux vous dire que tout est ratifié quant au principe. Il reste maintenant à rédiger les clauses et les articles de la convention collective pour qu'on puisse vivre une situation normale dans les hôpitaux du Québec.

Aussi, j'annonce tout de suite que j'ai consenti cependant, comme ministre sectoriel, à ce qu'on ait une commission parlementaire d'ici à la fin du mois d'avril pour sensibiliser peut-être davantage l'ensemble des partenaires, qu'ils soient du monde hospitalier ou du monde universitaire, en ce qui regarde en particulier la notion de garde sur laquelle on s'est entendu quant au contenu pour la présente convention collective mais qui demande un encadrement plus spécifique pour éviter que les résidents et les internes aient une tâche passablement lourde de 60, 70 ou 80 heures par semaine, dans certains cas. Donc, il y aura une commission parlementaire d'ici à la fin d'avril.

Des voix: Très bien! Bravo!

Le Président: En complémentaire, M. le député de Bourassa.

M. Laplante: Je voudrais savoir de la part du ministre si la politique salariale du gouvernement a été respectée dans ce cas-là.

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales.

M. Chevette: Oui, c'est la même politique qui fut appliquée aux omnipraticiens et aux médecins spécialistes, c'est-à-dire qu'en 1982-1983, c'était le gel du traitement conformément à ce qui s'est passé dans la fonction publique; en 1983-1984, 5,6%; en 1984-1985, 5,3%. C'est exactement le même modèle salarial qui a été donné aux omnipraticiens et aux médecins spécialistes.

Le Président: Question principale, M. le député de Labelle.

La responsabilité du dossier des négociations constitutionnelles

M. Léonard: Ma question s'adresse au premier ministre. Dans le climat un peu délicat qui prévaut au gouvernement - c'est sa propre expression que j'emploie ici - de nombreux Québécois s'interrogent, avec raison nous semble-t-il, sur les orientations constitutionnelles du gouvernement. Un pourcentage de 36% des Québécois estiment que la formation que dirige le premier ministre est fédéraliste; 37% estiment qu'elle est souverainiste; 20% ne savent tout simplement pas ce qu'elle est. C'est la confusion totale.

Récemment, à deux occasions, le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales annonçait que la modification de l'article 23 de la constitution canadienne, la célèbre "clause Canada", constituera une revendication fondamentale du gouvernement. À la suite de cette déclaration, M. Mulroney a fait savoir qu'il n'aimait pas négocier à partir d'un ultimatum.

On sait également que, subséquemment, le premier ministre du Canada a établi un lien direct entre les droits des francophones au Manitoba et les droits des anglophones au Québec, ce qui indique qu'il serait peu enclin à modifier l'article 23 dans le sens préconisé par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales. Premièrement, le ministre en question a-t-il toujours la responsabilité première dans le dossier des négociations constitutionnelles?

Des voix: Boycottage! Sabotage!

Une voix: On est boycotté ici. On ne peut pas s'exprimer ici.

Le Président: Pourriez-vous reprendre non pas le préambule mais la question?

M. Léonard: Ma première question est: Le ministre en question a-t-il toujours la responsabilité première dans le dossier des négociations constitutionnelles? Si oui, doit-on tenir pour acquis qu'il parlait au nom du gouvernement en réclamant une modification substantielle de la "clause Canada"? Deuxièmement, le premier ministre peut-il commenter le refus de son homologue canadien et nous indiquer s'il espère convaincre M. Mulroney que la modification de la "clause Canada" constitue une exigence essentielle pour le Québec?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Je comprends que - les applaudissements le prouvent à l'autre bout - l'on veuille des éclaircissements. Je m'attendais même à ce

que ce soit l'autre opposition qui commence, non pas un débat, mais qui montre une certaine curiosité à propos de ce dossier. C'est vrai, le mot "délicat", je l'ai employé à quelques reprises ces derniers temps; il y a plein de choses délicates actuellement dans le paysage, M. le Président. Ce qui serait particulièrement délicat, ce serait d'entrer dans quelque réponse détaillée que ce soit pour une simple raison...

Des voix: Ah! Ah! Ah!

M. Lévesque (Taillon): ... ce serait très délicat pour une très simple raison, pour la nième fois, je crois - c'est la première fois en cette Chambre, bien sûr, puisqu'on ne siègeait pas - je répète ce que j'ai eu à dire. Entre Pâques et la Trinité, c'est-à-dire dans quelques semaines, nous aurons sur l'ensemble de ces questions une position québécoise qui sera établie, qui sera éventuellement approuvée par le Conseil des ministres, je l'espère bien, et le plus vite possible transmise à notre interlocuteur fédéral qui, comme vous le savez, a gardé chez lui l'essentiel des questions fédérales-provinciales, c'est-à-dire le premier ministre Mulroney. À partir de là, tout sera clair. Mais jusqu'ici, tout ce qui est clair, c'est qu'il y a un échéancier et on va le respecter.

Le Président: En complémentaire, M. le député de Labelle.

M. Léonard: Le premier ministre peut-il assurer la Chambre... Même s'il pense que j'ai posé des questions qui entraînaient une réponse avec détails, je pense que ce n'était pas cela, j'ai demandé simplement si son ministre était toujours responsable du dossier et s'il espérait que le premier ministre pourrait être convaincu de son argumentation.

Bref, quand même, je pense que les Québécois réclament une assurance. Le premier ministre peut-il assurer la Chambre que son gouvernement n'apposera pas sa signature à la constitution canadienne si M. Mulroney refuse d'amender substantiellement l'article 23 pour respecter le sens de la loi 101?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): On s'en va de délicatesse en délicatesse, M. le Président. Je regrette simplement de n'avoir qu'une seule réponse à fournir. Je crois que c'est en réponse à une des questions que pose spécifiquement le député de Labelle. Dans les circonstances, je dois dire que, le ministre et votre serviteur, nous sommes quelque peu forcément coresponsables du dossier. Il reste pour l'essentiel là où il est,

c'est-à-dire aux Affaires canadiennes, forcément, mais à cause du fait que je viens d'évoquer, des relations directes qu'on doit établir avec M. Mulroney parce que c'est son bureau qui, du côté fédéral, s'en occupe, disons qu'on est quelque peu coresponsables, forcément.

Le Président: M. le député de Jean-Talon, en complémentaire?

M. Rivest: Oui.

Le Président: M. le député de Labelle.

M. Léonard: Je reviens donc très précisément à ma question. Le premier ministre peut-il assurer cette Chambre que son gouvernement n'apposera pas sa signature à la constitution canadienne si M. Mulroney refuse de modifier substantiellement l'article 23 pour respecter le sens de la loi 101?

M. Lévesque (Taillon): Je regrette de sentir quelque chose comme ce qui s'appelle en anglais "wishful thinking" dans la question du député.

Des voix: Ah! Ah! Ah!

M. Lévesque (Taillon): Je pense que le député a bien compris, il a souri. Il n'a pas fait un gros rire, non, il a souri parce qu'il comprend très bien que l'Opposition, c'est son rôle, une opposition normale...

Une voix: Un gros rire gras!

M. Lévesque (Taillon): ... telle qu'on la connaît. C'est son rôle aussi de toujours faire semblant de ne rien comprendre. C'est, comme on dit, les règles du jeu, paraît-il.

Tout ce que je peux ajouter, c'est ceci. Rien ne sera jamais signé, si, éventuellement, il y a signature... J'ai assuré M. Mulroney que ce n'était pas absolument sûr que cela pourrait se faire dans l'enthousiasme, mais cela ne se fera sûrement pas autrement que dans l'honneur et l'intérêt du Québec.

Le Président: Question principale, M. le député de Nelligan.

L'aide québécoise aux pays du tiers monde

M. Lincoln: M. le Président, avec votre permission, on va quitter les débats internes du Parti québécois, en anglais surtout, et revenir aux choses qui intéressent tous les Québécois. Je voudrais poser ma question au ministre...

(15 heures)

Une voix: Il n'y a pas de son.

Le Président: Puis-je vous suggérer de nouveau de mettre les écouteurs que vous avez dans vos bureaux? On ne peut pas réparer instantanément les défaillances du son.

Cela ne fonctionne pas non plus?

M. le député de Nelligan, pouvez-vous utiliser votre meilleure voix pour vous faire entendre de l'autre côté?

M. Lincoln: Oui, M. le Président. Je suggérerais qu'on laisse les débats internes du Parti québécois pour revenir aux choses qui intéressent tous les Québécois.

Ma question s'adresse au ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur et a trait à l'aide au développement des pays du tiers monde, qui a été un des thèmes du sommet sur le Québec dans le monde en décembre dernier.

Nous sommes très conscients nous-mêmes que cette préoccupation rencontre celle de la majorité des Québécois et nous la partageons fortement dans ses principes. Il existe toutefois une confusion dans le public et dans nos esprits quant au budget et à la structure que le gouvernement du Québec veut mettre en place à ce sujet.

Au sommet, le ministre parlait d'augmenter substantiellement la contribution du Québec à un fonds d'aide au développement international. Il parlait d'une somme de 5 000 000 \$.

Dans un document récent de son ministère, on parle de porter de 37 000 000 \$ à 100 000 000 \$ la participation au développement international du Québec. On parle en même temps d'un fonds d'aide au développement de 25 000 000 \$. Le ministre peut-il nous fournir des explications et des éclaircissements quant à la politique de son ministère pour l'aide au développement international et quant au nouveau budget que le gouvernement veut y affecter, considérant surtout que le budget du gouvernement ne sera déposé que dans quelques semaines?

Le Président: M. le ministre du Commerce extérieur.

M. Landry: M. le Président, le député de Nelligan, qui habituellement me parle de commerce, me fait l'honneur aujourd'hui - ce qui l'honore en même temps - de me parler d'aide au tiers monde. Effectivement, le sommet "Québec dans le monde" a montré une unanimité chez les intervenants, qu'ils soient des milieux dits à but non lucratif ou des milieux d'affaires, pour que le Québec augmente sensiblement son effort d'aide au tiers monde.

Actuellement, le Québec - le Canada non plus d'ailleurs - n'est pas au rang des nations exemplaires qui consacrent, comme chacun le sait, pratiquement 1% du produit

national brut à l'aide au tiers monde. Nous sommes à 0,7% en comptant la partie de nos taxes qui transite à travers l'ACDI. Il faut donc, sur une période de temps... Je ne crois pas que personne voudrait que le Québec fasse son pas dans une seule année. Simplement au cours du présent exercice, au titre d'aide à l'Éthiopie, nous avons consacré, en égalant 1 \$ pour 1 \$ de souscription du public, plus de 3 000 000 \$, ce qui est déjà une augmentation substantielle.

L'analyse est en cours au ministère des Finances - je ne vais pas révéler, bien sûr, ce que mon collègue des Finances pourrait aborder au cours de son discours sur le budget - pour que l'effort de générosité accepté par l'ensemble du peuple québécois se transforme en mesures budgétaires et en implications concrètes pour les finances publiques. Dans ma position, je ne suis pas en mesure d'en dire davantage aujourd'hui.

Le Président: M. le député de Nelligan, en complémentaire.

M. Lincoln: M. le ministre, en fait, est-ce que l'aide n'est pas de 0,47%, ce que le sommet du Québec dans le monde a rendu officiel, et non 0,7% comme vous l'avez dit?

On a parlé aussi de 5 000 000 \$; on a parlé de 25 000 000 \$; on a parlé de 37 000 000 \$ et de 100 000 000 \$. Où vous situez-vous?

En deuxième volet pouvez-vous nous dire si les politiques que vous mettrez en place seront harmonisées avec celles du gouvernement fédéral pour qu'elles se tiennent sous le parapluie du gouvernement fédéral par rapport à l'aide au tiers monde?

Le Président: M. le ministre des Relations internationales.

M. Landry: D'abord, le député doit se situer dans le temps: 100 000 000 \$ sur une période d'années, ça peut être un chiffre raisonnable; 100 000 000 \$ d'additions pour un an, ce n'est pas raisonnable. M. Bourassa promet deux fois plus aux jeunes assistés sociaux 200 000 000 \$, seulement pour leur donner la parité. Vous voyez bien que cela n'a pas de sens dans le cas de M. Bourassa pour une chose stupide, et cela en aurait encore moins dans le sens d'une chose sérieuse comme l'aide au tiers monde. Je crois que les Québécois sont généreux, mais ils vont y aller dans la mesure de leurs propres moyens.

Je vous ai déjà dit, juste à la fin du dernier exercice, dans un coup, l'aide à l'Éthiopie: 3 500 000 \$, sans compter que le public a mis la main dans sa poche pour un montant équivalent et même légèrement supérieur. Au cours du dernier exercice toujours, une mesure fortement importante pour le développement, la formation des

personnels au tiers monde, 15 000 000 \$ que le peuple québécois consacre à accueillir ici des étudiants des pays en voie de développement.

Est-ce que cela sera harmonisé avec l'aide du Canada? Oui, bien sûr. D'ailleurs je vous fais remarquer que la partie québécoise doit être additionnée à notre contribution à l'ACDI pour savoir quel est l'effort du peuple québécois. Mon ancienne collègue, Mme Harel, par exemple, s'est rendue en Éthiopie avec le ministre des Relations extérieures du Canada, M. Joe Clark, pour constater sur place comment l'effort devait être coordonné. Donc, oui.

Coordination supplémentaire, non pas avec le gouvernement mais avec les organismes non gouvernementaux québécois, comme on l'a fait dans le cas de l'Éthiopie: la population qui fait son effort avec les organisations des églises, les organisations non gouvernementales et le gouvernement qui appuie. C'est là une coordination qui me plaît davantage, bien que je reconnaisse que la première soit nécessaire.

Le Président: Aux motions sans préavis, M. le ministre des Relations internationales.

M. Landry: M. le premier ministre.

Le Président: Je m'excuse. M. le premier ministre. Vous m'avez donné une mauvaise indication.

Condoléances au peuple russe et félicitations à M. Mikhaïl Gorbatchev

M. René Lévesque

M. Lévesque (Taillon): Je m'excuse, M. le Président. Il s'agit d'un événement auquel je crois. Ici comme partout dans le monde c'est le gouvernement lui-même qui doit réagir. Je proposerais peut-être que l'Assemblée nationale soit unanime pour approuver un télégramme de condoléances que je pourrai lire ensuite, adressé par le truchement normal du consul général d'URSS à l'occasion de la mort de M. Tchernenko et, forcément, un télégramme de bons vœux à l'adresse de son successeur, M. Gorbatchev.

Le Président: Y a-t-il consentement à la discussion d'une telle motion? M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je pense que personne ne peut surestimer l'importance de ce qui vient de se passer en Union soviétique. Je lis d'abord le télégramme qui est déjà parti par la voie du consulat général d'URSS à propos du décès. Je le lis très simplement: "Ayant appris la nouvelle du décès du président du Présidium suprême d'Union soviétique et secrétaire

général du Parti communiste de l'URSS, M. Constantin Tchernenko, je tiens à vous assurer, au nom du gouvernement du Québec et en mon nom personnel, de notre profonde sympathie en ce moment de deuil. En vous demandant de transmettre aussi nos plus vives condoléances à tous vos collègues et dirigeants soviétiques." Ce télégramme est parti, M. le Président.

Celui-ci partirait et on l'espère, si possible, avec l'unanimité de la Chambre. En voici le texte, tel qu'il vient d'être rédigé. À M. Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique: "Votre élection au poste de secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique vous confie de fort importantes responsabilités vis-à-vis votre pays comme, évidemment, sur le plan mondial.

"Au nom du gouvernement du Québec et en mon nom personnel je vous offre nos sincères félicitations pour cette grande marque de confiance à votre endroit, tout en souhaitant que votre mandat voie enfin le rapprochement tant attendu entre les peuples et, bien sûr aussi, la certitude de la paix, ce qui ne peut que rejoindre du même coup tous les intérêts supérieurs de l'Union soviétique elle-même."

Ce serait là la motion, M. le Président. Est-ce que je peux donner quelques mots très rapides, parce que cela se passe quelque peu d'explications. Simplement, encore une fois, il n'est pas possible de surestimer, non pas avec quelque certitude que ce soit - ce qui se passe en Union soviétique c'est toujours un peu un mystère et une énigme enroulés l'un dans l'autre - l'importance du double événement. Le premier était attendu depuis très longtemps. On savait que M. Tchernenko n'en avait pas pour longtemps. Ce qui est particulièrement frappant, c'est que son successeur soit littéralement... Ce n'est pas un changement de chef de gouvernement seulement, c'est un changement de vie, quasiment, que cela annonce, possiblement. C'est la première fois que quelqu'un dans la cinquantaine, depuis je ne sais pas combien de décennies, arrive à la tête de l'Union soviétique. Je vais me contenter... (15 h 10)

Une voix: ...être temps.

M. Lévesque (Taillon): Pardon?

Une voix: Il commence à être temps.

M. Lévesque (Taillon): Si vous voulez, on peut transmettre vos propos à Moscou. Je voudrais simplement... On peut même en faire la traduction en russe. Il y a d'excellents traducteurs au Québec. M. le Président, je voudrais simplement me contenter de citer deux extraits appropriés

de journaux d'aujourd'hui à propos de ce double événement, d'abord dans la Presse, celui de M. Guy Cormier. Je prends simplement la fin de son article. "Bien des choses vont dépendre des critiques du successeur de Tchernenko, M. Gorbatchev. La rapidité avec laquelle il a été désigné donne à penser que rien n'est laissé à l'improvisation." En effet. "M. Gorbatchev jouit d'un préjugé favorable en Occident. Il a plu à Mme Thatcher, lors d'une visite à Londres en décembre dernier. Ce satisfecit ne garantit pas le salut éternel de l'humanité."

"Pour M. Mulroney - je termine la citation - les événements rassortissent à l'aubaine." Enfin, c'est peut-être une coquille. Mais voici la fin: "En une semaine, écrit M. Cormier, entre le 10 et le 17 mars, il aura vu - donc, M. Mulroney - un parfait inconnu..." pardon "les deux Grands. Rappelons que M. Gorbatchev n'est pas un parfait inconnu ici. Il visita le Canada comme ministre de l'Agriculture."

En fait, ce qu'on oublie peut-être de souligner M. Cormier, le premier voyage à l'étranger de M. Gorbatchev qui a révélé cette personnalité nouvelle, qui est maintenant consacrée, comme on le sait, c'est celui qu'il a fait au Canada, il y a deux ans. Je terminerais en citant dans le texte - je pense que cela se comprend bien - ce qui me paraît le meilleur raccourci de la situation. C'est le Globe and Mail de ce matin dont le titre est: "The Gorbatchev era" Ce n'est pas seulement l'arrivée d'un homme, mais je crois qu'on peut être du même avis que le Globe and Mail. C'est une ère nouvelle, mais il s'agit de savoir dans quel sens cela ira. Je cite rapidement: "Mr. Gorbatchev is viewed as a leader impatient for change. Even before he was anointed General Secretary of the Communist Party, Mr. Gorbatchev was touted by Western analysts as a new breath of Soviet chieftain, a product of a younger, better educated, more dynamic generation of Soviet politicians." Et un peu plus loin: "He has shown - Mr. Gorbatchev toujours - in his visits to Ottawa and London, a much more adroit public style than his elders: he can actually speak without notes (a talent absent in both the Kremlin and the White House in recent years)." Il n'a pas eu besoin de texte. Là, il y a le mystère qui est évoqué. Est-ce que ce va être pour le meilleur ou pour le pire? Il y a toujours l'incertitude.

Enfin je parle assez lentement, je crois, pour que même le député de Portneuf puisse comprendre. Je vais lire et traduire le dernier paragraphe, si vous le permettez, M. le Président. "Perhaps the safest assumption to make about the Gorbatchev era is that there indeed will be one. In the wake of Andropov and Tchemenko interludes, that would constitute no small shift in Soviet politics." Après avoir invoqué l'incertitude,

peut-être, dit le Globe and Mail, le pari le plus sûr qu'on puisse faire à propos de l'ère Gorbatchev, c'est que, effectivement, il va y avoir une ère Gorbatchev. À la suite des interludes plutôt tragiques Andropov et Tchernenko, cela seul constituerait tout un changement en soi pour la politique soviétique.

M. le Président, si vous le permettez, je demanderais de nouveau si la Chambre pourrait être unanime évidemment simplement sur les deux télégrammes. L'un est parti à propos de la mort de M. Tchernenko et l'autre partirait, je l'espère, avec l'unanimité de la Chambre, à l'adresse de M. Gorbatchev.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Gérard D. Levesque

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je voudrais, au nom de ma formation politique, m'associer à cette motion qui est accompagnée de l'envoi de deux télégrammes à l'adresse des dirigeants de l'Union soviétique. Je voudrais immédiatement exprimer également nos plus vives condoléances et nos sympathies au peuple russe à la suite du décès de M. Constantin Tchemenko qui a présidé aux destinées de l'URSS pendant peu de temps, mais qui a manifesté sûrement une certaine ouverture d'esprit sur l'Occident. Lorsqu'on pense aux décisions qu'il a prises quant à reprendre les négociations sur le désarmement, qui avaient été abandonnées par son prédécesseur, on peut lui rendre ce témoignage et dire que nous espérons, justement, que ces nouvelles négociations portent des fruits, car elles touchent évidemment un sujet vital pour toute l'humanité.

Quant au successeur déjà nommé, M. Mikhaïl Gorbatchev, évidemment, nos meilleurs vœux l'accompagnent. Je m'associe aux propos du premier ministre, relativement à l'optimisme nécessairement relatif, mais un optimisme que nous voulons mettre de l'avant quant aux chances que l'ère Gorbatchev soit une ère qui nous mène à de meilleurs rapports entre l'Occident et l'Est et que nous puissions avoir bientôt des ententes concrètes qui puissent faire espérer un monde meilleur, un monde où, particulièrement, la jeunesse pourra voir le bout du tunnel et voir enfin des relations beaucoup plus cordiales. Le personnage nous semble beaucoup plus près des préoccupations occidentales, du moins par ce que nous en avons vu soit au Canada ou en Grande-Bretagne.

Si je peux ajouter une petite note humoristique, si on me le permet, il est réconfortant, au moins rafraîchissant, de voir

les médias ces jours-ci qui nous parlent de cette jeunesse de 54 ans. Je vous assure que, lorsqu'on parle des hommes politiques de chez nous, c'est l'âge vers lequel on commence à s'inquiéter. C'est très réconfortant de voir que, lorsque nous avons des reportages et des commentaires qui nous viennent du monde entier, la note principale que l'on semble souligner, c'est la jeunesse de cet homme de 54 ans. Je répète qu'il y a lieu d'espérer.

Ceci dit, M. le Président, je voudrais encore une fois m'associer au premier ministre et vous dire que nous voulons faire en sorte que cette motion soit commune et qu'on souscrive aux télégrammes d'un côté comme de l'autre de l'Assemblée nationale.

Le Président: M. le ministre des Relations internationales.

M. Bernard Landry

M. Landry: M. le Président, maintenant que le chef de l'Opposition a parlé et que je sais qu'il s'associe à la motion, je veux le remercier vivement au nom du gouvernement de poser ce geste qui est un geste normal et naturel et qui, par ailleurs, n'aurait pas eu lieu, il y a un siècle, dans cette Assemblée pour deux raisons: premièrement, on ne l'aurait su que des mois plus tard et, deuxièmement, parce que, entre-temps, la planète est devenue un village, non seulement sur le plan des communications, mais parce que maintenant lorsque 250 000 000 d'hommes et de femmes changent de leader, c'est un événement qui touche tous les autres humains de la terre, surtout s'il s'agit du leader de l'une des deux superpuissances, soit les États-Unis d'Amérique ou l'Union soviétique. Par conséquent, je crois que notre Assemblée est sage d'exprimer ses condoléances et d'en profiter pour faire un certain nombre de projections d'avenir.

Deux choses sont sûres avec Constantin Tchernenko. Il est difficile de comprendre l'Union soviétique. Les arcanes de sa politique sont complexes. Cependant, il est apparu clairement au cours des deux dernières années que nous devons au leader défunt le rapprochement sino-soviétique timide qui commence à se dessiner et qui est aussi d'une grande importance. Toute friction à la frontière de ces deux pays géants peut conditionner notre existence et, dans l'hypothèse apocalyptique, y mettre fin.

Il est évident aussi, comme l'a souligné le chef de l'Opposition, que nous devons à un certain nombre de gestes précis du leader défunt que les deux superpuissances se reparlent au sujet du désarmement et aient recommencé, à Genève et par d'autres moyens, à discuter de la désescalade dans les armements nucléaires en particulier.

Une chose est également certaine au

sujet de Mikhaïl Gorbatchev. C'est le premier leader soviétique contemporain qui n'ait vécu ni la période que l'on sait tous maintenant avoir été très dure de Joseph Staline ni la Seconde Guerre mondiale où l'Union soviétique a laissé 15 000 000 de morts, c'est-à-dire plus que toutes les puissances combattantes réunies. Ces événements traumatisants ont conditionné la politique soviétique jusqu'à ce jour. Nous avons maintenant au Kremlin, à la présidence du Soviet suprême et au secrétariat général du Parti communiste de l'Union soviétique, un homme qui n'a pas connu ces deux périodes dramatiques et qui dit lui-même que certains changements sont nécessaires dans la gestion économique de son grand pays.

Pourquoi notre Assemblée nationale doit-elle souhaiter que ces changements réussissent? Parce que la principale source des guerres vient du non-développement, de l'absence de dialogue et de la frustration. Si un leader chinois, soviétique ou américain réussit par ses politiques à rendre sa population plus prospère et plus heureuse, les Québécois et les Québécoises en profiteront d'une manière ou d'une autre. C'est pourquoi notre Assemblée nationale a bien fait de consacrer ces précieuses minutes à souligner les événements dont nous venons de parler.

Une voix: Bravo!

Le Président: M. le député de Nelligan.

M. Clifford Lincoln

M. Lincoln: M. le Président, à titre de porte-parole de notre formation politique dans le domaine des relations internationales, je voudrais ajouter ma voix à celles du premier ministre, du chef de l'Opposition et du ministre des Relations internationales pour exprimer notre sympathie la plus profonde au peuple russe. On a tendance à oublier, quand il s'agit de grands chefs d'État, que ces mêmes chefs d'État sont aussi des hommes de famille qui ont femme et enfants et comme dans le cas de M. Tchernenko, sont parents et grands-parents. Je pense qu'il faut aussi penser à la dimension familiale que ces chefs d'État ont par-dessus tout.

On ne peut s'empêcher de penser de façon tout à fait symbolique qu'aujourd'hui, à Genève, commencent de nouvelles négociations sur le désarmement. C'est tout à fait symbolique, lorsqu'on parle de la mort d'un chef d'État russe et de la nomination d'un nouveau chef de l'URSS, qu'en même temps se tiennent les premières nouvelles négociations sur le désarmement. Il faut donc constater que ces nouvelles négociations n'auraient pas eu lieu sans l'apport positif de M. Tchernenko. Il faut que tous, nous lui soyons reconnaissants d'avoir pu amorcer avec le président des États-Unis ce genre de

négociations qui deviennent de plus en plus essentielles.

Je n'ai pu m'empêcher de penser également qu'aujourd'hui, c'est le jour national du tout petit pays où je suis né qui était alors colonie anglaise, l'île Maurice. Je pense que l'île Maurice, ce pays minuscule dans l'océan Indien a lui-même été sujet à ces tensions politiques entre les deux grands pays nucléaires, les deux grands géants nucléaires, l'Amérique et l'URSS. En fait, c'est nous tous, dans des pays sans défense, dans des pays qui ne peuvent pas contrôler leur avenir autant que les grandes puissances nucléaires, qui sommes sujets à ces tensions entre ces grandes puissances. C'est pourquoi il est tellement essentiel que les chefs de ces grands pays qui contrôlent, en un sens, notre avenir, celui de nos enfants et de nos petits-enfants, aient une ouverture d'esprit. C'est pourquoi nous sommes reconnaissants que M. Tchernenko ait apporté cette nouvelle détente entre l'URSS et les États-Unis et que son successeur montre des qualités qui augurent tellement bien pour l'avenir. Car l'avenir de l'URSS, l'avenir des grands pays nucléaires, c'est peut-être notre avenir à tous et c'est l'avenir sur lequel on compte le plus dans le sens de la paix et de la compréhension mutuelle qui doit affecter et qui doit harmoniser les relations entre tous les peuples.

Le Président: La motion du premier ministre est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

Hommage à M. Georges-Émile Lapalme et condoléances aux membres de sa famille

M. Gérard D. Levesque

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je demanderais le consentement unanime de cette Chambre afin que nous puissions rendre hommage à une personnalité très marquante de notre siècle dans le monde politique, laquelle est disparue récemment. Cela me permettrait en même temps de présenter une motion de condoléances à l'endroit de Mme Lapalme et de sa famille.

Le Président: Y a-t-il consentement pour la présentation d'une telle motion? M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, vous comprendrez que lorsque je me lève à ce moment-ci pour présenter une telle motion, il y a de nombreux souvenirs qui me reviennent à l'esprit. Je me rappelle

lorsque M. Lapalme était ici même comme chef de l'Opposition à l'Assemblée nationale, lorsque j'y faisais mes premières armes et que nous faisions face à ce moment-là au gouvernement de M. Duplessis. Je me rappelle également avec quelle intelligence, avec quelle vigueur et avec quelle présence M. Lapalme dirigeait l'Opposition officielle, la petite Opposition libérale du temps.

Vous me permettez simplement, M. le Président, de rappeler que M. Lapalme est né à Montréal le 14 janvier 1907, a complété ses études au Séminaire de Joliette et à l'Université de Montréal pour ensuite être admis au Barreau de la province de Québec le 10 janvier 1929. Georges-Émile Lapalme avait épousé à Montréal Maria Langlois, le 22 juillet 1935. Il a exercé sa profession d'avocat à Joliette.

Sur la scène fédérale, il avait représenté le comté de Joliette-L'Assomption-Montcalm aux élections de 1945. Il a été réélu en 1949. Il a démissionné le 23 juin 1950 pour se présenter comme candidat à la direction du Parti libéral du Québec. Il a été d'ailleurs élu chef du Parti libéral en 1950, poste qu'il a occupé jusqu'en 1958.

Il est venu ici, à l'Assemblée nationale, comme député de la circonscription de Montréal-Outremont. Il a été élu à l'élection partielle du 9 juillet 1953, et il a été ici même chef de l'Opposition de 1953 à 1960. Il a occupé divers postes au sein de l'appareil politique, comme celui de vice-premier ministre entre 1960 et 1964, procureur général dans le cabinet Lesage entre 1960 et 1963, le premier ministre actuel ayant également été l'un de ses collègues. Il se le rappelle très bien.
(15 h 30)

On connaît également M. Lapalme comme le premier des ministres ou le premier ministre des Affaires culturelles, alors qu'il avait été associé de très près à la création de ce ministère qui lui a été confié du 28 mars 1961 au 9 mars 1964. Ce fut également un homme, comme on le sait, de vaste culture, d'une extrême sensibilité, qui se sera distingué dans le journalisme, dans la traduction littéraire. Il a même publié ses mémoires en trois volumes. D'aucuns ont pu relever également le fait que M. Georges-Émile Lapalme ait joué peut-être un rôle un peu ingrat mais, tout de même, il est maintenant et désormais reconnu comme le précurseur de ce qu'on a appelé la "révolution tranquille" à laquelle il a participé activement. Mais je dois souligner que la période qu'on a décrite comme étant la révolution tranquille avait été précédée d'une action extrêmement importante sur le plan de la pensée, et de la production littéraire, si vous voulez, en vue précisément du programme du parti sur le plan des idées. Tout cela avait précédé la révolution

tranquille et était fortement associé à l'action de Georges-Émile Lapalme.

Vous me permettrez également de souligner l'apport de M. Lapalme aux diverses dimensions sociales, culturelles et dans le domaine de l'éducation par exemple. Dans tout ce qui s'est fait au cours de cette révolution tranquille, dans les premières années, les années soixante, on voyait qu'il y avait eu une réflexion à laquelle on peut associer très directement M. Lapalme.

Je voudrais également, au nom de tous ceux qui ont travaillé avec M. Lapalme au cours des années, rendre hommage à celui qui, justement, a été le pionnier ou le fondateur de la Fédération libérale du Québec, qui a apporté des éléments de grande démocratisation dans le parti. C'est avec un souvenir ému que je me rappelle justement de tous les gestes posés par M. Lapalme.

Je voudrais, en terminant, rappeler son souvenir, offrir à Mme Lapalme, aux enfants et à toute la famille, à tous ceux qui ont été très près de lui, l'expression de nos plus vives condoléances et cela de la part de notre chef, M. Bourassa, en mon nom personnel et au nom de tous les collègues, anciens et présents, qui ont eu le privilège de travailler avec lui.

Le Président: M. le premier ministre.

M. René Lévesque

M. Lévesque (Taillon): Je pense que je n'ai pas besoin d'insister sur le caractère de plus en plus exceptionnel de cette journée. On a été unanimes sur un sujet d'une importance vraiment planétaire. Je crois qu'on peut l'être immédiatement aussi sur un sujet qui nous touche de plus près, surtout, je pense, très personnellement, le chef de l'Opposition et votre serviteur. Inutile de dire que j'ai déjà eu l'occasion, au nom du gouvernement et en mon nom personnel, d'envoyer, comme sûrement l'Opposition, nos condoléances à Mme Lapalme et à sa famille. Il n'y a pas grand-chose que je pourrais ajouter à ce que vient de dire le chef de l'Opposition parce qu'il était en train de débiter des souvenirs communs sur beaucoup de choses qu'on a partagées.

J'ai même été, contrairement à lui, le remplaçant occasionnel de M. Lapalme à son ministère. Ça, je vous jure, quand on connaissait M. Lapalme, que c'était toute une marque de confiance.

Donc, c'est vrai qu'il a été un précurseur politique. Il a été précurseur du côté des affaires culturelles. On a eu l'occasion d'ailleurs de le rappeler, il y a quelques brèves journées, au 20^e anniversaire du premier accord franco-québécois, celui de Fouchet-Gérin-Lajoie, en 1965. Cela rappelle aussi des souvenirs. Mais avant cela, un des

géants de l'histoire à plusieurs points de vue, y compris d'ailleurs l'histoire militaire à sa façon, M. André Malraux, et M. Lapalme avaient établi des liens dont tout le monde a profité éventuellement. Tout ce que je peux ajouter est simplement ceci: c'est que de rappeler M. Lapalme, c'est pour moi mais c'est bien sûr plus pour les gens de ma génération - je pense que tout le monde doit relire un peu ce qu'il a fait - c'est rappeler un ami, purement et simplement.

Pour revenir, en terminant, à ce que le député de Bonaventure a évoqué à propos de sa carrière littéraire trop tardive, il y a eu ses mémoires. Les deux derniers volumes, c'est de la politique, donc, parlant de beaucoup de vivants. On sait que M. Lapalme était obligé de marcher sur des oeufs et cela paraît. Mais le premier volume, je dois dire pour ma part, M. le Président - je le répète, je fais de la promotion - que je l'ai mis de côté pour, si on a quelques jours de relâche à Pâques, le relire. Ce récit d'une jeunesse québécoise dans le bout de Joliette nous révèle que derrière ses dehors quelque peu rébarbatifs souvent, M. Lapalme, il faudrait dire que, non seulement c'était - cela va peut-être faire sursauter - un bel écrivain quand il voulait, quand il avait le temps, mais c'était un poète. C'est dire à quel point je pense que cela vaut la peine de relire ce premier volume, en tout cas. C'est tout.

Je m'excuse d'avance, mais je pense qu'il y aura peut-être une troisième occasion - ce sera vraiment une journée miraculeuse - très bientôt d'avoir l'unanimité. Mais on comprendra qu'à l'heure qu'il est, certains d'entre nous doivent quitter, M. le Président, alors...

Le Président: Mme la députée des Îles-de-la-Madeleine.

Mme Denise LeBlanc-Bantey

Mme Le Blanc-Bantey: M. le Président, au nom des membres du groupe des parlementaires indépendants, il me fait plaisir de me joindre à cette motion. Le chef de l'Opposition a parlé de M. Lapalme comme d'un précurseur de la révolution tranquille pendant que le premier ministre disait récemment qu'il était le père de la révolution tranquille dont nous sommes les héritiers. C'est un sentiment que partagent tous les membres de cette Chambre dont, bien sûr, encore une fois, les membres du groupe des parlementaires indépendants.

Ils ne sont pas nombreux les membres de cette Chambre qui ont vécu la période où le Parti libéral du Québec demandait à M. Lapalme de devenir son chef, poste qu'il accepta l'année suivante, en 1950. Je n'ai donc pas eu l'honneur de connaître cet homme cultivé, farouchement intègre, têtue

que fut Georges-Émile Lapalme. Cependant, ma lecture de l'histoire politique du Québec m'a inspiré, comme pour des milliers de ses cadets, une énorme admiration pour cet homme.

Pierre O'Neill a écrit dans le Devoir qu'il n'était pas un politicien et c'est précisément cette qualité qui nous impressionne en lisant ses mémoires. Il était avant tout un citoyen dans le sens le plus large du mot, un Québécois qui avait pour objectif premier de sortir le Québec de sa torpeur, de l'obscurantisme qui marquait l'époque. Il était conscient de son appartenance à ce peuple que nous représentons à l'Assemblée nationale.

Comme un certain nombre de Québécois avant et après son temps, Georges-Émile Lapalme avait compris que sa place, la seule place pour un Québécois qui désire contribuer à l'avancement de notre société est ici, à Québec. De l'expérience qu'il avait connue entre autres à la Chambre des communes à Ottawa, il disait plus tard et je le cite: "J'éprouvais physiquement et intellectuellement la difficulté d'être Canadien français." Lorsqu'un petit groupe de rêveurs, à l'époque, imagina une formation libérale québécoise distincte de la maison mère à Ottawa, Georges-Émile Lapalme n'hésita que brièvement avant de rêver lui aussi. Bien qu'il n'ait retiré que peu de satisfaction personnelle de sa carrière politique, il s'est donné cœur et âme à cette tâche laborieuse d'imaginer, de proposer des structures et, enfin, d'élaborer un Québec moderne.

L'édifice érigé par Georges-Émile Lapalme et ceux qui l'accompagnaient, il faut l'avouer aujourd'hui, était si magnifique, si solide que tous les gouvernements depuis 25 ans, sans exception, ont pu s'en servir pour renforcer cette société fragile que nous étions et que nous sommes toujours. Il est toujours vrai que l'oeuvre de M. Lapalme n'est pas terminée. Nous avons encore un long chemin à parcourir, mais c'est grâce à lui, en grande partie, que les Québécois peuvent espérer un avenir meilleur, un avenir où nous serons véritablement maîtres chez nous, possédant tous les moyens dont nous avons besoin pour construire une société équitable pour les femmes, pour les jeunes, pour tous les Québécois.

Le Président: La motion de M. le chef de l'Opposition est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

La Journée internationale des femmes

Mme Pauline Marois

Mme Marois: Merci, M. le Président. J'aimerais obtenir le consentement de cette Chambre pour que nous soulignions ensemble la Journée internationale des femmes qui avait lieu le 8 mars dernier. Est-ce que j'ai ce consentement?
(15 h 40)

Le Président: Il y a en effet consentement.

Mme la ministre.

Mme Marois: Je vous remercie, M. le Président et je remercie aussi les membres de la Chambre.

Le texte de la motion se lirait de la façon suivante: "Que l'Assemblée nationale souligne le 8 mars 1985 Journée internationale des femmes, journée-bilan d'une décennie qui a marqué, dans toutes les sociétés du monde, la volonté des femmes de faire avancer la cause de l'égalité."

En fait, la décennie des femmes a été proclamée par l'Organisation des nations unies en 1975. Cette proclamation universalisait le mouvement féministe, appuyait en bloc toute action féministe, autorisait ou plutôt légitimait une conscience mondiale des problèmes vécus par les femmes dans leur vie professionnelle, sociale, familiale et sûrement aussi personnelle.

Pourtant, il est évident que le 8 mars 1985 ne vient pas clore le dossier, loin de là. Et s'il y a un consensus qui s'est fait vendredi dernier chez tous les groupes de femmes, chez toutes les femmes réunies un peu partout au Québec, c'est bien celui-là: le bilan est éloquent mais il reste beaucoup à faire.

Peut-être serait-il intéressant de rappeler quelques données concernant la situation collective des femmes puisque cette situation collective a changé profondément. Point tournant, près de 50% des femmes au Québec exercent une fonction sur le marché du travail. Les femmes accordent et accorderont de plus en plus - c'est le thème de la rencontre de la fin de la décennie au Québec - priorité à l'autonomie financière, ce qui nous amène, je dirais, tout compte fait, à l'autonomie tout court.

De plus en plus de jeunes mères de famille conservent leur emploi, et ce même avec des enfants en bas âge. Quelques statistiques: en 1971, 28.4% des femmes mariées sont sur le marché du travail; en 1983, 48%. Les femmes, en 1971, représentaient 33% de la main-d'oeuvre du Québec; en 1983, elles représentent 40% de la main-d'oeuvre québécoise.

Depuis 1981, les universités québécoises enregistrent autant d'inscriptions féminines que masculines. Il y a de plus en plus de femmes à la tête d'entreprises dans des

postes de responsabilité et dans des domaines aussi novateurs que ceux concernant les sciences et la technologie.

Comme l'école ou la formation demeure encore et toujours l'option gagnante et que les femmes l'ont aussi compris depuis belle lurette, j'ai tenté, comme ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu responsable de la formation professionnelle, de les accompagner dans ce cheminement lors de ma dernière année au ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

J'aimerais rappeler quelques-unes de ces mesures à l'occasion de cette Journée internationale des femmes que nous avons la chance de souligner ensemble. D'abord, au niveau de la formation de base nous avons rendu possible l'accessibilité au rattrapage scolaire, c'est-à-dire de pouvoir terminer le secondaire III, le secondaire IV ou le secondaire V aux chefs de famille monoparentale, que celles-ci aient 20 ans, qu'elles aient 30 ans ou qu'elles aient 40 ans. Nous avons donc élargi cette mesure. Nous avons permis le retour aux études post-secondaires, c'est-à-dire aux niveaux collégial et universitaire, toujours pour les chefs de famille monoparentale.

Si, au Québec, les chefs de famille monoparentale sont à 80% des femmes, les chefs de famille monoparentale inscrits à l'aide sociale sont à 90% des femmes.

Nous avons aussi permis d'ajouter de nouveaux services externes de main-d'oeuvre, plus communément appelés SEMO, permettant à plus de femmes de se reprendre en main, de participer à des stages, de s'inscrire dans une recherche concrète de travail et d'autonomie.

Au niveau de la formation professionnelle proprement dite, si on regarde la performance des stages en milieu de travail qui s'avère à ce moment-ci une réussite, on constatera que les stages sont occupés par 54,1% de femmes contre 45,9% d'hommes. Cette mesure qui fait partie du grand programme d'aide aux jeunes bénéficiaires d'aide sociale permet donc à de jeunes femmes de vivre concrètement des expériences en milieu de travail et de devenir ainsi plus autonomes.

Pour les femmes qui désirent retourner sur le marché du travail et qui ont besoin d'aide, un programme qui existait depuis un certain temps, que nous tentons d'intensifier: Transition-travail. Des projets aussi de formation préparatoire à l'emploi. Malheureusement, et cela reste vrai, M. le Président, les jeunes filles cessent d'apprendre très tôt les mathématiques et tout ce qui concerne les sciences. Donc, lorsqu'elles sont devenues femmes et qu'elles souhaitent s'inscrire à des cours, qu'il s'agisse du collégial ou de l'université, souvent il leur manque un certain nombre de prérequis.

Nous avons donc vu, par la formation

préparatoire à l'emploi, à ce que ces femmes puissent obtenir ces prérequis leur permettant de continuer leur route vers une plus grande autonomie, vers une plus grande possession de leurs moyens.

Nous avons aussi associé les groupes de femmes au Québec pour nous permettre de faire une promotion très ciblée à l'endroit des femmes concernant la formation professionnelle et leur participation aux commissions de formation professionnelle. J'étais, encore hier, à Rimouski et j'ai invité la Commission de formation professionnelle du Bas-du-Fleuve à faire une large place aux femmes tant dans son conseil d'administration que dans ses structures et aussi quant aux services à rendre aux femmes.

En conclusion, je crois qu'on peut dire ensemble que les gouvernements n'oublieront plus jamais cette priorité. Aussi, j'enjoindrai l'Assemblée nationale de recevoir cette motion qui, pour moi, ne signifie pas moins que la détermination des femmes, et des sociétés aussi, à rétablir une injustice malheureusement consacrée depuis des siècles. Dix ans, c'est beaucoup à l'ère des changements technologiques, mais dix ans, c'est bien peu par rapport aux siècles qui sont passés et que nous, les femmes, ne voudrions plus jamais revivre. Merci, M. le Président.

Le Président: Mme la députée de Jonquière.

Mme Aline Saint-Amand

Mme Saint-Amand: Merci, M. le Président. Bien plus qu'une tradition, la journée internationale des femmes est devenue au Québec l'occasion pour les femmes de manifester leurs préoccupations, leurs demandes et leurs espoirs. Cette année, bien davantage, il nous tient à coeur encore une fois d'évaluer et de tracer les balises du chemin parcouru et de la route à suivre. Je dis bien davantage parce que nous sommes à la fin d'une époque qui a duré dix ans, la décennie des Nations unies pour les femmes. Et c'est bien de la fin d'une époque dont il faut parler car, en dix ans, le visage de la condition de vie des femmes au Québec s'est considérablement transformé.

Au fil de ces années, l'ensemble des Québécois et des Québécoises a été sensibilisé aux demandes répétées des femmes concernant, entre autres, l'égalité de leurs droits, leurs besoins d'un plus grand nombre de garderies, les congés de maternité, la violence pratiquée à leur égard, un meilleur salaire, une chance égale de se créer une carrière et une accessibilité accrue aux divers programmes de formation et de recyclage. On réalise cependant que, malgré des progrès considérables, les difficultés que rencontrent les femmes dans leur recherche d'égalité et d'autonomie sont multiples et

paraissent parfois insurmontables. La crise économique a d'ailleurs eu, entre autres effets, de rendre ces problèmes vécus par les femmes encore plus aigus. L'obstacle majeur à toute amélioration de leur situation, c'est la pauvreté, lot de nombreuses femmes au Québec et qui les maintient dépendantes soit de leur conjoint ou encore de l'État.
(15 h 50)

En 1982, 80% des personnes âgées, seules, à faible revenu étaient des femmes; 62% des familles dont le chef était une femme avaient un revenu total inférieur à 10 000 \$ et 6% d'entre elles étaient prestataires de l'aide sociale ou bénéficiaires de pension d'invalidité.

À l'égard de leur statut économique, la situation des femmes québécoises a donc bien peu évoluée. Autant les travailleuses au foyer que celles qui travaillent à l'extérieur sont victimes d'une discrimination qui réduit leurs chances d'être davantage autonomes et, face à cela, notre société a un grand rôle à jouer.

D'abord, au niveau de la pauvreté des femmes âgées, on ne peut oublier que 70% des femmes de 65 ans et plus vivent sous le seuil de la pauvreté, ce qui signifie qu'elles n'ont pour tout revenu que la pension de sécurité de vieillesse et le supplément de revenu garanti, et, dans le but de réduire au minimum les procédures injustes et appauvrissantes qui empêchent les femmes d'avoir véritablement accès à un niveau de revenu acceptable lorsqu'elles prennent leur retraite, 11 faut, de toute urgence, viser à une réforme des divers régimes de retraite. Que ce soit au niveau du partage des crédits de rentes ou à celui de la rente de conjoint survivant, ou encore concernant la participation des travailleuses au foyer, il faut avouer que bien peu de choses ont été apportées au cours des dernières années pour bonifier ces régimes, il faut absolument que l'accent soit mis sur cette réforme au cours des prochaines années.

Quant à la femme sur le marché du travail, les obstacles sont encore nombreux. Même si le nombre de celles qui travaillent à l'extérieur est maintenant à peu près égal à celui de celles qui demeurent au foyer, on ne peut se réjouir trop vite de ce nouvel équilibre. En effet, un fort pourcentage d'entre elles sont contraintes d'occuper des emplois à temps partiel et, même si cette situation peut paraître alléchante, elle ne peut que soulever, de notre côté, des interrogations pour l'avenir. Quelles sont pour les travailleuses à temps partiel les chances d'avancement de carrière? Comment ne pas craindre le peu de protection juridique auquel sont confrontées les travailleuses à temps partiel qui font, trop souvent, les frais des premières mises à pied? Verra-t-on, un jour, à assurer à ces travailleuses les mêmes avantages sociaux que leurs collègues à

temps plein ou un salaire équivalent?

On ne peut se réjouir trop vite non plus, parce qu'un grand nombre des travailleuses travaillent clandestinement aujourd'hui, devant ainsi affronter seules les injustices auxquelles elles sont soumises.

On ne peut non plus passer outre à l'impact des nouvelles technologies sur le marché du travail où oeuvrent les femmes. Serveuses, coiffeuses, secrétaires, infirmières, encore trop de femmes sont classées dans les métiers de services ou les chances d'avancement sont trop limitées. Les deux tiers des femmes qui travaillent occupent des emplois dans le secteur des services et elles sont susceptibles de voir 20% à 40% de leurs emplois disparaître par l'avènement des nouvelles technologies. Comment aidera-t-on ces milliers de femmes à récupérer l'emploi qu'elles auront perdu, à réintégrer un marché du travail où elles ne retrouvent plus de place? Où les réorienter et de quelle façon?

Le défi pour demain est énorme, car il nous est difficile de voir l'étendue réelle de ces changements. Il ne faut pas pour autant accuser de retard. Toute la question de la discrimination sur le marché du travail lui-même n'est pas non plus réglée. Depuis deux ans, l'Opposition s'évertue à obtenir une date pour l'entrée en vigueur du règlement permettant l'application des programmes d'accès à l'égalité en emploi. Le soutien du gouvernement à cet égard est essentiel, parce que très peu d'employeurs seront conscientisés à la discrimination sévissant sur leur lieu de travail si, d'une manière ou d'une autre, le gouvernement ne met pas en marche ses efforts en ce sens. L'équité en matière d'emploi n'est plus un concept idéaliste. Elle doit absolument être rendue obligatoire dans son application et elle peut l'être. À cet égard, le gouvernement peut être sûr que nous surveillerons de très près les gestes qu'il posera au cours de la présente session.

D'autre part, l'autonomie des femmes sur le marché du travail dépend en grande partie de la facilité qu'elles auront à avoir accès à des services de garde adéquats. Même si on ne peut qu'évaluer favorablement le chemin parcouru dans ce dossier des services de garde, on ne peut en même temps que constater que l'évolution s'y fait, mais à pas très lents. Les besoins à satisfaire sont nombreux et les appuis sont encore fragiles. Malheureusement, ce problème d'accessibilité est très sérieux, faute de place, faute d'argent, faute de confiance ou faute d'initiative.

Il faut développer au Québec un plus grand esprit de concertation entre ceux qui ont à coeur le soutien de l'autonomie de chacun des membres d'une famille et stimuler également une volonté d'action encore plus grande. L'implication du milieu, des gens du quartier ou de la municipalité

est essentielle à la mise sur pied de services de garde qui répondent adéquatement aux besoins manifestés par les femmes, par les parents. C'est donc dans le respect du choix de chacune que nous devons mettre en marche les moyens pour faire de la prochaine décennie une décennie de véritables progrès pour la femme. C'est à une mosaïque de femmes que nous faisons face. Chacune ressent des besoins aussi différents pour les unes que pour les autres. Mais au-delà de cette multitude de besoins, pointe le but ultime qui nous anime depuis tant d'années, peu importants les mots qui l'expriment: autonomie, indépendance, égalité, libération. Certes, les mentalités changent et j'ose espérer qu'elles continueront à changer. Tranquillement, ces changements nous entraînent vers de nouveaux défis et de nouveaux espoirs que les générations passées nous ont tracés et que les générations actuelles et à venir nous tracent, et à qui nous rendons aujourd'hui hommage.

M. le Président, je veux, bien sûr, rendre hommage aux femmes, à toutes les femmes, à celles qui ont fait progresser notre condition de vie, aux premières Québécoises qui ont lutté pour la reconnaissance de nos droits en tant que citoyennes, à celles qui nous ont tracé la route, à celles grâce à qui des femmes se retrouvent aujourd'hui en cette Chambre. Mais il ne faut surtout pas oublier les autres, les femmes sans voix, les oubliées de la société et les plus pauvres aussi, celles qui sont au foyer pour assurer la relève, pour prendre soin d'une jeunesse qui rêve, elle aussi, d'une plus grande autonomie financière. Cette année plus que jamais, il faut permettre à ces femmes non seulement de s'exprimer, mais aussi d'être entendues et surtout d'être enfin comprises. Merci, M. le Président.

Le Président: Mme la députée de Johnson.

Mme Carmen Juneau

Mme Juneau: Merci, M. le Président. Je m'étais proposé de parler de la femme collaboratrice de son mari et tout ce qui s'y rattache, tout ce que le gouvernement du Québec a fait pour le statut de la femme collaboratrice. Quand on pense aux normes minimales du travail, la modification apportée en 1980 à l'impôt, le régime des rentes pour la collaboratrice salariée, le droit à l'association, le droit à l'incorporation, les régimes matrimoniaux du Code civil du Québec, soit le régime légal de la société d'acquêts ou la séparation de biens par la signature d'un contrat, le droit de la famille, le droit successoral, mais, M. le Président, qu'est-ce que cela va me donner en fin de compte si plus de la moitié

des femmes n'entrent pas dans cette catégorie de femmes collaboratrices? On a beau en parler, mais ce sont celles qui n'ont rien devant elles qu'on doit aider et pour qui on doit essayer ensemble de trouver un moyen de ce faire.

(16 heures)

Je dis bien, M. le Président, que plus de la moitié des femmes travaillent à l'intérieur du foyer, donc sans statut de travail selon les termes de la loi que l'on connaît. Pourtant, si on pouvait comptabiliser ce que coûte la mise au monde des enfants! Est-ce qu'une vie humaine sur le marché du travail tel qu'on l'entend vaut plus qu'une vie humaine dans le travail au foyer? Combien coûte une disponibilité en tout temps envers les enfants et l'époux? Comment comptabiliser l'éducation des enfants, la préparation des repas, la surveillance alimentaire, les soins prodigués? À combien évaluer le travail ménager, la responsabilité des contacts avec certaines institutions, les écoles, les services médicaux, les services sociaux, la confection des vêtements, la fabrication des conserves, des confitures pour la famille? Est-ce qu'on peut évaluer cela, M. le Président? Non, aucunement, parce que le statut de la femme à la maison n'existe pas. Donc, aucune évaluation. Pourtant, si on faisait les comptes, on serait surpris du résultat.

Vous avez certainement lu dans les journaux l'expérience d'une femme qui fait d'excellentes confitures et qui a mis sur le marché des petits pots de confiture avec lesquels elle a fait fortune. Elle va l'avoir son statut. Mais tout le monde ne peut pas faire de confitures pour l'extérieur. Elles en font pour le foyer. Donc, pas de statut particulier.

Dès qu'on sort de son foyer et qu'on est rémunéré, on a un statut social, on est quelqu'un. Dans notre belle société, tout le monde fait comme si le travail allait de soi - le travail à la maison, j'entends - et que toutes les femmes qui choisissent de demeurer au foyer le font volontairement. Elles n'ont donc pas besoin d'être reconnues. Il y a une grave erreur parce que les femmes au foyer souhaitent, elles aussi, avoir un statut reconnu.

Hier j'ai reçu une délégation à mon bureau qui est venue me remettre le mémoire préparé par l'AFEAS et présenté à la Commission consultative sur le travail. Je voudrais vous en lire seulement un paragraphe: "Cette absence de statut entraîne plusieurs conséquences graves pour les femmes: absence de mesures sociales favorisant ces femmes, impossibilité d'accéder aux divers programmes offerts aux travailleuses rémunérées, tels que régime de rentes public, programmes de formation professionnelle, allocations de maternité, entretien de l'état de dépendance des

femmes au foyer vis-à-vis du conjoint et vis-à-vis de la société advenant un décès ou une séparation, évaluation selon le revenu familial au moment d'aller chercher de l'aide gouvernementale, crédits d'impôts pour enfants, bourses d'études, subventions pour frais de garde.

"Il y a aussi de nombreuses femmes qui, au lendemain d'un divorce, passent de la dépendance d'un mari aux crochets de l'État et, donc, de toute la société en recevant de l'aide sociale car une travailleuse au foyer n'a pas droit à l'assurance-chômage. Le marché du travail ne lui reconnaît pas, non plus, ses expériences de travail. Elle ira joindre les rangs de toutes ces personnes démunies à qui la société dispense quelque traitement de faveur." Voilà ce que pensent 35 000 femmes appartenant à l'AFEAS. Vous allez dire que ce n'est peut-être pas énorme, mais quand il s'agit de 35 000 voix, je pense qu'il est important de s'asseoir et de les écouter.

Reconnaître le statut de travailleuse au foyer, cela impliquerait tout le problème des besoins de formation - Mme la ministre a parlé tout à l'heure du grand effort qui a été fait de ce côté et les femmes au foyer en sont conscientes - ainsi que la reconnaissance de leur acquis de formation de travailleuse au foyer. Ce que toutes les femmes au foyer désirent, c'est d'amener les autorités gouvernementales à se pencher sur la reconnaissance d'un statut juridique et social tel qu'il est accordé à tout travailleur dans une société, avec les mêmes avantages. Reconnaître le terme "travailleuse au foyer" dans toutes les politiques et les lois, c'est le voeu que font l'ensemble des travailleuses au foyer et c'est ce vers quoi nous devons nous orienter et orienter nos travaux. Quant à mon appui, il est acquis depuis fort longtemps et je souhaite que tous les membres de l'Assemblée nationale puissent faire des efforts concrets en vue de reconnaître le statut de la travailleuse au foyer. Avec quelques jours de retard sur le 8 mars, je me permets d'offrir mes meilleurs voeux et mes remerciements à toutes ces femmes qui donnent leur vie pour l'ensemble d'une meilleure collectivité. Merci beaucoup, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Deux-Montagnes.

M. Pierre de Bellefeuille

M. de Bellefeuille: Merci, M. le Président. Je suis sûr que vous avez écouté avec autant d'intérêt que moi les très intéressantes interventions de Mmes les députées de La Peltrie, de Jonquière et de Johnson. Nous aurions écouté avec autant d'attention Mme la ministre de la Condition féminine si elle avait été membre de cette

Assemblée. Cela viendra peut-être un jour si ce gouvernement se décide à tenir des élections partielles...

Une voix: Ou générales.

M. de Bellefeuille: ...et à assurer la représentation des comtés qui ne sont pas représentés, malheureusement, en cette Chambre. Des générales, peut-être, mais au moins des partielles.

M. le Président, je crois que ce serait une erreur de laisser cependant nos collègues féminines être seules à intervenir dans ce débat, parce qu'il me semble que la condition féminine - ce qu'on appelle la condition féminine - est un enjeu politique de première importance. C'est un des grands enjeux politiques de notre époque et je me sens tout aussi concerné par cette question que nos collègues féminines. Comptons donc les femmes qu'il y a parmi nous dans cette Assemblée. Comptez avec moi: une, deux - une qui vient de sortir - trois, quatre, cinq, six, sept, huit. On ne se rend pas à dix. On se rend à dix si on compte... Au maximum, cela fait dix. Bon! 10 sur 122. M. le Président, vous savez compter comme moi. Quelle est la moitié de 122? c'est 61. À dix, on est péniblement loin de la moitié. On est péniblement loin d'une égalité chez les parlementaires et je crois que c'est à l'image de la société, ce manque d'égalité. Cela se reflète partout dans notre société à tous les paliers, à tous les égards.

Bien sûr, nous réussissons à apaiser nos consciences. Mme la députée de La Peltrie a parlé de certaines réussites et elle n'a pas tort. Il faut, bien sûr, être conscients des réussites dans notre société. Il y en a à cet égard comme à d'autres, mais il ne faut pas laisser ces réussites nous aveugler. Il ne faut pas que cela apaise nos consciences, que cela nous donne l'impression que tout est en train de se régler, qu'on n'a qu'à laisser faire et que, voilà, la solution s'en vient toute seule, parce que ce n'est pas le cas. Je crains que les années internationales, les semaines internationales et les journées internationales soient un peu aussi des apaiseurs de conscience. C'est un baume qu'on répand pour lénifier les problèmes et, en soi, je me demande bien ce que cela règle, mais il faudrait, pour que cela aide à régler quelque chose, que cela aide d'abord à une prise de conscience de la gravité du problème, une prise de conscience du fait que le problème, pour l'essentiel, ne se règle pas. Les injustices que nous connaissons, par rapport à la condition de la femme dans notre société, ce sont des injustices qui durent, des injustices qui s'éternisent. Cela fait plus d'un siècle que des militantes, des féministes essaient de lutter pour le sexe qu'on appelait faible, de lui donner plus de force et de lui donner la place à laquelle il a droit dans la

société. Après plus de cent ans de lutte, est-ce qu'on a vraiment fait assez de progrès pour se dire aujourd'hui qu'on n'a qu'à laisser faire? Je suis sûr que non, M. le Président. Les progrès sont beaucoup trop lents et je voudrais que dans ce débat il y ait des voix masculines qui s'élèvent aussi pour manifester la prise de conscience qui est absolument indispensable.

(16 h 10)

Il y a un défi qui est lancé à chacun de nous. Quand on songe à l'épouvantable gaspillage que représente l'assujettissement de la femme, le fait que la femme n'ait pas atteint la condition d'égalité, songeons à l'épouvantable gaspillage que cela représente dans nos sociétés. Toutes ces femmes qui ont des talents qu'elles ne peuvent pas, à cause de ce manque d'égalité, mettre pleinement à profit. C'est un drame à l'échelle universelle que nous ne mesurons pas assez, je crois. Nous faisons des progrès, par exemple, dans le vocabulaire. Quand nous faisons des discours, nous disons Québécois, Québécoises. Mais qu'est-ce que cela donne aux Québécoises, à part un petit moment de plaisir de savoir qu'on s'adresse particulièrement à elles aussi? Qu'est-ce que cela leur donne dans le concret quand on songe, comme Mme la députée de Jonquière l'a si bien signalé, que les femmes sont les principales victimes, et de très loin, de problèmes comme le chômage et la pauvreté?

Ce n'est pas assez de dire Québécois, Québécoises dans nos discours. Il faudra aussi, dans nos discours, que nous sensibilisions l'ensemble de la population et des hommes en particulier à la gravité de ce problème. Parce que si nous ne réussissons pas à convaincre les hommes de renoncer bribe par bribe à cette hégémonie qu'ils détiennent dans notre société, nous allons, pour encore des siècles, perpétuer des injustices tout à fait innombrables. Merci.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Mme la députée de Maisonneuve.

Mme Louise Harel

Mme Harel: Merci, M. le Président. Je veux également m'associer à cette motion. J'ai eu le très grand plaisir de participer, le vendredi 8 mars, à de multiples activités qui se sont déroulées à Montréal. Je pense notamment à une rencontre de centaines de fonctionnaires, qui s'étaient rencontrés durant toute la semaine, rencontre qui s'est clôturée le 8 mars par un débat de fond sur les femmes et la politique.

Quand mon collègue, le député de Deux-Montagnes, insistait sur notre peu de présence à l'Assemblée nationale, je pense qu'une simple photographie des dix femmes élues à l'Assemblée suffirait, si tant est que

si on imaginait l'inverse, c'est-à-dire 112 femmes et 10 hommes... il faut imaginer immédiatement une réaction pour rétablir un équilibre qui serait considéré comme très injustement atteint. Il faut voir que le vocabulaire compte.

Je pense que le député de Deux-Montagnes a tort quand il considère comme inoffensive cette introduction de la féminisation du langage à savoir que maintenant, au Québec, on s'adresse aux Québécois et aux Québécoises, je pense que c'est important. D'autres de mes collègues l'ont souligné dans le passé. Exister dans le langage, c'est aussi exister dans la réalité.

Par exemple, quand on pense à l'expression "un homme public", on l'a dit et on l'a répété souvent, c'est une expression qui fait référence à un homme qui est au service de ses concitoyens dans notre société. Il faut penser simplement à l'expression "une femme publique", pour savoir que cela ne fait pas exactement référence aux mêmes valeurs. Le langage n'est pas indifférent. Le langage n'est pas innocent. Le langage n'est pas insignifiant. Cherchez le féminin de tribun. Vous le savez. Un tribun est cet orateur qui savait si bien, par exemple, s'exprimer dans cette Chambre. Le féminin de tribun, M. le Président, vous le savez, c'est ce qui vous porte présentement.

Il faut voir que de tous les acquis des femmes dans tous les domaines, autant linguistique, économique, social, culturel que politique, c'est évidemment dans le domaine politique qu'il y a peut-être le plus de rattrapage à faire. Étonnamment, si on regarde rapidement, des quelque 4000 candidatures qui ont été présentées par tous les partis réunis, depuis que les Québécoises ont le droit de vote, il y a eu un total de 5% de femmes qui ont été candidates. C'est-à-dire que les partis politiques, prétendant que la population ne voulait pas élire des femmes, ne leur en ont pas présenté. Quand ils leur en présentaient, les statistiques démontrent que sur ces 5% de candidates qui l'ont été depuis 45 ans, seulement 10% avaient des chances réelles de se faire élire. Nous sommes présentement dix qui siégeons dans cette Assemblée, mais au rythme où cela va, on peut penser être environ 20 en l'an 2000. Il y a certainement pour les partis politiques eux-mêmes une réflexion à poursuivre.

Mais le 8 mars n'est pas qu'une journée de revendications. Pour y avoir participé très activement, le 8 mars, dans mon quartier, cela se faisait aussi comme une journée d'affirmation et de solidarité. Le thème d'ailleurs était: Être femme, ça se fête! Cela a été une journée d'affirmation, de solidarité de femmes de tous les âges. Il y avait au-delà de 600 ou 700 femmes réunies, de tous les milieux, de toutes les conditions.

Il y a effectivement à maintenir des revendications - mes collègues en ont parlé - mais il y a aussi une affirmation en termes de renégociation de rôles traditionnellement attribués aux hommes et aux femmes. Le thème qui avait été choisi par l'ensemble des organismes pour célébrer ce 8 mars, cette année, était: Imaginons le pouvoir des femmes. Je veux simplement vous signaler, M. le Président, que ce n'est pas: Imaginons le pouvoir "aux" femmes, mais le pouvoir "des" femmes.

Il s'agit donc bien plus de voir comment le pouvoir des femmes peut se manifester autant dans la négociation des conventions collectives, que dans la renégociation des rôles masculins ou féminins dans les relations conjugales ou familiales. Il s'agit de voir aussi comment ce pouvoir des femmes - on l'imagine encore, puisqu'on n'est pas encore en mesure de l'évaluer - pourrait se manifester autrement que ce pouvoir des hommes qui s'est toujours manifesté jusqu'à maintenant? On ne peut certainement pas conclure que ce serait meilleur, mais on peut certainement penser que ce serait différent, ce pouvoir des femmes...

Maintenant, on ne peut plus imaginer le pouvoir sans les femmes, mais on peut difficilement imaginer le pouvoir des femmes, étant donné qu'on est si peu nombreuses. Je pense qu'aucune de celles qui siègent dans cette Assemblée, aucune d'entre nous n'a résisté à un moment donné à cette inquiétude de voir dans les yeux de nos collègues cette interrogation: Si elles y sont, c'est parce qu'elles sont différentes des autres; parce que si elles étaient comme les autres, elles n'y seraient pas, étant donné que les autres n'y sont pas. C'est évidemment un cercle vicieux de ne pas y être suffisamment nombreuses pour justement imaginer ce pouvoir des femmes qui pourrait être autrement que celui qui s'exerce présentement.

Aujourd'hui même, une rencontre est organisée par la Fédération des femmes du Québec, qui ont créé une nouvelle association: l'Association des femmes regroupées pour l'accessibilité au pouvoir politique et économique. Cela s'appelle le FRAPPE. Le lancement de cette nouvelle association se fait ce soir même à Montréal. C'est une association marrainée par la Fédération des femmes. Vous voyez comme ce n'est pas indifférent? On disait jusqu'à maintenant "parrainée". C'est donc une association marrainée par la Fédération des femmes du Québec et qui a justement pour but d'encourager, d'aider des femmes à investir le pouvoir politique et économique. Cette association entend offrir à l'ensemble des femmes, indépendamment de leur formation, de leur allégeance politique, le concours d'une collaboration assidue.

Vous savez, je pense qu'il faut voir au-delà de ces revendications essentielles et déterminantes pour l'amélioration des conditions de vie des femmes, une revendication en termes de renégociation. J'en parlais précédemment. C'est une renégociation qui est sans doute parmi les bouleversements fondamentaux que connaissent les sociétés, puisque c'est une renégociation de rôles féminins et masculins, c'est un nouveau partage de pouvoirs entre les hommes et les femmes. Cela se situe dans le cadre d'institutions qui touchent la vie quotidienne, comme la famille, l'école, le travail, la sécurité sociale ou les relations entre les individus. Mais cette renégociation touche autant les institutions de la vie publique, de la vie politique et de la vie commerciale, de la vie des affaires.

C'est enfin un peu à cette renégociation qu'on peut appeler également la participation des hommes. Il n'y a pas de renégociation sans partenaires, sans qu'il y ait deux parties. Et on peut souhaiter une concertation - puisqu'il y a renégociation - plutôt qu'une confrontation dans ce qu'on peut appeler l'émergence de nouvelles valeurs, d'une morale différente, d'une remise en question de ce qu'était peut-être jusqu'à maintenant la famille traditionnelle au profit de nouveaux modèles et de nouvelles pratiques familiales.

C'est l'ensemble de cette affirmation que permet de célébrer le 8 mars, et j'espère que c'est également à ces activités que cette motion entend s'associer. Merci. (16 h 20)

Le **Vice-Président** (M. Rancourt): Mme la députée de Jacques-Cartier.

Mme Joan Dougherty

Mme Dougherty: C'est avec beaucoup de plaisir que je m'associe à la motion de Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu afin de rendre hommage à toutes les femmes du Québec, les travailleuses, les étudiantes, les mères de famille, les bénévoles, les femmes professionnelles ou encore retraitées qui ont contribué et qui contribuent quotidiennement à l'évolution de notre société et de notre qualité de vie.

Il est bon de souligner le chemin parcouru et les batailles remportées car il y a eu certainement des acquis. La réforme du Code civil, les amendements à la Charte des droits et libertés, une présence plus grande des femmes dans les hauts postes de la fonction publique et du secteur privé et, l'année dernière, l'arrivée de deux nouvelles députées à l'Assemblée nationale.

Bien des avenues restent à explorer afin d'assurer à la femme québécoise des conditions de vie adéquates. La situation économique des femmes qui était déjà peu

reluisante dans les années soixante-dix n'a guère connu de progrès avec la crise économique qui les a affectées d'une façon plus considérable.

On se rappellera que 62% des familles dont la responsable est une femme ont un revenu total inférieur à 10 000 \$. Une étude du Conseil national du bien-être social sur les revenus des personnes âgées concluait que les femmes âgées dont le nombre augmente le plus rapidement, continuent de faire face à un risque de pauvreté très élevé. Il est urgent qu'on apporte quelque soulagement à une situation trop inhumaine pour des milliers de femmes.

D'autre part, l'avenir économique des femmes est menacé par un autre phénomène, celui du développement technologique de notre société. Les mêmes développements qui nous donnent la possibilité d'augmenter notre productivité afin de nous rendre plus compétitifs sur le marché mondial vont rendre désuets des milliers de postes traditionnellement occupés par des femmes.

Inutile de se demander si on veut transformer nos bureaux et nos industries afin de participer à leur évolution post-industrielle. Nous n'avons pas le choix.

We have no choice. If we want to maintain both jobs and our standards of living we must modernize and adapt to the new technologies in order to be competitive within Canada and the other countries of the world.

It is urgent that the Government of Québec put into place a comprehensive program for women of all ages so that they can develop both the attitude and the skills and above all the confidence which will allow them to fulfill their potential in the years to come.

The Liberal Party of Québec is ready to put into place a program which gives new emphases to the development of our human resources. It gives new emphases to the education of young women so that they will raise their sights about the kind of jobs that they want to do and can do. We must give them a solid foundation in mathematics and science. We must invest in their training and in their retraining because if we do not, the long term social and economic cost of wasted human resources and social welfare programs will be far greater than we can imagine.

The Liberal Party of Québec is ready to give leadership to this question, to awaken the women of Québec to their possibilities in the technological revolution which is upon us.

Un vent favorable à la cause des femmes souffle désormais sur l'ensemble du Québec. Il faut rassembler nos efforts afin de donner aux femmes du Québec les outils et les compétences et, surtout, la confiance pour maîtriser leur avenir.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Je m'excuse. À ce moment-ci, je croyais que vous interveniez sur cette même motion et j'avais... Sur cette même motion? D'accord. Mme la whip du gouvernement, députée de Dorian.

Mme Huguette Lachapelle

Mme Lachapelle: M. le Président, j'aimerais profiter de cette motion pour souligner la contribution des femmes immigrantes à la société québécoise. Elles font partie de groupes qu'on a trop souvent tendance à négliger ou même à considérer comme étrangers à nos préoccupations. Je m'adressais précisément en fin de semaine dernière à l'Association italienne des travailleurs émigrés et familles. Je leur disais mon admiration pour le travail formidable qu'ils accomplissent dans leurs milieux respectifs.

Mais, s'il est reconnu que les immigrants et les immigrantes ont le goût du travail, l'esprit familial, l'ambition d'avoir leur propre chez soi, la fierté de leurs origines, je pense que ces qualités tiennent beaucoup à la présence et au travail trop souvent obscurs des femmes.

Sur le plan du statut de la femme, l'expérience de l'association italienne est assez représentative de toute notre société. Elle votait à son congrès de 1984 la recommandation suivante: Un comité de femmes fut formé avec pleine autonomie mais, soit par manque de temps, soit pour des raisons difficilement identifiables, il n'y a pas eu grand succès. Nous invitons les femmes à prendre la place qui leur revient au sein de l'AITEF. Pour cela il faudra, de la part de tous, abandonner des attitudes arrogantes et ironiques qui ont souvent influencé les efforts de certaines femmes. Si des femmes résolues ont pu, depuis le début du siècle, changer l'histoire pour elles et baliser un futur plus prometteur, il n'est pas exclu de penser que c'est toute la société qui s'en trouverait grandie, si cette société se mettait un peu plus à l'écoute des femmes.

Après le droit de vote obtenu en 1940, les victoires pour les femmes, sans être définitivement acquises, s'accélérent. Les dernières années ont marqué une étape importante dans la recherche d'égalité entre les hommes et les femmes. Plusieurs réalisations ont été accomplies depuis l'arrivée au pouvoir du Parti québécois. Les femmes diront avec raison que c'est peu et qu'il reste encore beaucoup de travail à faire pour accomplir et rétablir une véritable équité. Cependant, il ne faut pas oublier que le chemin a été parcouru grâce à la combativité, la ténacité des femmes. C'est la politique des petits pas car les mentalités impliquent un cheminement plus long.

Les femmes doivent occuper leur place. Je ne parle pas uniquement du marché du travail. Cela concerne toutes les femmes de tous les âges. Si nous voulons avoir notre mot à dire, si nous voulons changer les choses, il faut être là. Que ce soit dans un conseil d'administration, au sein d'un parti politique ou à l'intérieur d'un mouvement, tous les lieux de décision, les lieux d'action, il faut ouvrir les portes partout et, s'il le faut, créer nous-mêmes les ouvertures. Nous n'avons pas été habituées à prendre la parole, c'est vrai. Nous n'avons pas été habituées à parler le langage du pouvoir, c'est encore vrai. Mais il n'y a que la confiance en nous qui nous fera franchir cette étape. Je voudrais qu'avec moi vous disiez haut et fort que les femmes sont capables, capables de tout et parfois capables de mieux. Merci, M. le Président. (16 h 30)

Le Vice-Président (M. Rancourt): Mme la députée des fles-de-la-Madeleine.

Mme Denise Le Blanc-Bantey

Mme Le Blanc-Bantey: Bien sûr, M. le Président, cela me fait plaisir de m'associer à cette motion. J'ai envie de vous dire que je constate, depuis quelques années, qu'il y a un moment et un jour à l'Assemblée nationale du Québec où, presque automatiquement, au moment où nous annonçons la motion pour féliciter ou parler aux femmes à l'occasion de la Journée internationale des femmes, nous faisons presque égalité hommes et femmes en cette Assemblée nationale. Nos chers collègues masculins, en très grande majorité, se lèvent, tant du côté ministériel que du côté de l'Opposition officielle. Je dois presque féliciter d'ailleurs les députés indépendants qui sont au moins en proportion de 50% ou 60%. J'espère que c'est un bon présage pour l'avenir. Je disais donc que, cette année, cela continue. J'avais d'ailleurs dit l'an dernier que j'espérais que, cette année, ce seraient les collègues ministres masculins qui viendraient dire en Chambre ce qu'ils avaient fait pour faire progresser la cause des femmes de l'année dernière à cette année. Vous comprendrez que je n'étais pas en situation de faire pression, mais j'espère qu'un jour le précédent sera créé et que la journée des femmes ne sera pas consacrée qu'aux femmes qui se parlent entre elles. Encore faut-il féliciter le député de Deux-Montagnes qui a insisté pour parler sur cette motion. Je voudrais même me permettre de lui rendre justice et de dire que, contrairement à ma collègue de Maisonneuve, je n'ai pas eu l'impression qu'il avait dit que la féminisation du discours était inoffensive ou insignifiante. Je crois que ce qu'il a voulu dire, c'est que ce n'était pas suffisant, et il a entièrement raison là-dessus.

Donc, bien sûr, même si nos collègues masculins ne se sont pas beaucoup forcés pour venir nous dire en quoi ils avaient contribué à l'avancement des femmes, en tout cas, tout au moins pour nous assurer de leur compréhension, de leur sympathie, de leur volonté d'y contribuer à l'avenir, il n'en est pas moins, bien sûr, qu'il est devenu à la mode, dans beaucoup de milieux, de s'associer publiquement à la cause des femmes, mais - c'est avec regret que je l'affirme - il s'agit, dans beaucoup de cas, de vœux pieux qui n'apportent pas toujours de l'eau au moulin. C'est pour concrétiser nos engagements - tant ceux du gouvernement que ceux de l'Opposition officielle - à l'endroit des femmes que nous avons tenté, depuis quelque temps, de mettre l'accent sur un aspect du problème que d'autres ont mentionné avant moi et qui, à mon avis, il faut le répéter, constitue le moyen essentiel pour l'épanouissement de la moitié de notre société. Je parle donc de la sécurité économique des femmes. Toutes les lois bon ton que nous pourrions adopter, toutes les réformes juridiques que nous consentirions seraient sans effet pratique si le gouvernement, l'actuel ou celui qui lui succédera, ne nous fournissait pas les moyens de nous en servir. Que ce soit l'accès à l'égalité prévu dans la Charte des droits et libertés de la personne, que ce soit dans le domaine des garderies, auquel a fait largement allusion ma collègue critique de l'Opposition officielle, ou que ce soit dans tout autre secteur, les femmes exigent des mesures concrètes qui ont d'autres objectifs que ceux de soulager nos consciences de parlementaires ou de les apaiser, comme, je crois, la députée de Maisonneuve y a fait allusion tout à l'heure.

L'année 1985 est une bonne année. C'est une bonne année parce qu'elle marque la décennie de l'Année internationale de la femme et que le programme Décisions 1985 que j'ai eu le plaisir de préparer doit, je l'espère profondément, aboutir à un plan d'action qui, d'ici les prochaines années, devrait contribuer à faire progresser l'égalité et l'indépendance des femmes.

L'année 1985 est aussi une bonne année parce que c'est en même temps une année électorale au Québec et que, généralement, tous les partis politiques, à l'occasion des années électorales, ont tendance à être, comme par hasard - quand même, il faut l'admettre - plus sensibles, disons, que la moyenne des temps ordinaires. Nos formations politiques auront donc l'occasion, si elles le souhaitent vraiment, de prouver leur sincérité à l'égard de la cause des femmes et de leur engagement.

Au moment où, selon ce que j'entends, tous les partis politiques ont entrepris la chasse aux candidats et aux candidates, il me semble que les deux formations

principales devraient donner l'exemple aux autres. Ce n'est pas la première fois que je le dis; je l'ai déjà dit d'ailleurs comme ministre déléguée à la Condition féminine, lorsque je l'étais. Donc, les formations principales devraient donner l'exemple aux autres, en s'engageant à recruter au moins 50% de leurs nouveaux candidats parmi des candidates. Il est bien beau de dire à chaque année que cela n'a pas de bon sens, qu'on est seulement dix, mais si cela continue, il faudra encore quelques siècles avant d'arriver à l'égalité et à l'équité.

J'espère aussi que, contrairement à ce qui arrive dans beaucoup de cas, les deux formations principales ne nous feront pas la grâce de nous proposer des circonscriptions perdues d'avance.

Soyez assuré, M. le Président, que nous, tant les députés parlementaires indépendants que les autres, jugerons nos partis politiques par leur réponse à cet appel.

Aux Québécoises, j'ajoute seulement un mot en terminant: ne comptons pas sur les autres pour nous livrer la marchandise, c'est sur nos propres efforts qu'il faut compter. Cela veut dire que nous n'avons d'autre choix que d'investir les lieux de pouvoir, entre autres les lieux du pouvoir politique et les lieux du pouvoir économique.

Profitez de cette journée pour souhaiter bonne chance à ce nouveau mouvement qui voit le jour, auquel Mme Harel a fait allusion, qui s'appellera le FRAPPE et qui devrait permettre à plus de femmes d'avoir accès aux lieux du pouvoir politique et économique. Merci, M. le Président.

Le **Vice-Président** (M. Rancourt): Mme la députée de Chomedey.

Mme Lise Bacon

Mme Bacon: Merci, M. le Président. Des amis me rapportaient que la semaine dernière, à l'occasion de la fête des femmes, dans un bureau de Montréal, on avait célébré les femmes au champagne et au caviar. Une fois par année, M. le Président, ce n'est quand même pas une coutume qu'il faut perdre; mais d'un autre côté, faut-il faire autant une seule journée et rien le reste de l'année? C'est la question qu'on doit se poser à l'occasion de cette journée des femmes.

Je me rappelle 1975, au moment où je représentais le gouvernement du Québec à l'occasion de l'année internationale des femmes à Paris, j'avais tenté de représenter les femmes du Québec. Il est assez difficile et assez vaniteux de dire que nous représentons les femmes de notre province. Nous essayons, chacune à notre tour, de traduire les aspirations, les rêves et les espoirs des femmes du Québec.

Nul doute, M. le Président, que depuis

dix ans, depuis que mon ancien collègue, M. Lalonde, s'occupait de la condition féminine, était le premier ministre responsable de la Condition féminine, il y a énormément de chemin qui a été parcouru. De plus en plus, les femmes s'impliquent activement dans toutes sortes d'organismes communautaires, s'impliquent aussi dans le bénévolat encore, s'impliquent dans les conseils d'administration. Ces expériences non rémunérées ont tout de même servi de tremplin à plusieurs d'entre nous qui avons accédé à des postes de responsabilité impliquant un pouvoir décisionnel beaucoup plus grand.

Ces petites victoires ont été remportées à grand renfort de temps et à grand renfort d'énergie. Mais elles sont symptomatiques d'un désir et d'un besoin évident de prendre de plus en plus part à ce qui se passe dans la société québécoise. On ne veut plus laisser les autres décider dans des domaines qui nous concernent. C'est d'abord là que réside l'origine de cette énergie nouvelle. Nous sommes enfin prêtes à mettre l'épaule à la roue pour faire avancer la machine qu'est la société québécoise. N'oublions pas qu'en y participant, nous préparons non seulement notre lendemain, mais aussi celui des générations à venir. J'utiliserai une remarque que j'ai toujours trouvée très sexiste, M. le Président: "Mais en mettant la main à la pâte" c'est un peu de nous, de nos nouvelles idées, de notre façon de voir les choses que nous voulons insuffler aux autres. C'est un peu redonner au monde le caractère humain que les politiciens oublient trop souvent dans leur discours, dans leur démarche et dans leur législation.

On se répète toujours que s'il n'y avait que des femmes dans le monde, cela fonctionnerait de façon bien différente; à savoir si cela serait pour le mieux, je ne connais vraiment pas la réponse, M. le Président. Mais notre implication dans les affaires de la société représente toutefois une excellente façon de le vérifier.
(16 h 40)

C'est, deuxièmement, en reconnaissant nos capacités multiples et notre polyvalence que nous avons enfin réalisé l'apport majeur que nous pourrions fournir à la société. Les femmes sont toutes à la fois éducatrices, infirmières, gardiennes ou surveillantes, cuisinières, mères de famille mais aussi bien dans des cas, administratrices et presque chefs d'entreprise ou même chefs d'entreprise dans plusieurs cas. Elles étaient 26 000 en 1977, ces femmes collaboratrices de leur mari, accomplissant les mêmes activités que celles qui sont sur le marché du travail mais n'en recevant point les bénéfices, c'est-à-dire le salaire et les avantages sociaux. Elles sont ainsi devenues vendeuses, comptables et même pompistes sans en porter officiellement le titre. Le

désir d'être enfin reconnues comme telles et de pouvoir mettre leurs talents au profit de tous est venu renforcer le nombre de celles qui s'impliquent. Elles ont développé un talent d'"entrepreneurship" qui les amène naturellement à jouer ce rôle de leaders et de pionnières dans le monde de l'entreprise.

On rencontre celles qui n'acceptent plus de voir que seul leur mari peut partir chaque soir pour assister à plus d'une réunion et participer à plus d'une activité sociale. Certaines ont enfin compris et enfin revendiqué auprès de leur famille ce même droit. Ce même droit à une vie communautaire remplie, sans pour autant croire qu'elles mettaient leur vie familiale en jeu. Ce désir de participer autant que les hommes à la vie de quartier ou à la vie de la municipalité a révélé chez plusieurs l'importance du rôle qu'elles pouvaient et qu'elles devaient jouer.

Finalement, il y a les femmes pour qui le travail à l'extérieur représentait au départ une obligation économique mais qui, à force de persévérance, y ont développé un sens très fort de l'implication et du communautaire. Ces femmes ont cherché dans leur milieu de travail à modifier les conditions dans lesquelles elles-mêmes et leurs compagnes devaient exercer leur métier ou leur profession.

Il ne faut pas se le cacher, les femmes qui travaillent évoluent dans des conditions parfois lamentables et doivent user de toutes leurs énergies pour améliorer leur situation. Encore trop peu de femmes font partie des employées cadres. L'écart de salaire est encore trop considérable entre les hommes et les femmes qui en font partie. Celles qui se sont battues pour accéder à ces postes ont certes contribué énormément à changer certaines choses tel que l'accès des femmes à des congés de maternité, un meilleur contrôle des conditions de sécurité et de santé au travail et j'en passe, M. le Président.

Mais si nous voulons prendre la véritable place qui nous appartient sur le marché du travail, il faut aussi travailler à faire évoluer celui-ci à notre avantage. Il est inacceptable, par exemple, qu'on refuse certains postes à des femmes de crainte qu'on ait bientôt à leur payer des prestations de maternité, parce qu'elles sont à l'âge le plus propice pour devenir mères. Combien, pourtant, ont fait face à des obstacles nombreux et paraissant insurmontables avant de rendre leur participation effective? Ces obstacles, les femmes les vivent très intensément encore aujourd'hui.

Selon les choix "que l'on fait, on nous juge ou négligentes ou inconséquentes. L'image de la femme traditionnelle qui, de par sa nature, se doit de demeurer à la maison pour être d'abord mère et éducatrice est encore utilisée à des fins qui ne

valorisent pas toujours. Elle est surtout ainsi parce qu'elle ne nous laisse aucunement le choix de nos activités. Ce mythe nous confine à ce rôle fondamental et tend à nous éloigner des lieux de pouvoir et des lieux décisionnels, ces lieux où je crois sincèrement que nous devons avoir aussi notre place. Alors, c'est à chacune d'entre nous de faire le choix. Si des femmes préfèrent le travail au foyer, bravo! Mais si d'autres femmes préfèrent le travail à l'extérieur, bravo aussi!

Par contre, quel que soit notre choix, nous nous devons de nous impliquer socialement. Si nous avons des heures disponibles, nous n'avons pas le droit de les garder égoïstement pour nous sans en faire profiter quelque peu la société. Nous avons toutes, en chacune de nous, quelque chose à donner pour faire avancer le sort de la communauté et nous nous devons de l'explorer. La femme doit s'impliquer, qu'elle travaille au foyer ou à l'extérieur. L'implication communautaire ou dans son milieu de travail qu'elle réalisera lui permettra de mettre à profit ses aspirations, mais aussi de mettre à profit ses capacités, autant pour son bien-être personnel que pour celui de toute la collectivité. La société a besoin des femmes. Que ce soit dans les municipalités, que ce soit dans les commissions scolaires, dans les conseils d'administration de différents services sociaux, les conseils d'administration d'institutions financières, nous devons être présentes et cette présence féminine est essentielle à l'équilibre d'une société.

Il est bien évident que plus les femmes décideront de s'impliquer dans la société, plus les changements qui s'effectueront ultérieurement seront favorables à la condition de vie des femmes et à la condition de vie de tout un peuple. Ces changements ne peuvent d'ailleurs être effectifs sans leur véritable participation. Notre présence est essentielle dans les milieux où les projets se conçoivent et où les décisions se prennent. Les dix femmes à l'Assemblée nationale et les quelques dizaines d'autres aux conseils municipaux ne suffisent pas à la tâche, et, si le décompte véritable s'effectuait, je suis convaincue que pas plus de 5% de tous les postes décisionnels au Québec sont occupés par des femmes, et ce, même si l'on forme encore - disons-le, M. le Président - 52% de la population. Pourtant, il y a aujourd'hui tellement de problèmes qui demandent notre participation si l'on veut qu'ils soient réglés en partie en notre faveur. Je pense, par exemple, aux grands débats sur le livre blanc sur la fiscalité, le livre vert sur la famille, la politique d'habitation, la réorganisation de nos services de santé et de services sociaux en fonction des personnes âgées, par exemple, la politique d'éducation aux adultes, et bien d'autres encore. Mais c'est dans notre famille, dans notre quartier,

dans l'entreprise et dans l'organisme qu'il nous faut encore prendre notre place, et ce, sans crainte et, surtout, avec confiance, car c'est avec cette confiance qu'on relèvera nos manches et que nous nous assurerons un avenir plus conforme à nos aspirations.

J'aimerais rappeler, M. le Président, avant de terminer, le message de notre chef, M. Robert Bourassa, qui, le 8 mars dernier, transmettait ce message aux femmes du Québec. Il rappelait le 23e congrès plénier du parti où il avait énoncé les trois grands principes qui animent notre formation politique: liberté, égalité et prospérité; la liberté d'exprimer ses idées et d'agir selon sa conscience; l'égalité des chances, spécialement dans l'accès au marché du travail et dans la participation aux institutions publiques; la prospérité dans toutes les sphères d'activité de notre vie culturelle, sociale et économique. C'est dans cet esprit que M. Bourassa a tenu à saluer les femmes du Québec et il leur disait qu'elles sont à l'origine de nombreuses réalisations qui ont marqué la vie québécoise. Les oeuvres de celles qui nous ont devancées et les oeuvres de celles qui sont encore là témoignent d'un grand dynamisme qui ne peut que favoriser l'établissement d'un meilleur dialogue entre tous les intervenants de notre collectivité. M. Bourassa rendait hommage à celles qui, plus que jamais, doivent continuer à s'affirmer comme partenaires essentielles à l'évolution du Québec. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Laurier.

M. Christos Sirros

M. Sirros: Merci, M. le Président. Cela a été souligné à quelques reprises, qu'il y a jusqu'à maintenant presque seulement des femmes qui ont parlé pour appuyer cette motion et souligner le 8 mars comme la Journée internationale de la femme. Je voulais prendre la parole aujourd'hui parce que, au fond, je suis profondément convaincu que le jour où, effectivement, la femme atteindra l'égalité et que la société sera basée sur l'égalité entre les deux sexes, ce sera réellement aussi un grand jour pour les hommes parce que je pense un peu à toute l'évolution de ce mouvement de libération de la femme, si on peut se rappeler des années soixante, alors que cela a refait surface après des années où cela était tranquille au début du siècle.
(16 h 50)

On se rappellera aussi qu'à l'époque, cela avait suscité énormément de réactions chez les hommes, des gens qui laissaient sortir leur misogynie, si on peut parler ainsi, et qui disaient finalement que ce mouvement ne visait qu'à prendre notre part, comme si

c'était quelque chose qui nous appartenait à nous seulement et comme si le monde et la société n'étaient pas faits d'êtres humains, finalement. Avec des différences, bien sûr. Je ne crois pas que le but de ce mouvement de quête de l'égalité vise à éliminer ces différences. Il vise surtout, je crois, à permettre à chacun et à chacune de vivre de façon beaucoup plus harmonieuse et beaucoup plus libérée de la dépendance qu'on a créée depuis maintenant des siècles, comme cela a été souligné. Dans ce sens-là, je tenais à dire ces quelques mots.

Je pense aussi, au fond, que cette quête de l'égalité commence surtout, pour les hommes autant que pour les femmes, avec une prise de conscience individuelle. Individuelle dans le sens de dire que chacun d'entre nous a le pouvoir, si vous voulez, de réclamer des choses, non pas par revendication en termes d'avoir ce que l'autre a, mais par désir et nécessité d'affirmation de soi.

Étant donné que l'on se trouve à l'Assemblée nationale et que nous sommes des politiciens et des gens qui décident, je pense qu'il y a aussi lieu de s'interroger, comme cela a été fait, sur les conditions que nous, comme société, établissons pour permettre effectivement cette prise de conscience de la personne. Quand on parle de la condition économique des femmes, de la pauvreté qui existe chez les femmes beaucoup plus que chez les hommes, quand on regarde les statistiques des gens bénéficiaires de l'aide sociale, on constate effectivement qu'il y a une immense majorité de femmes, qui sont souvent des chefs de famille monoparentale. Mais quand ces situations existent, cela ne donne pas grand-chose de parler de possibilité de prendre conscience de son pouvoir personnel. À moins qu'on en arrive à éliminer ces barrières, économiques surtout, et aussi sociales dans le sens des préjugés qui existent, à moins que, comme société, on en arrive à aller au-delà de l'adoption de lois simplement. Parce que si ce n'était que pour cela, on a une charte qui parle d'égalité, on a des lois qui consacrent l'égalité, mais on a aussi un grand fossé entre la réalité et cet idéal.

Dans ce sens-là, je pense qu'il nous revient à nous, comme personnes, comme politiciens et politiciennes, comme des gens qui prennent des décisions, de faire notre possible effectivement pour donner notre énergie et notre temps afin que ces barrières qui empêchent la libération de la personne soient éliminées pour ainsi permettre à la femme de trouver son autonomie, d'exercer son pouvoir et de se prendre en charge.

Je m'en voudrais aussi de ne pas dire quelques mots... Je serai très bref étant donné qu'il y a d'autres collègues masculins, j'imagine, qui voudront aussi parler là-dessus.

Je le souhaite en tout cas, parce qu'on a comptabilisé le nombre de femmes et le nombre d'hommes en cette Chambre, et on a vu qu'il y a dix femmes parmi les 122 députés. Il faut prendre conscience aussi que souvent la place qui leur est faite n'est pas tellement facile, dans cette Chambre comme ailleurs, j'imagine. Souvent, on a un peu le défaut d'exiger des femmes de prouver leur capacité d'être égales aux hommes en utilisant les mêmes critères que pour les hommes ou pour nos collègues masculins. Je donnerai volontiers l'occasion à d'autres de mes collègues masculins de parler sur cette question et je les invite à le faire.

Cela tombe peut-être très bien parce que, sur le plan local et sur le plan qui me touche peut-être plus directement, j'étais très heureux quand on a parlé des mouvements qui ont été créés récemment - la députée de Maisonneuve y a fait référence - et j'aimerais aussi souligner une inauguration qui a eu lieu le vendredi 8 mars dans mon comté et dont je pense que c'est une première au Québec. Si j'ai pu faire quelque chose pour cela, je me sens fier d'avoir pu aider.

I would like to take a few moments to underline the fact that on Friday, March the 8th, there was a new center created in Québec. C'est le Centre des femmes helléniques du Québec. La députée de Dorion a parlé des femmes immigrées. C'est aussi une réalité que je connais très bien et qui me préoccupe aussi grandement. Dans ce sens-là, l'inauguration du Centre des femmes helléniques du Québec, le 8 mars dernier, signifie pour moi une possibilité de faire un certain travail en collaboration avec d'autres ethnies, d'autres citoyennes du Québec afin de s'attaquer aux problèmes très particuliers que vivent ces femmes.

March the 8th underlines, I think, the beginning of what can be looked forward to as an happy moment, in a sense that for once an effort is going to start being made to respond to the needs that are very obvious to those who see them everyday, very clear to those who live them everyday, of women who have come to this country without very many resources, have come often with husband and children and have come and are playing both roles. They are playing the role of bread winner and they are also playing the role of the keeper of the culture, if you like. They are also trying to help their families integrate into the society. I was very pleased to see that a group of women, Greek in origin and open to what is happening in Québec, open to the rest of the ethnic groups in Québec, have decided to get together and try to work to achieve something in this area, to pour their resources, to pour their knowledge and to offer their help to their fellow citizens.

Cet effort qui consiste à essayer

d'aider ces femmes à prendre conscience est quelque chose qui commande ma sympathie. S'il y a une chose que je voudrais réclamer aujourd'hui de la part du gouvernement, ce serait effectivement de s'attarder beaucoup plus concrètement non seulement en termes d'un centre comme celui-là, mais en termes d'aide à tous les groupes de femmes qui oeuvrent au plan local, qui oeuvrent à la base, et qui ont pour but d'aider cette prise de conscience collective des femmes laquelle permettra de continuer cette quête de l'égalité. En conséquence, j'appuie volontiers la motion qui est devant nous et je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce que la motion...

M. le député de Saint-Jacques.

M. Jean-François Viau

M. Viau: Merci, M. le Président. Le 8 mars dernier mettait fin à une décennie, la décennie internationale des femmes. Une décennie qui a, je pense, ouvert une porte, une porte évidemment importante car elle a su faire partager des réalités, des conditions, des sentiments. Les femmes, en dix ans, ont franchi le terrain que leur avait fixé les institutions, les mentalités; elles l'ont franchi avec un courage, avec une détermination qui démontrent clairement que nous avons à apprendre de ce courage, de cette volonté et surtout de cette contribution à l'amélioration globale de notre qualité d'homme ou de femme, de notre qualité de société.

Les femmes du Québec ont fait de ces dix dernières années une démonstration de leur volonté et surtout de leur perception de la société québécoise. Elles ont donné un exemple de courage, mais aussi un exemple de lutte. Cette lutte a été la démonstration constante de ce même courage, ce courage d'être, ce courage de devenir et ce courage aussi de transmettre, malgré l'incompréhension et malgré surtout aussi l'indifférence, une force. Les femmes et les femmes seules sont les responsables des gains qu'on a constatés au Québec en matière de condition de la femme. Les femmes seules ont apporté, et de façon courageuse, les améliorations de notre société.

Il m'est impossible de passer sous silence... Je veux par le fait même rendre hommage, entre autres, aux femmes du comté de Saint-Jacques ou de tout comté que l'on considère moins favorisé ou moins bien nanti. Ces femmes sont confrontées en plus à des conditions de vie extrêmement difficiles, à de l'incompréhension et aussi à des mythes, à des préjugés et à une lutte constante pour l'autonomie, une lutte constante pour la reconnaissance à leur contribution.

(17 heures)

Le centre sud de Montréal et le plateau sont des exemples constants de ce travail fait par les femmes pour l'amélioration de la condition de vie de tous les concitoyens et concitoyennes. Mon comté - Mme la ministre en a mentionné, entre autres, quelques statistiques - regroupe une portion importante de chefs de famille monoparentale dirigée par les femmes et la très grande proportion de ces femmes-là vivent souvent avec la moitié des revenus qu'on alloue au seuil de la pauvreté. Ces femmes doivent faire face à des conditions de vie qu'on considère indécentes, M. le Président.

Il est évident que notre société, ce Parlement, doit s'attacher à faire de la condition de vie des femmes une de ses priorités et leur donner les outils essentiels au respect de leurs droits, au respect de leur choix et au respect aussi de leur émancipation. Ces outils-là, j'en mentionnerai quelques-uns, sont, entre autres: la qualité des services de garderie qu'on doit offrir aux femmes et surtout aux chefs de famille monoparentale vivant dans des conditions de vie, comme je l'ai dit tantôt, très peu acceptables. Les garderies qu'on doit reconnaître comme un outil d'émancipation, comme un outil d'autonomie, on doit s'assurer, entre autres, que ces garderies puissent avoir les ressources et les moyens pour libérer la femme de certaines tâches et lui permettre de contribuer de façon pleine et entière à l'enrichissement collectif du Québec.

Nous l'avons dit clairement, M. le Président, lors de notre dernier congrès du Parti libéral, que le Québec doit faire une place prioritaire au droit au travail. Quand on parle de droit au travail on doit parler de droit au travail pour les femmes et quand on parle de droit au travail pour les femmes on doit aussi parler d'outils et de ressources pour ces mêmes femmes.

Quand on parle aussi de garderies on parle aussi de qualité de vie et de qualité d'émancipation. Ce qui m'amène à faire un parallèle entre les femmes et les jeunes, entre les barrières que l'on fait aux femmes, barrières qui persistent et celles qu'on fait aux jeunes. Cela m'amène à faire un parallèle aussi entre la condition de vie d'une grande majorité des femmes de mon comté et la condition de vie de jeunes qu'on ne reconnaît pas encore là comme étant des gens qui peuvent contribuer à part entière au développement économique du Québec et au développement social.

Nous devons tirer ce parallèle car nous devons aussi être très conscients des risques que l'on doit avoir, comme société, à ne pas faire une place juste, une place pensée et une place dynamique aux femmes et aux jeunes du Québec.

Cette société ne peut pas se permettre

d'hypothéquer l'avenir, ne peut pas se permettre d'hypothéquer aussi les ressources que représentent les femmes et les jeunes au sein de notre société.

En terminant, M. le Président, c'est peut-être un message d'espoir qu'on doit livrer ici, et un message de courage. Un message d'espoir nécessairement en imaginant que cette Chambre, par ses composantes, a la conscience de vouloir améliorer la qualité de vie des femmes, de vouloir se battre pour assurer une liberté de choix et de voir aussi considérée comme principe fondamental l'autonomie des femmes.

On doit parler aussi de courage car c'est avec ce courage-là que les femmes du Québec pourront continuer à faire des acquis importants dans notre société.

Je mentionnais tantôt le nombre restreint ou la proportion restreinte de femmes en cette Chambre. Je fais le voeu que dans un avenir très rapproché nous puissions avoir une parité ici. Je lance cet appel-là aux femmes car elles doivent prendre leur place, elles doivent lutter d'abord et avant tout pour s'assurer que leur place et leur représentation sont dynamiques et extrêmement motivantes. Je laisse ce message aux femmes et, en tant que jeune, je m'associe à cette volonté et à cette force de lutte qui ont toujours caractérisé les femmes québécoises et qui, j'espère, feront en sorte que notre société pourra faire d'elles une société mature le jour où on reconnaîtra une contribution qui est venue de luttes, M. le Président. Merci.

Le Vice-Président (M. Brouillet): M. le député de d'Arcy McGee.

M. Herbert Marx

M. Marx: Merci, M. le Président. J'aimerais parler des femmes en ce qui concerne leurs droits et libertés qui découlent de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Vous savez bien que c'est le gouvernement de M. Bourassa, en 1975, qui a fait adopter la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. C'est une charte qui donne une certaine protection aux droits et libertés, pas seulement aux femmes mais aussi aux hommes, à toute personne qui se trouve au Québec.

J'aimerais signaler qu'en décembre 1982, nous avons apporté certaines modifications à cette charte québécoise pour l'affermir. Deux de ces modifications sont d'une très grande importance pour les femmes. La première concerne les avantages sociaux des femmes qui, par exemple, travaillent. Aujourd'hui, M. le Président, sur le marché du travail, il peut y avoir de la discrimination en ce qui concerne les femmes dans les régimes d'avantages sociaux, de

retraite, de rentes ou d'assurances ou dans les régimes universels de rentes ou d'assurances.

Une telle discrimination n'est pas couverte par la Charte des droits et libertés du Québec, à ce moment-ci. En décembre 1982, nous avons fait une modification à la charte pour permettre au gouvernement de combler cette lacune. Savez-vous quelque chose, M. le Président? Le gouvernement était supposé déposer un règlement à la commission des institutions en ce qui concerne cette discrimination qui existe encore aujourd'hui contre les femmes, mais le gouvernement n'a jamais déposé ce règlement. Cela fait déjà plus de deux ans. Le gouvernement n'a pas encore déposé ce règlement. Donc, la discrimination contre les femmes continue dans ce domaine et il s'agit d'une discrimination légale.

Notre formation demande et a demandé au gouvernement de faire quelque chose en ce qui concerne cette discrimination depuis 1977. Cela fait huit ans. Je vous demande, M. le Président, où était le ministre de la Justice depuis huit ans dans ce dossier? Peut-être a-t-il fait autre chose, mais il ne s'est sûrement pas penché sur ce dossier. Il n'a pas agi dans ce dossier et je pense que c'est une honte que, maintenant, ce gouvernement au pouvoir depuis huit ans, presque neuf ans, n'ait rien fait en ce qui concerne cette discrimination qui, je le souligne, existe encore au Québec.

Une deuxième modification que l'Assemblée nationale a apportée à la charte en décembre 1982 est la possibilité d'avoir des programmes d'accès à l'égalité. Je répète que cette modification a été adoptée en décembre 1982. Pour que nous ayons des programmes d'accès à l'égalité au Québec, cela prend un règlement du ministère de la Justice qui devait être déposé à la commission des institutions, cela fait plus de deux ans. Le ministre n'a jamais déposé ce règlement devant la commission des institutions et nous n'avons donc pas de programme d'accès à l'égalité au Québec.

M. le Président, je peux vous assurer qu'il y a des femmes canadiennes à l'extérieur du Québec qui sont plus égales que des Québécoises. Je m'explique. J'ai déjà soulevé le problème des femmes policiers au Québec. Pourquoi à la Gendarmerie royale du Canada, il y a plus de 3,5% de femmes policiers et qu'à la Sûreté du Québec, il y en a moins de 1%? Pourquoi y a-t-il un plus grand pourcentage de femmes dans les corps policiers d'autres villes comme Ottawa et Toronto que dans les services policiers de la Communauté urbaine de Montréal?

(17 h 10)

M. le Président, avec les continuements dans les cours de technologie policière au cégep, il y a de plus en plus de femmes qui sont diplômées de ces

cours et qui doivent trouver des débouchés dans les corps policiers au Québec. Je pense que c'est au ministre de la Justice de déposer ce règlement, de prévoir des programmes d'accès à l'égalité afin qu'au moins les femmes soient aussi égales au Québec qu'en Ontario, dans d'autres provinces ou dans les États américains.

J'aimerais vous signaler aussi, M. le Président, que le gouvernement fédéral a ou va déposer un projet de loi en ce qui concerne les programmes d'accès à l'égalité. Donc, au Québec, nous aurons deux genres de femmes, des femmes qui seront, comment dirais-je? sous la compétence d'une loi fédérale, qui seront plus égales, et celles qui seront assujetties à une loi provinciale. Je m'explique. Par exemple, lorsqu'il y aura des programmes d'accès à l'égalité dans la loi fédérale, les femmes travaillant, par exemple, pour Air Canada seront plus égales que les femmes qui travailleront pour une société d'État provinciale. Je pense que ce qu'il faut faire... Je demande au ministre de la Justice de déposer son règlement sur les programmes d'accès à l'égalité. Cela traîne déjà depuis plus de deux ans. Je me demande pourquoi le gouvernement traîne la patte dans ce dossier. Je me demande aussi ce que les députés péquistes ont fait dans ce dossier. Les députés péquistes ont-ils fait des pressions auprès de leurs propres ministres afin qu'ils fassent quelque chose ou ont-ils seulement laissé le dossier traîner parmi beaucoup d'autres?

Donc, en conclusion, il y a des choses à faire afin que nous soyons tous sur un pied d'égalité au Québec. L'Assemblée nationale a modifié la Charte québécoise des droits et libertés de la personne pour prévoir que le ministre dépose un règlement afin qu'il n'y ait pas de discrimination dans les avantages sociaux vis-à-vis des femmes et un autre règlement visant des programmes d'accès à l'égalité. On attend toujours, M. le Président. Je demande ici, une autre fois, au ministre de prendre ses responsabilités et de déposer ces deux règlements dans la plus brève échéance. Je vous assure qu'il aura la collaboration de l'Opposition pour les faire adopter le plus vite possible. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Brouillet): Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Mme Pauline Marois (réplique)

Mme Marois: Merci, M. le Président. Vous me permettez, en quelques instants, de clore le débat, non pas sur le fond des choses, mais au moins celui que nous avons cet après-midi, en soulignant l'unanimité qui s'est dégagée et qui a été exprimée de toute espèce de façons, tout compte fait, par les

membres de cette Assemblée nationale concernant l'égalité entre les hommes et les femmes et le chemin qu'il reste encore à parcourir pour y arriver.

J'aimerais simplement souligner au député de D'Arcy McGee, qui s'est préoccupé du fait que nous n'ayons pas déjà présenté ou adopté un règlement découlant des modifications à la Charte des droits et libertés de la personne, et ceci depuis un certain temps, que ceci ne signifie pas pour autant, M. le Président, qu'il n'y a pas du travail qui se fait. Au contraire, et on espère pouvoir, dans les mois ou les semaines qui viennent, déposer des propositions quant à la mise en place, effectivement, de programmes d'accès à l'égalité.

Cependant, il faudra convenir entre nous que ce n'est pas une mince tâche, que cela exige une concertation et un travail, je dirais, fait dans les moindres détails afin que cela ne vienne pas desservir les femmes, mais au contraire que cela vienne les aider de même que les communautés culturelles ou d'autres groupes qui ont vécu des problèmes de discrimination dans nos sociétés. J'espère qu'on pourra le faire très prochainement et qu'à cette occasion les femmes pourront aussi faire valoir leur point de vue sur les orientations qu'on proposera quant à la mise en place de ces programmes. Je vous remercie, M. le Président, et je suis heureuse que nous adoptions cette motion.

Le Vice-Président (M. Brouillet): La motion de Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Brouillet): Adopté. Maintenant, nous avons une autre motion sans préavis de Mme la whip en chef du gouvernement.

Nomination de membres de la commission des institutions

Mme Lachapelle: M. le Président, conformément à l'article 126 des règles de procédure, je fais motion pour que les personnes suivantes soient membres de la commission des institutions: MM. Marcel Gagnon (Champlain), M. René Blouin (Rousseau), Mme Huguette Lachapelle (Dorion), M. Michel Leduc (Fabre) et M. Yves Blais (Terrebonne).

Le Vice-Président (M. Brouillet): La motion de Mme la whip en chef du gouvernement est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Brouillet):

Adopté. Maintenant, nous passons aux avis touchant les travaux des commissions.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Blouin: M. le Président, de 17 h 15 à 18 heures, à la salle 91, la commission du budget et de l'administration se réunira afin de recevoir le rapport de la sous-commission constituée dans le cadre de la consultation générale portant sur l'avant-projet de loi traitant du régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic. De 17 h 15 toujours jusqu'à 18 heures et de 20 heures jusqu'à 22 heures, à la salle du Conseil législatif, la commission de l'économie et du travail poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Mercredi, demain le 13 mars, de 10 heures à 13 heures, à la salle 81, la commission de l'aménagement et des équipements poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique, et procédera à des consultations particulières. De 10 heures à 12 h 30, à la salle 91, la commission de l'économie et du travail poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. De 10 heures à 13 heures, à la salle du Conseil législatif cette fois, la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation procédera à des auditions publiques dans le cadre de la consultation générale sur les aspects de relèvement, de financement et d'endettement agricoles au Québec.

M. le Président, voilà les avis touchant les travaux des commissions. Avant de vous demander d'appeler le premier article au feuillet, je voudrais d'abord...

Le Vice-Président (M. Brouillet): Une minute, s'il vous plaît! M. le député d'Outremont.

M. Fortier: Est-ce le moment où on peut poser les questions sur les travaux de la Chambre, M. le Président?

Le Vice-Président (M. Brouillet): Oui. Si M. le leader adjoint du gouvernement a terminé les avis...

Une voix: Est-ce une motion, M. le Président?

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Le Vice-Président (M. Brouillet): Non, non. Ce n'est pas une motion. Ce sont simplement des avis à la Chambre.

Maintenant, si M. le leader a terminé ses avis, nous sommes prêts à passer maintenant aux questions sur les travaux de la Chambre.

M. Fortier: M. le Président, la question que je voudrais poser au leader, c'est que les journaux nous rapportent qu'Hydro-Québec rendra public son plan de développement vendredi. Je voudrais, d'une part, savoir si les parlementaires recevront copie de ces documents au moins au même moment ou avant, si possible, qu'ils ne deviennent publics, en toute décence. Et plus tard y aura-t-il une commission parlementaire pour étudier le plan de développement d'Hydro-Québec?

M. Blouin: M. le Président...

Le Vice-Président (M. Brouillet): Oui, M. le leader du gouvernement.

M. Blouin: Je m'excuse, mais les questions à ce stade-ci doivent porter sur les affaires inscrites au feuilleton. Or, cette question n'est pas inscrite au feuilleton. Je vous suggère donc de la poser au cours de la période des questions ou encore de vous renseigner auprès du ministre responsable.

M. Bisailon: M. le Président...

Le Vice-Président (M. Brouillet): Effectivement, si ce n'est pas au feuilleton, cela devrait être...

M. Fortier: Si ce n'est jamais au feuilleton, M. le Président, c'est assez difficile d'avoir des explications. Je trouvais que le plan de développement d'Hydro-Québec est d'une importance considérable pour le développement économique du Québec et je pensais que le leader adjoint comprendrait l'importance de la question que je lui pose.

Le Vice-Président (M. Brouillet): Excusez, M. le député. Si c'est une question d'actualité et d'intérêt public, vous aurez le loisir de la poser durant la période des questions à un membre du gouvernement.

Maintenant, nous avons...

M. Bisailon: M. le Président...

Le Vice-Président (M. Brouillet): Excusez, M. le député de...

M. Bisailon: ...Sainte-Marie.

Le Vice-Président (M. Brouillet): ...Sainte-Marie, c'est bien cela?
(17 h 20)

M. Bisailon: Cela n'a pas changé, cela fait huit ans, M. le Président.

M. le Président, aujourd'hui le ministre

des Communications a déposé un rapport présentant les travaux et les projets de la Société Radio-Québec. Or, à notre feuilleton, il y a déjà une motion demandant que la commission parlementaire se réunisse pour recevoir la Société Radio-Québec et examiner avec elle son plan de développement, ses projets futurs et toute la question qui entoure l'organisation immédiate de Radio-Québec. Je voudrais savoir de la part du leader du gouvernement s'il entend faire siéger cette commission selon la demande déjà inscrite à notre feuilleton.

Le Vice-Président (M. Brouillet): M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Bertrand: Je voudrais dire au député de Sainte-Marie ainsi qu'à l'ensemble de mes collègues qu'effectivement, je considère que ce serait une excellente idée que les membres de la commission de l'éducation et de la culture puissent se réunir. Par ailleurs, j'ai indiqué hier, à Montréal, que je considérais que le mandat de cette commission devrait être défini après consultation d'abord du président et du vice-président de la commission ainsi que des représentants des groupes parlementaires pour que nous puissions nous entendre sur le mandat à donner à la commission. Je ne voudrais pas être le seul responsable de la définition de ce mandat.

Le Vice-Président (M. Brouillet): M. le député de Sainte-Marie.

M. Bisailon: Est-ce que je dois comprendre que cette démarche que suggère le ministre des Communications pourrait être faite assez rapidement?

Le Vice-Président (M. Brouillet): M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Bertrand: Oui, M. le Président. Par ailleurs, je dois indiquer tout de suite au député de Sainte-Marie que, dans mon esprit, il me paraîtrait intéressant que la commission parlementaire puisse non seulement évaluer ce rapport sur les orientations quant aux activités et aux structures de la Société de radiotélévision du Québec mais, pour le situer dans une perspective plus large qui est celle de l'avenir de la télévision francophone au Québec, pouvoir aussi avoir en main les rapports issus du comité qui, en ce moment, travaille sur l'avenir de la télévision francophone. Ces documents, nous les aurons, selon l'échéancier qui a été établi, vers la mi-avril. Je voudrais qu'on puisse aussi tenir compte de cela dans la définition du mandat.

M. Bisailon: M. le Président, sur une autre question concernant les travaux de la

Chambre. Est-ce que je peux y aller, M. le Président?

Le Vice-Président (M. Brouillet): Oui, très bien.

M. Bisailon: Dans le débat qui vient de précéder, dans cette motion qui avait été présentée à l'Assemblée nationale par Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du Revenu, des intervenants ont mentionné la politique adoptée par l'Assemblée nationale pour amender la Charte des droits et libertés. À la suite de cet amendement, il devait y avoir des règlements rédigés au niveau du ministère de la Justice. On sait que ces règlements concernant l'accès à l'égalité dans l'emploi sont actuellement rédigés. Notre feuilletton prévoyait qu'une commission parlementaire devait se pencher sur l'étude de ces règlements. Après deux ans et demi, je voudrais savoir de la part du leader si la commission parlementaire prévue à cet effet va pouvoir siéger le plus rapidement possible pour examiner le règlement qui est préparé quant à l'égalité dans l'emploi.

Le Vice-Président (M. Brouillet): M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Blouin: M. le Président, je remercie le député de Sainte-Marie de sa question. J'en prends avis et, dans les meilleurs délais, je lui fournirai une réponse.

Le Vice-Président (M. Brouillet): Bien. Aux renseignements... Oui.

M. Doyon: Sur la question qui était posée par le député de Sainte-Marie, sur le même sujet, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Brouillet): M. le député de Louis-Hébert.

M. Doyon: Je vous remercie, M. le Président. J'aimerais savoir du ministre, concernant la commission parlementaire qu'il nous annonce, si les gens vont pouvoir se présenter selon leurs intérêts, selon ce qu'ils ont à présenter à la commission ou si le ministre va procéder par invitations.

Le Vice-Président (M. Brouillet): M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Blouin: M. le Président, je crois que le ministre a eu l'occasion de répondre à la question posée par le député de Sainte-Marie. Je ne voudrais pas - d'ailleurs, ce n'est pas conforme à notre règlement - que cela entraîne un débat et que nous commencions à discuter de la forme que prendra la commission parlementaire, de ceux qui auront le droit de parole à cette commission et de

ceux qui ne l'auront pas. J'invite donc le député à prendre avis de la réponse donnée par le ministre et, quant à l'organisation même de la commission parlementaire, de laisser au ministre le temps d'y réfléchir et d'annoncer, le moment venu, la façon dont il pourra disposer de cette question.

M. Doyon: M. le Président.

Le Vice-Président (M. Brouillet): M. le député de Louis-Hébert.

M. Doyon: L'inquiétude que je manifeste est due au fait que la majorité ministérielle a déjà refusé la demande de la tenue d'une commission parlementaire faite par l'Opposition. Je ne voudrais pas que le ministre se rende tardivement à cette demande et que cela devienne tout simplement une commission parlementaire bidon. Je voulais m'assurer que les personnes qui ont quelque chose à dire en ce qui concerne Radio-Québec seront invitées à le faire et pourront le faire en toute liberté. C'est l'inquiétude que je voulais manifester, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Brouillet): M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Blouin: M. le Président, je conclus simplement que les propos du député sont une question d'opinion.

Le Vice-Président (M. Brouillet): Très bien. Je crois que la question est close actuellement sur ces travaux.

Maintenant, je donnerais avis que demain, à compter de 12 h 30, la commission de l'économie et du travail siégera.

M. Fortier: M. le Président...

Le Vice-Président (M. Brouillet): M. le député.

M. Fortier: Oui. La motion que vous lisez indique que l'étude du projet de loi 42 se fera jusqu'à 12 h 30 et c'est à 12 h 30 qu'on se réunira, dans l'espérance d'élire un président de la commission parlementaire de l'économie et du travail. Comme vous le savez, à moins que les députés ministériels n'assistent à la réunion et qu'ils viennent, cette fois-ci, nous ne pouvons pas bouger. J'oserais espérer que tous les collègues seront là en temps voulu.

Le Vice-Président (M. Brouillet): Je vous annonce simplement qu'à 12 h 30, la commission siégera demain. C'est là-bas que vous aurez à déterminer le contenu de vos délibérations.

Nous avons terminé les affaires

courantes. Nous passons maintenant aux affaires du jour et j'invite le leader adjoint du gouvernement à nous faire part des travaux.

M. Blouin: Oui, M. le Président. Avant de faire part des travaux, je voudrais au nom de tous mes collègues ministériels et sans doute au nom de tous les députés de l'Assemblée, saluer d'abord votre arrivée à titre de vice-président de l'Assemblée nationale. Je vous connais, M. le Président, comme un homme de jugement, un homme courtois, un homme équitable et je puis vous assurer que vous pouvez compter en tout temps sur notre collaboration et - j'en suis persuadé aussi - sur la collaboration de tous les collègues de l'Assemblée.

Sur ce, M. le Président, donc, je vous...

Une voix: M. le Président....

Le Vice-Président (M. Brouillet): M. le leader adjoint.

M. Léonard: Est-ce qu'on peut faire une motion de félicitations au vice-président? Y a-t-il consentement?

Une voix: Oui. Très bien. Consentement.

Le Vice-Président (M. Brouillet): Alors, consentement unanime?

Une voix: Non.

Le Vice-Président (M. Brouillet): Non? Nous revenons donc à nos travaux.

M. Blouin: M. le Président, je vous demande donc...

Le Vice-Président (M. Brouillet): M. le leader adjoint.

M. Blouin: Oui. Nous allons maintenant discuter des Régimes de rentes et je vous demande donc d'appeler l'article 5 de notre feuilletton, s'il vous plaît.

Projet de loi 21

Adoption du principe

Le Vice-Président (M. Brouillet): Article 5 du feuilletton: Projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes. Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Mme Pauline Marois

Mme Marois: Merci, M. le Président.

On a mentionné à plusieurs reprises au cours du débat cet après-midi sur la motion concernant le 8 mars, la Journée internationale des femmes, de la participation des femmes aux régimes de rentes, des avantages qu'elles pouvaient en tirer et tout le reste. Le projet de loi qu'on étudie se situe très bien dans cette lignée. Ceci dit, il n'est malheureusement pas le projet global qu'on devrait étudier éventuellement et que j'espère pouvoir déposer d'ici à quelques semaines, sinon un mois ou deux, permettant effectivement de revoir l'ensemble de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes et de pouvoir, je l'espère, améliorer nettement cet encadrement législatif qu'on connaît maintenant. Cela me permettra, dès l'entrée en jeu, M. le Président, de mentionner aux membres de cette Assemblée que je présenterai, au moment de l'étude article par article, une motion visant le retrait d'un certain nombre d'articles du projet de loi qui est devant nous, en fait, essentiellement les articles portant sur les régimes supplémentaires de rentes qui, comme je le disais tout à l'heure, d'abord, vont être revus dans leur entier comme loi et, d'autre part, ces articles avaient été introduits dans le projet de loi qui est devant nous, en vue de permettre de couvrir la situation qui concernait, entre autres, les policiers de la Communauté urbaine de Montréal. Or, comme nous avons adopté en décembre dernier une loi particulière permettant de reconnaître ce régime de même que les règles de capitalisation y afférentes, nous avons jugé bon à ce moment-ci de proposer le retrait des articles de loi qu'on retrouve au projet de loi 21, quitte à ce que ces articles soient repris au moment de l'étude d'une réforme plus globale des régimes supplémentaires.

Je m'attarderai donc à ce moment-ci essentiellement sur les articles de loi qui comportent des modifications à la Loi sur le régime de rentes. Les modifications proposées sont beaucoup plus techniques, d'abord, et administratives. Elles visent essentiellement à faciliter l'administration du régime. Cependant, il y a certaines dispositions qui sont un petit peu plus significatives. J'aimerais, entre autres, aborder celles qui visent à empêcher la réduction ou l'annulation de la rente du conjoint survivant de moins de 45 ans, et ce par suite de l'adoption, par son nouveau conjoint, de l'enfant, qui permettait, entre autres, l'admissibilité au régime de rentes.

En effet, plusieurs veufs ou veuves, lorsqu'ils se remarient, tiennent à voir adopter leurs enfants par leur nouveau conjoint. Or, le régime de rentes prévoit qu'une personne âgée de moins de 35 ans n'est admissible à une rente de conjoint survivant que lorsqu'elle est invalide ou

qu'elle a à sa charge des enfants du cotisant décédé. Entre 35 ans et 45 ans, la personne qui n'est pas invalide ou qui n'a pas d'enfant à charge subit une réduction proportionnelle à la durée de la période la séparant de ses 45 ans.

Or, les enfants ainsi adoptés cessent d'être des enfants du cotisant décédé et leur mère, par conséquent, cesse d'avoir à sa charge des enfants du cotisant décédé, perdant ainsi sa rente de conjoint survivant, et ce en tout ou en partie. Évidemment, il nous a paru que cette clause d'exclusion devait disparaître puisqu'elle pénalise des bénéficiaires dans une situation qui mériterait pourtant qu'on ne les pénalise pas, loin de là.

Par ailleurs, comme la plupart de ces adoptions se produisent lorsqu'il y a remariage du conjoint survivant avec l'adoptant, il y aurait lieu, comme on l'a fait pour les remises en paiement des rentes de conjoint survivant interrompues d'ailleurs pour cause de remariage, de remettre en paiement, et ce à compter du 1er janvier 1984, donc rétroactivement, les rentes de conjoint survivant interrompues antérieurement à cette date pour cause d'adoption.

En résumé, l'adoption de l'enfant du cotisant décédé par le nouveau conjoint n'aurait plus pour effet, lorsque nous aurons adopté cette loi, et ce à compter du 1er janvier 1984, d'entraîner la réduction de la rente du conjoint survivant. L'on ferait cesser, également à compter du 1er janvier 1984, les réductions intervenues antérieurement à cette date.

La Régie des rentes, comme elle l'a fait pour les conjoints survivants remariés, mettra tout en oeuvre pour identifier les bénéficiaires ou ex-bénéficiaires concernés. Ce nombre pourrait être plus ou moins important. L'effort sera cependant fait pour au moins les atteindre.

Quant aux autres modifications, elles sont davantage techniques. Elles visent, entre autres, à harmoniser la définition de l'expression "conjoint survivant" avec la disposition similaire que l'on retrouve dans le régime de pensions du Canada. On fait donc passer la loi actuelle, qui prévoit sept ans de vie commune, à trois ans si on est déjà marié à une autre personne ou à un an dans les autres cas.

D'autre part, le projet vise à réduire le quorum qui est nécessaire à la tenue d'une réunion du conseil d'administration, et ce afin de pallier les effets de vacances qui peuvent survenir au sein des membres du conseil, facilitant ainsi évidemment l'administration des choses courantes de la régie comme des choses plus importantes aussi.

Le projet que nous étudions vise à permettre à un requérant ou à une

requérante de présenter sa demande de rente de retraite jusqu'à concurrence de douze mois avant qu'elle ne devienne payable. C'est assez étonnant. D'ailleurs, j'ai eu moi-même à traiter de ce cas. Une personne qui désirait informer la régie que sa rente allait devenir payable quelques mois avant devait refaire une demande à nouveau parce que la loi le prescrivait ainsi. Or, par la disposition qui est devant nous, on allonge d'abord la période de temps prévu et on l'indique nommément.

Nous créons aussi l'obligation pour la régie de publier l'indice des rentes et le taux d'ajustement à la Gazette officielle du Québec. D'ailleurs, cet indice sert souvent de base à certaines formes d'indexation dont, entre autres, l'indexation des allocations familiales.

La loi vise aussi à transférer dans la loi elle-même plusieurs dispositions qui se trouvent présentement dans les règlements, notamment en ce qui a trait à la date de présentation d'une demande de rente, à l'acceptation d'un écrit d'intention ou encore à la reddition de comptes d'une personne qui administre une rente au profit d'un ou d'une bénéficiaire incapable.

Le projet vise enfin à abroger certaines dispositions réglementaires devenues inutiles ou désuètes et à apporter des modifications de concordance. C'est un projet qui comporte peu d'articles. Ce sont cependant des articles qui vont essentiellement dans le sens d'une amélioration administrative et aussi d'une amélioration en termes d'équité quant aux personnes se prévalant ou utilisant le Régime de rentes du Québec. Évidemment, mon souhait est de pouvoir revenir très tôt ici, devant les membres de cette Assemblée, et afin qu'éventuellement les membres de cette Assemblée puissent recevoir des avis et entendre des groupes ou organismes préoccupés d'une amélioration et de changements en profondeur, d'une part au régime supplémentaire de rente et aussi, évidemment, que ces personnes soient convoquées à une discussion - qu'entre nous elle ait lieu aussi - quant à une amélioration du Régime de rentes du Québec.

Je puis vous dire que nous y travaillons avec acharnement depuis déjà quelques années. En tant que responsable de ce dossier depuis au moins un an et quelques mois, soit depuis le moment où j'ai assumé la responsabilité du ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, répondant aussi devant cette Assemblée de la Régie des rentes du Québec, j'espère que nos travaux se concluront d'ici peu de temps afin que nous engagions ensemble ce débat.

Je propose donc que la deuxième lecture de ce projet de loi reçoive aussi l'adhésion de l'Opposition. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Laurier.

M. Christos Sirros

M. Sirros Merci, M. le Président. Effectivement, le 18 décembre dernier, la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu déposait, comme elle l'a dit, devant cette Chambre la loi 21, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes.

Ce projet de loi, à l'aspect pourtant banal, n'en contenait pas moins certains éléments dont les quelques mois s'écoulant entre la date de son dépôt et la reprise des travaux de la Chambre ont permis d'en comprendre encore mieux, j'en suis sûr, la portée et les implications. Je suis convaincu que ces mêmes mois de réflexion ont aidé la ministre à prendre la décision de retirer quelques articles parmi les plus critiqués et les plus controversés.

J'aimerais simplement dire qu'il me semble que l'argumentation qui nous a été faite... J'attendrai pour voir les résultats quand on aura effectivement le projet de loi dans son ensemble. Il me semble que si les articles qui viennent d'être retirés avaient été mis dans le projet de loi dans le but de régler la question de la police et de la Fraternité des policiers, pour laquelle un autre projet de loi avait été déposé spécifiquement, comme on les a retirés par la suite, étant donné qu'on a réglé ce problème, il me semble que cette même logique devrait conduire la ministre à ne plus rapporter ces articles qui ont été enlevés. Il me semble que si on a réglé la question et qu'on les retire, ce serait drôle de les voir revenir ensuite étant donné que la question est réglée. Ces articles étaient effectivement assez controversés et le demeurent encore. Dans ce sens-là c'était l'enjeu de ce projet de loi qui nous est présenté aujourd'hui. (17 h 40)

Nous avons cru et nous croyons toujours qu'avant de laisser à un organisme gouvernemental ou à un ministère le pouvoir de décider lui-même des règles du jeu le Parlement se doit d'en évaluer toutes les conséquences, car c'est accepter une délégation législative. Les articles du projet de loi modifiant la Loi sur le régime supplémentaire de rentes du Québec avait pour but de renforcer la surveillance des régimes privés de retraite et les régimes des employeurs.

Cet effort de contrôle est d'autant plus important qu'il faut prévenir les conséquences désastreuses pour les participants d'une situation financière difficile pour un régime qui risque, lorsqu'il se termine, d'être incapable de payer les rentes promises en raison de son insolvabilité

ou l'utilisation d'une méthode inadéquate de capitalisation.

Compte tenu de ces dangers qui menacent les participants, l'objectif était louable en ce sens qu'il veillait à donner à la Régie les pouvoirs lui permettant d'exercer pleinement son rôle.

On posait la question suivante: est-ce que cela implique, d'autre part, qu'on resserre les exigences et la marge de manoeuvre laissée aux administrateurs des régimes et la surveillance des régimes privés de retraite nécessite-t-elle de plus de laisser à l'arbitraire de la Régie des rentes du Québec? On trouvait que plus on mettait de l'arbitraire du côté de la Régie plus ça deviendrait difficile d'encourager l'établissement et l'amélioration des régimes supplémentaires de rentes au Québec qui, en soit, est le but principal de la Régie des rentes du Québec.

C'est effectivement pour toutes ces raisons et toute la question des régimes supplémentaires de rentes que nous attendons aussi avec impatience la décision qui nous est annoncée de présenter un projet de loi qui regrouperait toutes les modifications aux régimes supplémentaires de rentes. On l'attend depuis longtemps. Je pense aussi que cela a été annoncé, si ma mémoire est bonne... On l'attendait depuis deux ans à peu près. Cela a été remis, ça aussi, comme d'autres affaires du gouvernement et nous sommes toujours en attente, M. le Président.

J'aimerais simplement aussi souligner l'importance qu'aurait ce projet de loi étant donné la situation dans laquelle se trouve la caisse de la Régie des rentes.

Ceci étant dit, dans sa forme actuelle le projet de loi reçoit notre appui parce qu'il vient rétablir des situations trop injustes et parce qu'il vise une plus grande harmonisation des lois canadiennes et des lois québécoises dans le domaine.

En effet, en premier lieu on y précise que lorsque le conjoint survivant d'un cotisant ou son nouveau conjoint, après remariage adopte l'enfant du cotisant, ce ne pourra plus être la cause de la cessation ou de la réduction de la rente d'orphelin.

Ceci étant dit, ce qui me semble très juste, très correct et que nous appuyons, cela nous amène quand même à évoquer que la rente de l'orphelin elle-même, étant donné qu'on a choisi d'aborder cette question à la pièce dans le projet de loi 21, on ne parle pas du tout de la rente elle-même. Savez-vous que la rente a été fixée en 1966, il y a à peu près 20 ans, à 29 \$ par mois par enfant orphelin? Cela n'a jamais été indexé ou changé par la suite.

Si l'idée était de donner une somme d'argent pour le maintien d'un enfant qui se trouve à avoir un parent décédé, peut-être que 29 \$, ça valait quelque chose, cela valait effectivement quelque chose en 1966.

Vingt ans plus tard, je pense qu'on ne va pas loin avec 29 \$. C'est dans ce sens qu'on aurait espéré voir une correction peut-être dans cette loi. Je maintiens le souhait et le désir de voir des réponses que la ministre peut nous apporter sur ce sujet sinon tout de suite après, au moins dans le projet de loi auquel elle a fait allusion.

Le second aspect du projet de loi est l'extension de la définition du conjoint survivant d'un cotisant décédé après le 31 décembre 1984 afin d'harmoniser cette définition avec celle du régime de pensions du Canada. D'une façon plus concrète, le conjoint survivant sera le conjoint de fait si le cotisant résidait avec lui et l'a publiquement représenté comme son conjoint pendant toute l'année qui a précédé son décès, si ni l'un ni l'autre n'était marié à une autre personne. Si c'était le cas, la période nécessaire pour avoir représenté la personne comme son conjoint est de trois ans et non de sept ans comme c'était le cas. Dans ce sens c'est quelque chose qui est beaucoup plus conforme à la réalité que vivent les gens aujourd'hui.

Nous croyons que les autres modifications administratives apportées par le projet de loi 21 ne nécessitent pas qu'on les aborde en discours d'adoption de principe, étant donné qu'elles sont effectivement, comme l'a souligné la ministre, souvent techniques et ne touchent quand même pas à certains principes. Elles sont d'ordre purement technique et administratif.

Donc, le projet de loi dans sa forme actuelle, étant donné que tout le contentieux a été évacué, la raison que la ministre met de l'avant, il me semble que la même logique l'amènerait à ne pas ramener les mêmes points plus tard, si c'était pour régler un problème qui est réglé. Donc, il me semble qu'on ne devrait pas retrouver ce genre de disposition dans un éventuel projet de loi.

M. le Président, quant à nous, nous donnerons volontiers notre appui au projet de loi dans sa forme actuelle. Nous attendons l'étude article par article en commission parlementaire. Merci.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Nicolet.

M. Yves Beaumier

M. Beaumier: Merci, M. le Président. Le projet de loi que nous avons devant nous s'inscrit, en fait, dans une dynamique de gestes concrets qui ont été posés par le gouvernement du Québec. En fait, si on s'en souvient, il se situe dans la foulée du projet de loi 20 qui avait été sanctionné le 16 juin 1983 et qui introduisait, à ce moment, à compter du 1er janvier 1984, donc depuis un peu plus d'un an, des modifications extré-

mement importantes et avantageuses pour nos concitoyens et, j'allais dire, pour des raisons de statistiques aussi, d'avantages pour nos concitoyennes. On se souvient que ce projet de loi 20, sanctionné depuis le 1er janvier 1984, permet la possibilité de prendre ou d'anticiper sa retraite à partir et dès l'âge de 60 ans. Il prévoyait également l'augmentation de rente des conjoints survivants de 55 ans et plus. Il permettait également l'élargissement de l'admissibilité à la rente d'invalidité et finalement, pour l'essentiel, comportait une clause d'abolition, la clause dite de remariage.

J'aimerais, M. le Président, faire le point un peu sur les impacts très positifs de ces modifications en vigueur depuis le 1er janvier 1984. Entre janvier et septembre 1984, j'aimerais noter l'arrivée de nouvelles et de nouveaux retraités, au nombre de 64 222. Parmi ceux-ci, à peu près 50 000 étaient des personnes âgées entre 60 et 64 ans. Elles s'étaient donc prévaluées à presque 78% de la retraite anticipée. On note aussi également que ce sont les femmes qui ont opté, davantage que les hommes en tout cas, pour la retraite anticipée, et ce dans une proportion de 83% par rapport à 73% quant à ces derniers. Également, nos concitoyennes ont davantage pris une retraite plus hâtive, c'est-à-dire plus près de 60 ans que de 64 ans. La proportion, par exemple, des cotisantes féminines qui y sont admissibles, c'est-à-dire celles qui se sont prévaluées de la rente de retraite, dépasse largement celle des cotisants masculins. Pour l'âge de 60 ans, par exemple, c'est pratiquement le double, c'est-à-dire que 41% de cotisantes par rapport à 18% de cotisants se sont prévaluées de cette retraite anticipée. C'est un premier impact extrêmement positif.

Par ailleurs, en ce qui concerne les nouvelles rentes d'invalidité, qui ont toujours été recensées pendant la même période de neuf mois, c'est-à-dire de janvier à septembre 1984, 1343 sur les 9439 nouvelles rentes d'invalidité, c'est-à-dire 14,2%, sont reliées au fait que l'obtention de la rente a été facilitée pour une personne âgée de 60 ans ou plus qui ne pouvait plus occuper son emploi pour des raisons de santé ou d'invalidité reconnue.
(17 h 50)

Le rythme. Si on veut avoir un chiffre plus précis, alors qu'en 1983, c'est-à-dire avant l'entrée en vigueur des nouvelles modifications, on dénотait à peu près 704 nouvelles personnes par mois considérées comme inscrites au régime d'invalidité, pendant les neuf premiers mois de 1984, c'est-à-dire après l'entrée en vigueur de nos modifications, ce n'était plus 704 comme moyenne mensuelle, mais 1049 nouvelles personnes inscrites, reconnues et admises à ce programme d'invalidité. Il y a là une hausse substantielle tout à l'avantage

également de nos concitoyens et de nos concitoyennes.

En ce qui a trait également à la rente de conjoint survivant, l'augmentation générale est uniforme et, si ma mémoire est bonne, elle est de 73 \$ par mois, résultant toujours de l'application de cette loi 20. Elle a touché effectivement 42 390 bénéficiaires âgés de 55 à 64 ans. Il est à noter que 95% de ces personnes sont des femmes également.

De plus, 5765 rentes de conjoint survivant qui avaient été retirées à ces personnes, à la suite d'un remariage, ont été réadmisées et remises en paiement et 87% de celles-ci accordées à des veuves. C'était encore davantage pour les femmes.

La loi a donc atteint sur ces différents points, pour l'essentiel, les objectifs qui lui avaient été fixés. Il restait encore - c'est le sens du présent projet de loi, M. le Président - en ce qui concerne les conjoints survivants, une cause d'exclusion qui devait disparaître, et c'est précisément l'un des points majeurs du présent projet de loi auquel a fait allusion tantôt la ministre responsable.

Je conclurais, M. le Président, que ces différentes mesures et celles qui s'ajouteront lors de l'acceptation de ce projet de loi feront en sorte que nos concitoyens, et davantage j'allais dire nos concitoyennes, verront la traduction bien concrète de la préoccupation de notre gouvernement en ce qui concerne la condition économique des femmes. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, dans votre droit de réplique.

Mme Pauline Marois (réplique)

Mme Marois: Je vous remercie, M. le Président. Je vais l'exercer dans le temps imparti à cette Assemblée, de telle sorte que nous n'ayons pas à prolonger le débat. Non pas que ce projet ne soit pas important, loin de là. Cependant comme il est quand même de nature plutôt technique, je crois que nous avons déjà souligné, à juste titre, les éléments les plus importants qu'on y retrouve.

Il faudrait peut-être rappeler que les articles qui concernent l'adoption en cas de remariage visent particulièrement - on va s'entendre bien sûr - des femmes. C'est peut-être important de le souligner à nouveau. D'autre part, on prévoit dans la loi que - et je le disais dans mon intervention principale - la personne pourra un an avant le début du paiement de sa rente signifier à la régie que ce paiement arrivera. Nous avons prévu des formules pour que cette demande soit faite. En plus d'être faite par un écrit qu'on fera parvenir à la régie, on devra par la suite remplir une formule

permettant à la régie de procéder au paiement de la rente. J'aimerais souligner que ce projet de formule est actuellement "prétesté" par le ministre, ou son secrétariat à tout le moins, des Relations avec les citoyens, de telle sorte qu'on élimine toute espèce d'embarras qui pourrait se poser aux personnes au moment où elles auront à remplir cette formule.

Je voudrais revenir sur l'intervention du député de l'Opposition qui mentionnait qu'il ne comprenait pas que j'aie dit que les articles de loi que nous retirerons du projet concernant les régimes supplémentaires aient éventuellement à revenir dans un projet plus global sur la réforme des régimes supplémentaires de rentes.

En fait, nous avons effectivement réglé avant Noël, par le projet de loi 25, un litige qui existait depuis quelques années entre la communauté urbaine et ses policiers quant aux règles de capitalisation du régime de rentes des policiers et quant à certains des aspects de son administration. Cependant, j'aimerais rappeler aux députés et aux membres de cette Assemblée que la Régie des rentes a dans son mandat la responsabilité de surveiller l'administration de tous les régimes supplémentaires existant au Québec et qu'à cet égard, nous reviendrons sur des règles d'encadrement et de capitalisation des régimes et ce qui entre nettement et très clairement dans le mandat de la régie et, au lieu de les voir dans un cadre réglementaire, ce que d'ailleurs souhaitent très souvent les membres de cette Assemblée, on les verra dans le corps lui-même de la loi de telle sorte qu'on puisse en discuter très largement ici. Ces articles de loi reviendront donc sous une forme qui pourra être différente mais qui viendra prévoir dans la Loi sur les régimes supplémentaires un certain nombre de règles de capitalisation des régimes.

D'autre part, le député faisait référence au fait que la rente d'orphelin avait été gelée au même niveau et ce, depuis 1974. Il faisait référence au fait que, dans le Régime de pensions du Canada, cette rente avait été indexée. Or, c'est essentiellement dû à un choix différent que nous avons fait ici au Québec dans notre régime de rentes de celui qu'a fait le gouvernement d'Ottawa à l'égard du Régime de pensions du Canada. Par exemple, le gouvernement fédéral n'a pas retouché la rente du conjoint survivant. Elle est toujours actuellement de l'ordre de 229 \$ pour les gens de moins de 55 ans de même que pour ceux et celles de plus de 55 ans jusqu'à 65 ans. Dans le cas du Québec, nous avons effectivement gelé la rente d'orphelin. Cependant, nous avons augmenté, année sur année, la rente ou l'allocation au conjoint survivant. Ainsi, en 1984, l'allocation aux conjoints survivants, qui sont en large

majorité des femmes, est de 360 \$ pour les moins de 55 ans par rapport aux 229 \$ qu'on mentionnait dans le Régime de pension du Canada tout à l'heure et pour les 55 à 65 ans, la rente ou l'allocation au conjoint survivant est de l'ordre de 420 \$ par mois. Nous avons donc amélioré et bonifié la rente du conjoint survivant et nous avons gelé la rente d'orphelin. Si on compare donc les deux régimes, on constate que le régime québécois, à cet égard, est plus généreux que le Régime de pensions du Canada. Ceci me permet de rétablir un tant soit peu les faits parce qu'il m'apparaissait important de le faire. À ce moment-ci, M. le Président, je serais prête à terminer ce droit de réplique et à inviter les membres de cette Assemblée à l'étude article par article du projet de loi 21. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Le principe du projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

Renvoi à la commission des affaires sociales

M. Blouin: Je propose donc, M. le Président, que ce projet de loi soit envoyé à la commission des affaires sociales qui procédera à son étude détaillée.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Blouin: Évidemment, cette commission sera présidée par un président de séance comme il s'agit d'un projet de loi public. Sur ce, M. le Président, je propose donc que nous suspendions nos travaux jusqu'à 20 heures et, à ce moment, nous discuterons du Code civil du Québec.

Le Vice-Président (M. Rancourt): D'accord. Nos travaux sont donc suspendus jusqu'à 20 heures.

(Suspension de la séance à 18 heures)

(Reprise à 20 h 5)

Le Vice-Président (M. Brouillet): À l'ordre!

Veuillez prendre place, mesdames et messieurs.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Blouin: Merci, M. le Président. Ce soir, nous allons discuter de la réforme du Code civil du Québec et, à cet égard, je vous demande donc d'appeler l'article 6 de notre feuilleton, s'il vous plaît.

Projet de loi 20

Adoption du principe

Le Vice-Président (M. Brouillet): M. le ministre de la Justice et ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes propose l'adoption du principe du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens. M. le ministre.

M. Pierre-Marc Johnson

M. Johnson (Anjou): En abordant à l'Assemblée nationale la discussion du projet de loi 20 qui porte sur la réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens, nous nous apprêtons à considérer une tranche extrêmement importante de la réforme du Code civil qui a été entreprise, on le sait, il y a maintenant près de vingt ans. Elle s'est concrétisée législativement, cette réforme, depuis 1980 par l'adoption, tel que le proposait mon prédécesseur, le député de Chicoutimi, à l'époque ministre de la Justice, de la réforme du droit de la famille.

Le Code civil, dans notre société, revêt une importance particulière puisqu'il établit le droit commun de tous et de chacun. En effet, il régit diverses manifestations de la vie sociale, il règle les rapports quotidiens entre les personnes, il gouverne leurs actions et régit leurs biens. Il détermine aussi les droits et il prescrit les devoirs et les obligations des citoyennes et des citoyens. Enfin, il fixe les règles de la plupart des instruments juridiques qui sont utilisés par la société pour régir ses activités privées.

Certes, de nombreuses autres lois viennent compléter le Code civil pour régir des domaines d'activité particuliers ou encore pour réglementer des secteurs d'intervention de l'État ou d'organismes, que ce soit les lois municipales ou pénales, les lois sur le travail, les transports, sur les sociétés commerciales ou d'autres lois qui concernent des activités très spécialisées qui en sont tous des exemples.

Le Code civil constitue néanmoins une loi absolument fondamentale de la société québécoise dont l'importance n'est pas seulement sociale, économique ou philosophique, mais aussi historique et culturelle.

En effet, l'histoire et la volonté des Québécois ont fait en sorte que ce coin de

territoire en Amérique a acquis une originalité, une spécificité absolument certaine dans l'ensemble nord-américain. Si cette situation existe aujourd'hui il faut sans doute l'attribuer d'abord et avant tout à la langue française que nous avons conservée et que nous avons développée, mais aussi il faut l'attribuer à l'existence du droit civil qui a continué d'être exprimé sous forme d'un code, consolidant ainsi la tradition française établie de façon marquante par la codification napoléonienne.

Sans faire un rappel historique qui serait trop long, M. le Président, permettez-moi de souligner que depuis 1663 jusqu'à 1866 la coutume de Paris formait le droit privé des Québécois, sauf en ce qui touchait la liberté de tester et le droit de la preuve, qui furent introduits par l'Acte de Québec de 1774. Ainsi, malgré la conquête de 1760, le Québec a continué d'être régi par des lois civiles françaises, tout d'abord parce que la population qui l'habitait était d'origine française et, ensuite, à cause du profond attachement de cette même population à ses us et coutumes, à ses lois sur son territoire.

Au fil des ans certaines institutions nouvelles se sont greffées à ce cadre législatif pour mieux développer le territoire et pour assurer la publicité des droits fonciers, tels l'établissement des bureaux d'enregistrement dans les années 1840, l'abolition du régime seigneurial en 1854 et l'institution du cadastre en 1860.

La dispersion des règles, les nombreux ajouts législatifs et certaines confusions dans les sources du droit rendirent nécessaire donc la codification de 1866. À ce sujet il faut préciser que le mandat du codificateur de l'époque n'était pas de faire une réforme du droit civil mais bien de codifier le droit existant, d'insérer dans le nouveau code les lois civiles d'un caractère général et d'exprimer ses règles de façon ordonnée en prenant comme modèle le Code civil français.

L'attachement profond que traduit le Code civil de 1866 à un système de droit civil, à sa méthode d'analyse et de présentation et à son esprit de concision dans l'expression de la règle, cet attachement donc est encore le nôtre aujourd'hui. Malgré des défauts certains, le Code civil possède des qualités majeures telles l'unité, la concision, la clarté. Il réunit dans un même document la plupart des règles de droit privé. Il assure la cohérence des textes et des institutions; il emploie un vocabulaire généralement uniforme; il exprime des règles accessibles sans abuser d'une terminologie qui serait trop technique et il expose des règles générales plutôt que de verser dans le pointillisme et les détails juridiques. Enfin le code s'exprime généralement dans une langue claire qui évite l'emphase et la monotonie des formules qui

sont parfois nécessaires à l'expression de la règle de droit.

À quelques reprises, on a pu mettre en doute la primauté du Code civil autant que son caractère complet. Le projet de loi 20 propose, dans une disposition préliminaire au code d'affirmer ces deux attributs. En outre, la disposition préliminaire précise que le Code civil est la source première du droit privé, le tout en harmonie avec la Charte des droits et libertés de la personne, les principes généraux du droit et les règles du droit international privé. Elle déclare aussi que le code est constitué d'un ensemble de règles qui, en toutes matières auxquelles se rapportent l'esprit, la lettre ou l'objet de ces dispositions, établit le droit privé et constitue le fondement des autres lois.

Sera ainsi concrétisée une tendance jurisprudentielle de la Cour suprême du Canada voulant que le Code civil soit en lui-même un système de droit complet qui puisse vivre et se développer dans la dynamique qui lui est propre.

Toutes ces caractéristiques du Code civil font que, pour bon nombre de personnes, le code constitue un instrument juridique ou même culturel et qu'il faut le traiter avec respect. Nous faisons nôtre cette préoccupation mais force est de constater que ni le droit ni la culture ne sont des choses statiques ou immobiles. Nous considérons dès lors important que le Code civil soit un instrument juridique complet, vivant, fonctionnel, qui réponde aux besoins de la population et de la communauté juridique, et qui soit apte à évoluer, à suivre le développement de la société tout en conservant ses caractéristiques essentielles d'unité, de clarté, de concision et de cohérence, tant dans les textes que dans les concepts et les institutions.

Certains voudraient que le code ne s'embarrasse pas de détails dans l'application de la règle du droit. Par ailleurs, d'autres voient dans la généralité des règles une sorte de démission du législateur face à des situations souvent difficiles à codifier. Pour les uns, on légifère trop; pour les autres, pas assez. Entre ces tendances partagées de la société contemporaine, il n'est pas facile de réaliser une oeuvre d'équilibre qui soit complète sans être rigide. C'est pourtant là, dans l'entreprise de révision du Code civil, un défi auquel on ne peut se soustraire. Le nouveau Code civil doit, tout en conservant son caractère, être un code efficace qui contienne des règles générales de droit privé, mais aussi les règles nécessaires et utiles à l'application des institutions qui sont ainsi régies. Il se doit aussi de demeurer un point d'ancrage autour duquel s'articulent toutes les dispositions législatives de droit privé et il doit favoriser la cohérence et permettre d'éviter l'éparpillement des dispositions.

De manière générale, notre société est

sans doute d'accord avec cette volonté exprimée pour la première fois en 1955 et maintenue depuis lors de réviser notre Code civil. Depuis 1866, le code a été modifié plus de 200 fois, de façon soit substantielle, soit ponctuelle. Il arrive un temps toutefois où les textes n'offrent plus toutes les ressources suffisantes pour répondre à l'évolution de la société qu'ils tendent à régir.

Notre société a vécu, depuis bien 30 ans, des bouleversements culturels, sociaux, économiques qui sont à la fois nombreux et profonds. Ceci explique, en grande partie, la volonté législative de cette même société de revoir en profondeur le bien-fondé ou la valeur des règles qui la régissent sur le plan juridique.

Cette révision a pour but de réorganiser notre système de droit privé de façon à y intégrer nos traditions qui sont encore actuelles et les valeurs qui sont présentes et véhiculées le plus souvent dans les législations récentes, mais souvent éparées.

La révision du Code civil vise aussi à assouplir nos règles de droit de manière qu'elles puissent elles-mêmes intégrer la plupart des phénomènes qui se manifestent et continueront de se manifester avec une rapidité accrue à l'aube du XXI^e siècle et qui interpellent le droit en lui demandant des réponses.

L'importance de la réforme du Code civil est telle qu'elle ne peut se faire et s'entreprendre d'une façon théorique et didactique seulement. Sans ignorer les préoccupations de praticiens du droit ni celles des membres de la communauté juridique en général, il est essentiel d'associer à cette réforme le plus grand nombre de personnes afin que le droit nouveau réponde le mieux possible à différentes attentes exprimées en société.

Les sujets que le Code civil aborde ont de nombreuses incidences sociales et économiques et ils supposent un certain nombre de choix politiques. Le gouvernement est conscient du fait que le code agit sur la vie des citoyens et des citoyennes et qu'il fixe leurs droits et obligations. En conséquence, ses répercussions seront quotidiennes et les risques de confusion et d'insécurité qui peuvent résulter d'une réforme sont grands. Il paraît donc primordial que les choix qui sous-tendent la réforme soient précédés d'études parfois longues, parfois ardues, et que la proposition de réforme soit soumise à une réévaluation sociale et juridique ainsi qu'à la consultation publique.

On a déjà dit et même répété que le Code civil de 1866 avait été adopté globalement et que cette manière de procéder devait servir de modèle. Le fait est, cependant, que le mandat du

codificateur de 1866 était encore une fois de codifier du droit existant. Ce n'était pas de faire une réforme en profondeur du droit existant. Il n'était pas question de traduire en termes civilistes non plus des emprunts faits au droit étranger autrement que ceux que nous avions déjà intégrés depuis 1774, notamment la liberté de tester. Il y eut très peu de droit transitoire à faire à l'époque, peu de lois sectorielles à modifier et très peu de conséquences administratives et financières à considérer. En outre, la société de 1866 était une société beaucoup plus homogène que celle d'aujourd'hui. Le droit y était connu, stable et, en outre, des choix qui étaient indiscutables alors sont aujourd'hui l'objet de débats importants. C'est pourquoi les réformes proposées aujourd'hui n'ont pas les mêmes répercussions ni les mêmes conséquences que celles conçues en 1866 et que l'on retrouvait au moment de la codification. Il ne faut donc pas s'étonner que notre façon d'adopter ce nouveau Code civil soit différente de celle de 1866.

Dans une première étape, le gouvernement a déposé à l'Assemblée nationale, le 20 juin 1978, le rapport de l'Office de révision du Code civil, oeuvre absolument magistrale qui est le résultat d'un effort collectif remarquable d'une bonne partie de la communauté juridique québécoise et qui est imprégnée de tradition civiliste. Cette oeuvre, commandée par la décision de 1955 et entreprise réellement au cours du milieu des années soixante, constitue la pierre angulaire de nos travaux actuels. Le temps écoulé depuis le dépôt du rapport de l'office, le 20 juin 1978, peut paraître très long. Qu'il me soit permis ici de rappeler que cette oeuvre importante a été réalisée rapidement si on tient compte de l'ampleur des sujets traités et si on compare l'ensemble des travaux menés par l'office avec ceux qui ont été produits par les différentes commissions de réforme du droit qui travaillent depuis des années dans les différents États américains ou dans les provinces canadiennes où cela existe.

(20 h 20)

Tout d'abord, le gouvernement se devait d'examiner et d'analyser les propositions contenues dans le rapport de l'office, d'en évaluer les incidences sociales et de s'assurer de leur cohérence avec l'ensemble des lois du Québec. Il a ainsi repris certaines propositions, soit parce qu'elles ne répondent déjà plus aux besoins de la société, soit parce que la doctrine ou la jurisprudence ont évolué depuis le dépôt du rapport, soit encore parce qu'elles ne satisfont pas aux objectifs exprimés par ailleurs dans d'autres lois et dont nous voulons tenir compte.

Enfin, le gouvernement a dû aussi faire procéder à l'évaluation des implications administratives et financières des réformes

qui sont proposées.

On comprendra que le rapport du Code civil ne pouvait donc pas - le rapport de l'office, dis-je - être adopté globalement dès son dépôt en juin 1978 sans que l'Assemblée nationale n'abdique le rôle qui lui échoit, c'est-à-dire de déterminer des orientations définitives, de décider de l'opportunité de retenir une proposition plutôt qu'une autre ou encore de modifier la proposition soumise, surtout dans des domaines où une forte évolution a eu lieu et qui touche aux valeurs fondamentales et aux débats qu'on retrouve dans la société autour de ces valeurs.

En second lieu, si le projet de Code civil proposé par l'office est complet en soi, il n'en constitue pas moins une oeuvre incomplète qui ne couvre à peu près pas le champ du droit transitoire, n'offre que peu de solutions pour décider de toutes les questions connexes qui nécessitent de nombreuses modifications à faire aux lois sectorielles, sans compter la préparation de lois nouvelles ou de modifications au Code de procédure civile et l'adoption de diverses mesures administratives.

L'ampleur des travaux à effectuer serait sans doute suffisante pour justifier la méthode adoptée par le gouvernement dans le processus de révision du Code civil. On ne peut dans un seul et même temps être attentif à 100 réformes. L'esprit a plutôt tendance à les échelonner dans le temps. Par ailleurs, lorsqu'une séquence de la réforme est adoptée, on ne peut trop en retarder la mise en oeuvre sans créer de préjudice à tous ceux pour qui cette réforme est nécessaire. Il n'est donc pas nécessairement souhaitable de procéder d'un seul coup et de tout adopter en bloc. L'adoption progressive de la réforme entraîne certains inconvénients, mais le gouvernement tente de les réduire au minimum. Il tient compte de tous les points de vue qui lui ont été exprimés en la matière en adoptant un cheminement par blocs législatifs importants.

Ajoutons que la plupart des pays développés qui ont entrepris de procéder à la réforme de leur droit civil l'ont fait par étapes. De plus, ceux qui l'ont fait ont presque toujours commencé par le droit de la famille, ce qui veut dire que la logique du Québec se compare à celle des autres pays comme la France ou les Pays-Bas, par exemple. En faisant les adaptations nécessaires, on constate aussi que nos voisins ontariens, province de "common law" ont procédé en donnant une priorisation à la réforme du droit de la famille également.

Il n'y a pas lieu de rappeler ici toutes les réformes majeures qui font maintenant partie du droit de la famille, mais il est peut-être bon de souligner pour ceux qui y voient surtout des failles que le droit ne se bâtit pas d'un trait de plume, que les institutions naissent, qu'il faut leur laisser un

peu le temps de se consolider avant de songer à revenir en arrière et à les corriger constamment. Il faut aussi laisser à la jurisprudence et à la doctrine le temps de faire son oeuvre car le droit ne se bâtit pas seulement avec des textes de loi. Les textes en sont la base, évidemment, la source ou l'origine, mais ils ne sont pas tout le droit. La jurisprudence se charge de les interpréter, de les appliquer. La doctrine doit se charger de les expliquer, de les commenter, d'en faire ressortir toute la substance et de trouver des applications pratiques à des règles générales qu'ils expriment. D'ailleurs, aussi complets les voudrait-on, les articles de loi apparaîtront toujours insuffisants s'ils ne répondent pas directement à celui qui les interroge.

Le droit de la famille étant adopté, le gouvernement a entrepris la réforme du droit des personnes, du droit des successions et du droit des biens. Il a déposé en décembre 1982 les projets de loi 106 et 107 sur la réforme du droit des personnes et des successions et en décembre 1983, le projet de loi 58 sur la réforme du droit des biens. Ces projets de loi ont fait l'objet de consultations publiques, notamment en commission parlementaire et depuis, nous aurons une fois, de façon quasi définitive, jusqu'au dépôt du projet de loi 20, revu l'ensemble du droit des personnes, des successions et des biens.

Nous avons intégré dans le projet que nous étudions ce soir de nombreuses recommandations et propositions qui furent faites au gouvernement et aux parlementaires lors de la tenue de ces audiences. Les recommandations ou les propositions qui nous ont été faites sont substantielles. Elles représentent des tendances idéologiques et culturelles variées. Elles ont toutes été analysées et évaluées et nous en avons retenu un nombre extrêmement important, comparé au projet originellement déposé. L'Assemblée nationale devra donc entreprendre l'étude article par article de ce nouveau projet de loi bientôt. Il en comprend 1150. C'est dire qu'il s'agira d'un travail énorme auquel il faudra consacrer de nombreuses heures d'étude et de discussion. Également, afin de faciliter la tâche des députés et la bonne compréhension des textes qui sont soumis, j'ai déposé devant la commission des institutions, chargée de l'étude détaillée de notre projet de loi, un cahier de commentaires qui comparent le droit actuel, le droit proposé par l'office et le texte du projet de loi 20.

Quant à l'avant-projet de loi d'application, son dépôt devrait éclairer les membres de la commission, les juristes et les justiciables, sur les intentions du gouvernement quant à l'application du projet de loi de réforme. La préparation d'un tel projet de loi a nécessité un travail énorme

et nous espérons le déposer avant la fin de cette session.

J'en arrive maintenant à la réforme proprement dite du droit des personnes, des successions et des biens proposée par le projet de loi 20. Le seul énoncé des thèmes couverts est à lui seul un long exercice; aussi, je voudrais, avant d'exposer les lignes de force de chacun de ces trois livres du Code civil que nous avons déposés, tenter de résumer les principes qui nous ont guidés dans l'ensemble de cette réforme. Ils sont de deux ordres. D'une part, comme le Code civil se veut un reflet le plus juste possible des valeurs actuelles de la société, l'une des préoccupations constantes que nous avons eues dans la préparation du projet réside dans l'harmonisation nécessaire des règles de droit privé avec les principes de la Charte des droits et libertés de la personne. Ce souci, affirmé dès les dispositions préliminaires, transparaît de manière constante dans la réforme du droit des personnes.

En effet, à la lumière des principes consacrés par la charte, le projet de loi aménage l'exercice des droits liés à la personnalité juridique, à l'intégrité de la personne et au respect de la vie privée. Le souci d'harmonisation des règles du droit privé avec la charte est aussi présent dans l'ensemble de la réforme par le soin que nous avons mis à créer un meilleur équilibre entre les droits respectifs des personnes de manière, non seulement à ne pas léser un individu de ses droits, mais aussi à respecter sa volonté légitime de manière à lui fournir l'occasion de faire valoir ses droits avant d'imposer une mesure ou un régime et, enfin, de manière à protéger la communauté en son entier ou certaines personnes en situation de faiblesse par des dispositions d'ordre public ou impératives.

À cette volonté d'harmonie du droit privé, avec les valeurs et les principes qui sont ancrés dans la Charte des droits et libertés de la personne, se greffe d'autre part une deuxième préoccupation, elle aussi exprimée sommairement dans la disposition préliminaire du code, c'est-à-dire situer le Code civil comme base du système de droit privé et, en cette matière, en faire un point d'ancrage qui permette d'unifier le système juridique et d'harmoniser les lois.

Nous sommes tous conscients de cette inquiétude fort actuelle de la prolifération législative, de l'inflation réglementaire et du sentiment d'insécurité qui en résulte, d'où l'importance de codifier dans un ensemble cohérent les règles de notre droit privé afin d'éviter l'éparpillement des règles et de leur difficile conciliation, d'où aussi l'importance de les unifier et de réintégrer le plus possible dans cet ensemble des dispositions législatives qui y ont naturellement place.

Malgré l'effort supplémentaire qu'im-

pose la réforme du Code civil et les lois visant à faciliter l'application de cette réforme, tant au législateur qu'à la communauté juridique dans son ensemble, nous demeurons convaincus que cette réforme, même si elle se révèle longue et ardue, sera en définitive bénéfique pour notre société.

Abordons maintenant chacun des trois livres. La réforme du droit des personnes. Le Code civil du Bas-Canada s'est souvent vu reprocher d'être davantage axé sur le patrimoine de la personne que sur les droits de la personne elle-même. La révision du Code civil nous fournissait l'occasion de redonner à la personne la place qui lui revient, d'affirmer sa primauté, d'assurer le respect de ses droits. Aussi, non seulement l'article 1er du Code civil donne-t-il la place d'honneur à l'être humain et lui reconnaît-il la personnalité juridique mais, plus encore, les quatre premiers titres du livre 1er lui sont consacrés.

(20 h 30)

Essentiellement, ces titres portent sur la jouissance et l'exercice des droits civils, les droits de la personnalité, l'individualisation, c'est-à-dire le nom, la résidence, le registre de l'état civil, des personnes et de leur capacité juridique, alors que le dernier titre traitera des personnes morales.

La jouissance et l'exercice des droits civils, notion abstraite mais fondamentale, sont des attributs essentiels de la personnalité juridique. Aussi, à partir d'elle peut-on affirmer des faits ou réaffirmer certains droits fondamentaux exprimés à la charte des droits et libertés, tels que toute personne est titulaire d'un patrimoine, possède tous les droits de la personnalité comme le droit à la vie, à l'inviolabilité, à l'intégrité de sa personne, au respect de son nom, de sa réputation et de sa vie privée.

À partir d'elle on peut aussi nuancer l'absolu de ces notions. Ainsi la capacité d'une personne d'exercer ses droits civils ou d'y renoncer peut être limitée par les faits ou par la loi. Si une personne ne peut agir parce qu'elle est mineure ou dans une situation telle qu'elle ne peut exercer seule ses droits civils, le code prévoit toujours que la personne pourra les exercer par un représentant ou l'assistance d'un conseiller.

Le projet de loi aborde aussi les difficiles questions relatives à l'intégrité et à l'inviolabilité de la personne humaine et il le fait avec un grand souci de respect pour la personne humaine et de son intérêt.

Le principe essentiel qui fonde ces dispositions est qu'une personne ne peut être soumise à des soins médicaux, qu'il s'agisse d'examen, de prélèvement, de traitement ou de toute autre intervention sans qu'elle y ait donné un consentement libre et éclairé, c'est-à-dire informée.

Elle ne peut non plus être gardée dans un établissement de santé ou de services sociaux sans qu'elle n'y consente et sans que ce consentement ne soit donné librement, de façon éclairée.

Le projet précise cependant les règles applicables en cas d'urgence et lorsque la personne ne peut consentir, soit en raison de son âge ou de son absence de discernement.

Dans ces cas difficiles nos propositions visent à favoriser des droits aux soins et au maintien de la vie tout en cherchant à éviter les abus thérapeutiques possibles.

En outre, le projet de loi intègre au Code civil les principes qui sont relatifs à la protection du malade mental. Il régit les cas où une personne pourra être soumise à un examen psychiatrique lorsqu'elle présente un péril grave pour elle-même ou pour autrui en raison de son état de santé mentale, et ce malgré une absence de consentement.

Dans ces circonstances, le projet de loi consacre le droit de cette personne de ne pas être gardée contre son gré plus de 48 heures sans ordonnance du tribunal et le droit d'être libérée de la garde dès que celle-ci n'est plus justifiée.

Le projet précise aussi que le rapport du médecin appelé à traiter une telle personne sera déposé auprès du tribunal pour que celui-ci assure le suivi du cas et, à l'occasion, ce rapport pourra valoir comme élément de la preuve si un régime de protection est nécessaire.

Toujours en matière de réforme du droit des personnes, le projet de loi reprend, en les adaptant, les dispositions qui ont déjà été adoptées lors de la réforme du droit de la famille touchant le respect des droits de l'enfant. Il ajoute cependant deux chapitres importants. Le premier a trait au respect de la réputation et de la vie privée. Le second aborde la question du respect du corps après le décès.

Déjà, en 1980, la loi portant sur la réforme du droit de la famille modifiait considérablement les règles d'attribution du nom. Aussi, le projet actuel maintient le droit actuel. Il rapatrie cependant au Code civil les dispositions de la Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil et précise les compétences administratives et judiciaires en cette matière.

Le projet de loi contient deux importantes innovations, l'une en matière d'absence et l'autre en matière d'état civil. À l'instar du projet de loi 106, le projet de loi 20 renouvelle complètement le concept de l'absent, tenant compte des techniques modernes qui permettent de retrouver plus facilement les personnes disparues.

Le projet présume que l'absent est vivant pendant les sept dernières années de sa disparition et fixe la date du décès à

l'expiration de ces sept années, sauf les cas où la mort peut être tenue pour certaine avant cette date, auquel cas le tribunal pourra la fixer en tenant compte des circonstances. Le projet de loi organise la tutelle à l'absent et établit que le jugement déclaratif de décès obtenu après sept ans d'absence met fin au mariage de l'absent, dissout son régime matrimonial et ouvre sa succession. Voilà des normes qui sont claires et qui ne font pas perdurer des situations trop floues ou ambiguës.

D'autre part le projet envisage même le cas du retour de la personne absente. Il précise comment procéder au rajustement de la situation.

L'autre réforme importante que je tiens à souligner est celle de l'état civil. Le projet de loi que nous avons déposé, comme le projet de loi 106, comporte une réforme globale de l'état civil au Québec. Il reflète entièrement l'organisation du régime, ses objectifs, le contenu des actes, leurs corrections et annotations et le régime de publicité du registre. La modernisation et l'amélioration de l'état civil, largement souhaitée par ses utilisateurs et les fonctionnaires actuels de l'état civil, assurera une meilleure reconnaissance de nos actes à l'étranger.

Enfin, une fois mis sur pied, notre registre d'état civil offrira de nombreux avantages comme l'uniformité des actes, l'exactitude des renseignements, l'efficacité et la célérité de la publicité.

Le titre quatrième du livre premier est donc consacré à la capacité des personnes. Il traite de la majorité et de la minorité, il aborde toute cette matière traitant des régimes de protection des majeurs. En ce qui concerne la minorité, le projet de loi tente de refléter la réalité, c'est-à-dire l'acquisition graduelle de la capacité légale. Ainsi, sans affirmer l'entière capacité du mineur, le projet de loi en favorise l'émergence et le développement. De plus, comme plusieurs législations modernes qui veulent favoriser la responsabilité du mineur, et tout en évitant des conflits avec les règles de discrimination, le projet propose la possibilité d'obtenir une émancipation pour le mineur.

Quant au régime de tutelle pour le mineur, il était grand temps que le Code civil vienne conférer la tutelle légale aux parents et qu'il reconnaisse la possibilité pour les parents de désigner un tuteur à leur enfant si eux-mêmes décèdent.

Ce sont là des améliorations que la quasi-totalité des juristes et des intervenants souhaitaient depuis plusieurs années. Ce n'est donc que dans le cas où la tutelle légale ne peut être exercée qu'il y aura lieu à une tutelle dative.

À l'égard du régime de protection du majeur, le projet propose une réforme axée sur trois principes: Le premier, la

présomption de capacité et d'autonomie des parents; le deuxième, le droit fondamental de n'être pas privé de l'exercice de ses droits civils sans une audition impartiale par un tribunal indépendant; le troisième, le respect de l'individualité des majeurs protégé dans la détermination d'un régime de protection.

La réforme en ces matières vise essentiellement à établir des régimes souples et adaptés aux divers degrés d'incapacité qu'on peut rencontrer chez les majeurs et faire qu'aucun majeur ne puisse être déclaré incapable sans que son cas n'ait fait l'objet d'un examen par un tribunal. Pour rencontrer le premier objectif le projet de loi, tout comme le projet de loi 106, prévoit donc l'assistance de trois régimes: la curatelle qui s'adresse au majeur totalement incapable et cela de façon permanente de prendre soin de lui-même et de gérer ses biens; la tutelle qui vise le majeur qui est incapable soit de prendre soin de lui-même soit de gérer ses biens, partiellement ou totalement, mais en ce cas de façon ou non permanente; enfin, le conseil qui est un régime d'assistance aux majeurs en difficulté. À l'intérieur de ces régimes le tribunal pourra adapter les règles de capacité aux besoins de chacun des majeurs.

Quant au second objectif, une série de mesures qui ont pour objet de protéger le droit du majeur à une audition, à être représenté et à faire entendre sa voix sont des mesures qui modifient profondément le droit actuel qui maintient la possibilité de déclarer une personne effectivement incapable sur un simple certificat médical. Ces réformes devraient donc déboucher en dernière analyse sur des régimes de protection adaptés aux majeurs en difficulté et qui tiennent compte de la personne humaine, car toute décision qui les concernera devra être prise dans leur intérêt, dans le respect de leurs droits et la sauvegarde de leur autonomie.

(20 h 40)

Enfin, le projet de loi attache une importance particulière à l'exercice d'une tutelle ou d'une curatelle exercée par le Curateur public à l'égard des malades gardés dans un établissement de santé ou de services sociaux en prévoyant que l'exercice de la garde puisse être assuré par des personnes proches du malade mais, pour éviter des conflits d'intérêts, qui ne soient pas à l'emploi de l'établissement et n'y occupent aucune fonction.

Le cinquième et dernier titre du livre premier traite des personnes morales. À l'instar du Code civil actuel, le projet de loi propose de reconnaître l'existence de personnes dites morales ou fictives dont la personnalité est distincte de celle de leurs membres.

Les principaux objectifs poursuivis par la réforme sont les suivants: la révision de

la terminologie, la nouvelle présentation de la matière, le regroupement des règles, la reconnaissance de l'institution d'un registre des associations et entreprises. C'est ainsi que sont insérées dans le Code civil, reprenant en bonne part, mais sous un nouvel angle, il faut le dire, les dispositions du code actuel, les dispositions générales qui s'appliquent à toutes les personnes morales et que le terme "corporation" est abandonné pour être remplacé par celui de "personne morale". Ce terme est plus approprié, car il permet de mieux couvrir une multitude d'entités juridiques qui participent à la vie économique, sociale, culturelle, religieuse, comme les compagnies, les associations, les syndicats professionnels, les syndicats de copropriétaires, les sociétés religieuses, les coopératives, les caisses et fonds de toutes sortes, les sociétés d'État, les organismes publics divers, de même que les sociétés civiles, commerciales et en commandite.

Le projet abandonne aussi le terme de "compagnie" pour le remplacer par celui de "société", en même temps qu'il abandonne l'expression "corporation sans but lucratif" pour le remplacer par le terme d'"association".

Quant aux règles principales à ce titre, elles concernent les espèces de personnes morales, la nature de la personnalité morale, ses attributs essentiels, sa constitution et la responsabilité de ses membres dits administrateurs. S'y ajoutent quelques règles fondamentales de fonctionnement, de dissolution et de liquidation qui sont inspirées à la fois du droit des compagnies et du droit des sociétés, mais qui ne s'appliquent qu'aux personnes morales formées suivant le Code civil.

Enfin, le projet de loi institue indirectement un registre des associations et entreprises dans lequel toutes les personnes morales seront, dorénavant, immatriculées. Le registre permettra à l'État de connaître les personnes morales qui exercent des activités sur son territoire et il permettra à toute personne intéressée de connaître aisément le statut de la personne avec laquelle elle est appelée à faire affaires.

La création effective de ce registre fera l'objet d'un projet de loi particulier qui entraînera nécessairement la révision ou l'abrogation d'un certain nombre de dispositions législatives comme celles qu'on retrouve dans la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la Loi sur les compagnies étrangères et la Loi sur les gens de mainmorte.

La réforme du droit des successions, titre deuxième des trois titres que nous évoquerons lors de l'étude de ce projet de loi, mais qui forme le troisième titre cependant du Code civil. Comme en droit actuel, le nouveau droit des successions s'articule autour du même axe. La succession

d'une personne est, à son décès, dévolue suivant la volonté qu'elle a exprimée dans un testament ou, s'il elle ne peut tester, ou si elle en est empêchée, ou elle s'y refuse, dévolue suivant la loi. Celle-ci, dans ce dernier cas, exprime la volonté présumée du défunt, en présumant d'ailleurs de ses affections et des affectations.

Autour de cet axe cependant, le projet de loi propose des réformes importantes et nombreuses centrées sur les deux idées maîtresses suivantes: La première, c'est que le droit des successions, comme le droit de la famille qu'il continue, doit assurer une certaine protection aux membres de la famille, conjoints ou enfants.

Ainsi, il importe d'assurer la conservation du patrimoine familial tout en préservant les principes de la liberté de tester, et ce visant à une relative égalité entre les membres de la famille.

Le second principe tend à organiser les rapports entre le patrimoine du défunt, ses créanciers et ses héritiers de manière que la succession soit liquidée rapidement, en toute sécurité et sans porter préjudice aux héritiers.

Il me faut souligner l'introduction de deux nouveaux principes dans notre droit, l'un voulant que la responsabilité de l'héritier face au paiement des dettes du défunt soit limitée à l'actif reçu et l'autre que la liquidation de la succession soit faite par une personne appelée liquidateur et suivant des règles identiques que la succession soit légale ou testamentaire.

Actuellement, celui qui accepte une succession purement et simplement est tenu de payer toutes les dettes de la succession et d'en assumer toutes les obligations et responsabilités, même si la totalité de ces dettes, obligations et responsabilités dépasse de beaucoup ce qu'il a reçu du défunt. Dorénavant donc, l'acceptation d'une succession n'entraînera en principe l'obligation de payer les dettes de la succession qu'à concurrence des biens qui ont été reçus.

En effet, le droit nouveau proposé prévoit notamment la nomination systématique d'un liquidateur tenu de faire l'inventaire, d'exercer la saisine des héritiers, de liquider la succession en payant tous les créanciers avant de proposer de partager ou de faire délivrance des biens. Il ne devient donc plus nécessaire d'obliger les héritiers à payer plus qu'ils ne reçoivent.

En somme, le projet propose que la règle qui sous-tend l'acceptation, sous bénéfice d'inventaire, exceptionnelle dans notre droit actuel, devienne la règle générale dans le droit nouveau. Ce nouveau principe peut être introduit puisque, en même temps, le projet de loi propose une réforme du mode de liquidation de la succession qui soit plus conforme au déroulement habituel et à

la réalité concrète du règlement des successions et qui uniformise le mode du règlement des successions légales ou testamentaires. Pour ce faire, il fallait inventer un personnage utile, un peu à l'image de l'exécuteur testamentaire dont le rôle a été précisé depuis assez longtemps déjà, avec une longue pratique des testaments qui s'est développée au Québec. Ce personnage nouveau, c'est le liquidateur. Je ne vise pas le député de D'Arcy McGee. Il y en aura toujours un dans toute succession et le testateur pourra continuer de le choisir. Par ailleurs, s'il n'y a pas de testament, les héritiers le seront d'office et ils le choisiront eux-mêmes. S'ils ne s'entendent pas, le tribunal le désignera. Ce liquidateur aura pour tâche d'identifier et d'appeler les successibles, de déterminer le contenu de la succession, de recouvrer les créances et de payer les dettes, qu'il s'agisse des dettes du défunt, des charges de succession ou des dettes alimentaires, de payer les legs particuliers qui ne sont pas sujets au rapport, de proposer le partage en tenant compte des droits de survie et, le cas échéant, de faire la délivrance des biens.

Encore une fois, le testateur aura toute liberté de choisir le liquidateur qui lui plaira. Cependant, ce même testateur ne pourra, dans la mesure nécessaire à la liquidation, modifier le rôle fondamental du liquidateur, mais, à l'égard de toutes les autres tâches qu'il voudra bien confier au liquidateur, le testateur conserve son entière liberté. En pratique donc, l'exécuteur testamentaire traditionnel devient le liquidateur de la succession testamentaire comme il deviendra le liquidateur de toute succession ab intestat ou sans testament. Pour remplir son rôle fondamental, le liquidateur exercera la saisine des héritiers pour toute la durée de la liquidation. Ainsi donc, il ne sera donc plus question de la saisine pour une durée d'un an et un jour. Il ne sera plus nécessaire de s'interroger pour savoir si l'exécuteur testamentaire a la saisine des meubles seulement ou, à la fois, la saisine des meubles et des immeubles, et il ne sera plus nécessaire non plus de s'interroger sur les pouvoirs de cet exécuteur testamentaire.

La loi trace un tableau complet du travail qu'il aura à faire et nous pensons qu'il s'agit là d'une amélioration certaine du droit actuel et la liquidation d'une succession en sera d'autant facilitée.

La présentation de la réforme du droit des successions ne serait pas complète sans présenter la dernière réforme introduite par le projet de loi 20. La survie de l'obligation alimentaire constitue une nouvelle mesure importante dans le droit pour assurer la protection de la famille. À compter du moment où l'on admet qu'il y a des liens nécessaires entre le droit de la famille et le droit successoral et, surtout, à compter du

moment où l'on admet qu'il n'est pas logique de faire disparaître toutes les obligations qu'avait un défunt à l'égard de son conjoint ou de ses enfants par suite de son décès, nous faisons une brèche dans le principe des libertés illimitées de tester que nous connaissons actuellement.

Si, dans la très grande majorité des cas, les citoyens respectent au-delà de leur mort les obligations qu'ils avaient de leur vivant à l'égard de leur conjoint et de leurs enfants, en leur laissant une partie plus ou moins importante de leurs biens, il existe quand même des cas malheureux où le défunt laisse le conjoint et ses enfants dans le besoin. Le projet de loi 107 ne prévoyait en ces cas aucune mesure destinée à assurer la protection de la proche famille du défunt mais plusieurs hypothèses de solution avaient été envisagées lors de la préparation du projet de loi et soumises à la discussion des intervenants devant la commission parlementaire de la justice.

(20 h 50)

Tenant compte des représentations faites alors, des mémoires adressés par la suite au ministère et aussi des nombreuses expressions d'opinions qu'on retrouve dans la doctrine, nous pouvons en déduire qu'une bonne majorité est favorable à la fois à une protection de la famille immédiate du défunt et au maintien du principe général de la liberté de tester. Cette protection accordée à la famille immédiate du défunt peut législativement s'exprimer de bien des manières. Certains pays connaissent la réserve héréditaire sous une forme ou sous une autre en pleine propriété ou en usufruit, absolue ou transformée en droit de créance assorti de conditions d'exercice. D'autres pays ont choisi d'assurer cette protection en accordant un droit de créance alimentaire contre la succession au conjoint, aux enfants ou même à d'autres dépendants, ce droit étant assorti ici aussi de modalités diverses visant à assurer sa réalisation.

La solution qui est présentée dans le projet de loi et dont nous aurons l'occasion de discuter, ainsi que des autres possibilités, en commission consiste en une créance alimentaire en faveur des personnes qui ont ce droit en vertu du droit de la famille et d'autres personnes à charge. Elle pourra s'exercer contre la succession et pourrait, en certains cas, éventuellement, entraîner la réduction de certaines libéralités faites antérieurement au décès. Elle serait attribuée en tenant compte des besoins et facultés du créancier, des circonstances dans lesquelles il se trouve, des avantages que lui procure la succession et du temps qui lui est nécessaire pour acquérir une autonomie suffisante. On tiendra compte, d'autre part, de l'actif de la succession, des besoins et facultés des héritiers et légataires particuliers, du droit d'autres personnes à des

aliments.

Pour éviter que les créances alimentaires n'épuisent la succession, le projet fixerait une limite précise à la contribution nécessaire pour payer les aliments. En fait, la contribution accordée ne pourra jamais excéder la différence entre la part à laquelle aurait pu prétendre le conjoint ou l'enfant du défunt dans la succession ab intestat et ce qu'il reçoit ou la valeur de six mois d'aliments si elle est exercée par d'autres personnes. La brèche faite dans la liberté de tester s'inscrit dans une tendance générale des législations modernes et même celles de la "common law" où la liberté illimitée de tester n'existe plus à notre connaissance. Ce sont là les principales réformes qui sont contenues dans le projet au chapitre des successions.

La réforme du droit des biens. Avec le consentement de mes collègues, j'en ai peut-être pour environ un quart d'heure, peut-être un peu plus, je crois que je dépasserais l'heure... Oui, j'ai remarqué l'attention du député. La réforme du droit des personnes et des successions n'aurait pu être complète, évidemment, sans la réforme des biens. Outre que le droit des biens qui forme le livre quatrième du Code civil peut être considéré comme un droit charnière entre le droit des personnes, de la famille et des successions et le droit à venir sur les obligations, les contrats nommés et les sûretés, son adoption était aussi requise pour faciliter l'application des deux autres livres de la réforme puisque, dans l'un et l'autre, les tuteurs, curateurs, liquidateurs, fiduciaires nommés par testament doivent veiller, soit à la protection des biens des mineurs ou des majeurs incapables d'administrer leurs biens, soit à la transmission ou à l'administration d'un patrimoine.

D'ailleurs, le droit des biens, c'est avant tout le rapport entre les personnes et les choses voulu sous l'angle du droit. Le droit des biens, c'est aussi dire ce qu'est un bien, ces choses meubles ou immeubles, corporelles ou incorporelles, susceptibles d'appropriation et d'un rapport de droit. C'est dire ce qu'est la propriété, ce droit d'user d'un bien, d'en retirer les fruits, d'accéder à ce qui s'y adjoint et aussi d'en disposer suivant sa volonté dans des normes acceptables ou dans l'intérêt commun. C'est dire aussi quelles sont les modalités d'exercice du droit de propriété lorsqu'il y a copropriété du principal, comme en indivision, ou en copropriété d'un bien accessoire, comme dans le cas de copropriété des parties communes dans des immeubles ou même encore lorsqu'il y a propriété superficielle et qu'une personne est propriétaire du sol alors qu'une autre est propriétaire des constructions ou des plantations qui reposent sur ce sol. C'est dire aussi ce qu'est une propriété démembrée

alors qu'une partie des droits d'usage, de jouissance, d'accession ou de disposition appartient à une personne et qu'une autre partie appartient à un second titulaire. C'est aussi traiter dans le droit des biens, puisque nous sommes dans un contexte nord-américain, de cette institution d'origine anglo-saxonne qu'est la fiducie ou le trust et c'est en adapter les règles pour l'intégrer à notre droit privé. C'est encore traiter des modes d'appropriation des choses comme de l'occupation, de l'accession, de la possession ou codifier les règles d'administration du bien d'autrui, qu'il s'agisse d'une simple administration ou d'une pleine administration.

Notre but dans une réforme du droit des biens est de clarifier certains éléments du droit actuel, de reformuler les règles dans le contexte d'aujourd'hui, d'étendre la portée de certaines institutions comme l'usufruit et l'usage ou encore l'emphytéose et de réglementer des secteurs qui se sont développés au cours des ans, alors que la législation était demeurée, de toute évidence, insuffisante. C'est le cas dans le domaine de la copropriété par indivision ou de la copropriété des parties communes dans les immeubles ou dans le domaine de la propriété superficielle. Notre but est aussi d'introduire les règles nouvelles pour répondre à des besoins actuels en matière de fiducie ou d'administration du bien d'autrui et de fournir aussi des instruments juridiques qui sont utiles à notre développement économique et social.

Sans entrer dans le détail de cette imposante partie du projet, il me paraît opportun d'en faire ressortir certaines des grandes lignes. En élaborant les règles sur la distinction des biens et de leur appropriation, le projet de loi vise, tout en maintenant la classification actuelle des biens meubles et immeubles, à clarifier certains concepts et à exprimer la réalité juridique dans un langage qui soit adapté à la fin du siècle que nous vivons plutôt qu'à la fin du précédent. Cette préoccupation, d'ailleurs, se manifeste par l'incorporation au Code civil de deux notions qui sont couramment utilisées aujourd'hui dans le droit des biens, celles du capital et des revenus. L'introduction de ces notions devrait donc faciliter leur utilisation de manière générale et uniforme dans notre droit. Par ailleurs, à l'instar du Code civil actuel et contrairement à la proposition de l'Office de révision du Code civil, nous n'avons pas jugé nécessaire de définir le mot "biens" comme un droit. Nous avons préféré ici maintenir l'approche traditionnelle du droit qui considère les biens comme des choses appropriées ou susceptibles de l'être et donc, vues sous l'angle des droits. En maintenant cette approche, nous avons voulu éviter, dans l'élaboration ou l'interprétation de nos lois, des difficultés futures qui pourraient résulter d'un niveau trop élevé

d'abstraction et de la trop grande rigidité d'un concept.

Au titre de la propriété, le projet de loi tient compte des restrictions apportées avec le temps au droit de propriété. Il fait valoir son caractère moins absolu tout en maintenant la composante actuelle du droit: droit d'user, de percevoir les fruits et revenus du bien, d'en disposer, d'accéder à la propriété de ce qui s'y joint. Diverses règles de droit acceptées par les tribunaux, la doctrine ou l'usage sont codifiées et l'exercice du droit est précisé. Ainsi, par exemple, le projet de loi propose une nouvelle limite au droit de propriété en prévoyant que la propriété du sol n'emporte celle du dessus et du dessous que dans la hauteur et la profondeur utiles à l'exercice du droit de propriété. Ceci nous apparaît réaliste compte tenu de l'utilisation actuelle du sous-sol et de l'atmosphère ainsi que des règles possibles en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire. Par ailleurs, les limitations telles le bomage et l'écoulement des eaux ne seront plus considérées comme des servitudes dites légales, mais plutôt comme des restrictions à la propriété immobilière, restrictions imposées par le voisinage ou la situation des eaux.

Quant au chapitre de la copropriété divise, il traite de ce qui est souvent appelé copropriété ou condominium. Les dispositions du projet de loi donnent suite à une importante partie des recommandations contenues dans un rapport de 1982 d'un groupe de travail sur la copropriété dont le mandat était effectivement d'inventorier les problèmes rencontrés dans ce secteur, d'en faire l'investigation et de recommander des solutions. Ces recommandations transposées au projet de loi visent à accorder la personnalité juridique à la collectivité des copropriétaires. Le projet de loi veut aussi établir un nouvel équilibre dans les rapports entre les copropriétaires et le promoteur, de telle sorte que dans un délai raisonnablement suffisant, on puisse protéger l'investissement du promoteur - le délai est évalué ici à trois ans - mais que les copropriétaires puissent prendre le contrôle de leur immeuble et y imprégner leur propre projet de vie en copropriété. (21 heures)

Au chapitre de l'emphytéose, qui constitue le dernier démembrement du droit de propriété dont les règles sont codifiées, ce projet de loi contient des réformes majeures par rapport au droit actuel ou la proposition de l'Office de révision du Code civil. Certes, le projet continue de considérer l'emphytéose comme un droit réel immobilier qui confère à son titulaire toute utilité d'un immeuble appartenant à autrui sans lui accorder toutefois la totalité des bénéfices de la propriété. En cela, le projet se refuse à considérer l'emphytéose comme un droit de propriété temporaire ainsi que le proposait

l'Office de révision du Code civil. Il en fait nettement de ce droit un démembrement du droit de propriété.

Quant aux règles particulières à l'emphytéote, je voudrais faire état de trois changements importants qui ont pour effet de dépouiller ce droit de ses éléments de vétusté et contraignants afin qu'il puisse remplir son rôle de démembrement très poussé du droit de propriété. La première modification concerne les améliorations. Certains auteurs avaient mis en doute le caractère emphytéotique d'un contrat qui ne prévoyait pas des améliorations à faire à un immeuble déjà construit ou des réparations à faire à un immeuble déjà amélioré. De la même façon, on mettrait aussi en doute le caractère emphytéotique d'un contrat qui ne prévoyait, par exemple, que la mise en valeur d'une terre en friche.

Le projet met fin à ces lacunes en ce sens qu'il précise que la charge de l'emphytéote pourra consister en des constructions, ouvrages ou plantations qui augmentent la valeur de l'immeuble ou qui le mettent en valeur seulement. C'est ainsi que l'emphytéote pourra devenir à la fois un outil de développement urbain et rural.

Une deuxième modification concerne la redevance annuelle. Le projet de loi ne la retient pas comme un élément essentiel de l'emphytéose de telle sorte qu'il sera désormais possible de créer ce droit par un contrat à titre onéreux ou gratuit. En outre d'être parfaitement justifiable au point de vue doctrinal, l'absence de redevance correspondra ainsi à la pratique actuelle qui veut que dans beaucoup de contrats d'emphytéose la redevance soit minime, sinon symbolique quand elle est existante.

Enfin, une troisième modification vise à régler les rapports entre l'emphytéote et le propriétaire pendant la durée du contrat. En effet, l'une des principales difficultés auxquelles l'institution a dû faire face ces dernières années concernait précisément cette question. Les tribunaux, considérant que l'emphytéote devait avoir tous les droits du propriétaire, ont jugé que certains contrats qui limitaient d'une quelconque manière les droits de l'emphytéote n'étaient pas des contrats d'emphytéose mais bel et bien des baux ordinaires alors même qu'il s'agissait pour le propriétaire de préserver par des clauses conventionnelles ces droits éventuels et futurs dont celui primordial de retrouver son bien en état.

Les conséquences d'une telle décision étaient majeures non seulement parce que ces décisions n'étaient pas conformes à une pratique juridique contraire assez répandue, mais aussi parce qu'elle changeait de manière complète le rapport entre le propriétaire et l'emphytéote et entre ces derniers et les tiers à qui il avait consenti des droits.

Dans cet esprit et pour corriger une situation intolérable, il fut ajouté en juin 1984 au Code civil du Bas-Canada l'article 569.1 dont le contenu est repris dans le projet soumis à la considération de notre Assemblée et qui a fait l'objet, d'ailleurs, de certains propos liminaires au cours de droit constitutionnel de deuxième année à l'Université de Montréal.

Par rapport au projet de l'Office de révision du Code civil, le projet de loi comporte un titre entièrement nouveau. Il s'agit du titre concernant les restrictions à la libre disposition de certains biens. Outre la substitution ancienne, institution que nous avons maintenue sous une forme allégée, ce titre indique quelles sont les contraintes applicables aux stipulations d'inaliénabilité pour qu'elles puissent être considérées comme valables. Contrairement au projet de loi 58 qui s'appliquait en cette matière tant aux actes à titre onéreux que gratuits, le projet de loi ne traite plus que des stipulations d'inaliénabilité dans les actes à titre gratuit, laissant aux principes généraux qui prévoient que l'on ne peut renoncer à l'exercice d'un droit d'une manière contraire à l'ordre public le soin de régler les clauses de cette nature qui se retrouvent dans les actes à titre onéreux, et cela, même si ces clauses ne s'avouent pas comme des prohibitions d'aliéner.

Nous avons, en abordant cette question, choisi de reconnaître un fait. Même si le droit ne favorise pas et n'a jamais voulu favoriser les prohibitions d'aliéner, de telles clauses subsistent dans des donations et des testaments et elles sont le plus souvent stipulées pour des motifs légitimes. Aussi, nous avons posé le principe que de telles clauses étaient valables, si elles sont essentiellement temporaires et si, pendant ce temps, elles sont justifiées par un intérêt sérieux et légitime. Si cet intérêt cesse ou si même un intérêt plus important l'exigeait, la stipulation pourrait être mise de côté.

En ce qui a trait à la substitution, il était difficile de la maintenir à ce chapitre, au titre des successions, d'autant plus qu'une substitution peut être créée soit par testament mais aussi par donation. Aussi, nous l'avons rapatriée au livre des biens puisqu'elle vise essentiellement le statut de biens; et les droits des uns et des autres sur ces biens et même si plusieurs personnes dans le passé ont plaidé pour l'abolition des substitutions, nous avons maintenu l'institution - à l'instar, d'ailleurs, des recommandations de l'Office de révision - pour deux motifs: les tenants de l'abolition de la substitution la considéraient comme une entrave à la libre circulation des biens et l'obtention du crédit ou encore comme désuète par rapport à la fiducie.

Outre le fait que la substitution soit encore d'utilisation courante, le projet de loi,

en corrigeant les faiblesses de cette institution juridique, soit la prohibition d'aliéner les biens substitués, fait qu'elle puisse être maintenant utilement maintenue.

Le titre sixième du projet de loi introduit un concept nouveau, celui du patrimoine d'affectation. En effet, une analyse attentive des institutions que sont la fiducie et les fondations et, notamment, de la jurisprudence sur la propriété des biens transmis en fiducie, nous a amenés à introduire ce concept. Il permet à une personne de transférer de son patrimoine à un autre patrimoine des biens qu'elle confie à l'administration d'un tiers. Dès ce moment, les biens ainsi transférés ne sont plus sa propriété ni celle de celui qui les administre. Ils forment un nouveau patrimoine qui est affecté à une fin particulière.

Ce nouveau concept modifie de façon importante le droit civil actuel qui a toujours considéré qu'un bien devait toujours être rattaché à un propriétaire. Ici, il est rattaché à une affectation. À ce titre, donc, le projet de loi précise dans un premier temps, la notion de fondation et indique qu'elle peut être organisée soit comme une fiducie d'utilité sociale, si elle rencontre certains critères, soit comme une personne morale chargée de l'administration d'un patrimoine qui est affecté.

Dans un second temps, le projet de loi définit la fiducie et précise les droits, obligations et rôles des parties et les règles de constitution de fonctionnement et d'extinction de la fiducie.

La nature véritable de la fiducie et les droits des parties relativement à la propriété des biens transportés sont ainsi traités. Le champ d'application de la fiducie actuellement restreint aux fiducies créées à titre gratuit par donation ou testament est élargi pour couvrir les fiducies à titre onéreux. La fiducie pourra donc devenir un instrument possible dans le domaine du commerce et des affaires, et en matière de placement et d'investissement.

La réglementation de la fiducie et l'élargissement de son champ d'application visent deux objectifs: d'une part, favoriser l'établissement des fiducies, notamment d'utilité sociale, en prévoyant de façon claire les droits et obligations des constituants fiduciaires, bénéficiaires, tiers et tribunaux et, d'autre part, à donner au Québec, tant dans les domaines commerciaux et financiers que dans le domaine des institutions, des instruments juridiques comparables à ceux des provinces de "common law" ou des États américains.

Avec les règles proposées, les gens d'affaires du Québec n'auront plus à franchir les frontières pour aller former ailleurs une fiducie d'affaires ou d'investissements pour ensuite revenir faire des affaires au Québec.

(21 h 10)

La fiducie qu'ils pourront former sera québécoise et sera donc régie par les lois de ce territoire. Soulignons aussi que la fiducie au Québec devrait, en vertu de la récente convention de La Haye, être traitée comme le seront les trusts constitués aux États-Unis et dans les autres provinces du Canada.

Dans un dernier titre sur l'administration du bien d'autrui le projet de loi regroupe, dans un ensemble qui se veut cohérent, des dispositions qui sont actuellement disséminées au Code civil et dans d'autres lois également et qui sont communes à tous ceux qui administrent des biens qui ne leur appartiennent pas. Il les complète par des règles reconnues par les tribunaux ainsi que par les usages. En droit actuel la détermination de l'étendue des pouvoirs et des obligations des administrateurs de biens d'autrui demeure une source de difficultés en raison notamment du caractère ambigu ou incomplet des règles, qui sont parfois inadéquates. La législation proposée devrait, en établissant un cadre de règles destinées à mieux circonscrire l'étendue de l'activité des administrateurs, permettre d'amoindrir de telles difficultés. Elle devrait donc pouvoir servir comme cadre de référence pour préciser les droits et obligations des personnes qui, en vertu de la loi ou d'un acte juridique, administrent un bien ou un patrimoine qui n'est pas le leur, qu'il s'agisse, par exemple, d'un tuteur, d'un liquidateur de succession ou d'un fiduciaire. Soulignons que, contrairement au rapport de l'Office de révision du Code civil et contrairement également au projet de loi 58, le projet ne propose pas que les règles de l'administration du bien d'autrui s'appliquent aux administrateurs de personnes morales ou à toute personne qui pose un acte d'administration si la loi ou l'acte ne prévoit pas l'application de ce régime.

Le régime supplétif général pour toute espèce d'actes pouvant, d'une façon ou d'une autre, être qualifiés d'actes d'administration, le régime proposé devient donc un régime de référence pour ce qui concerne l'administration et il laisse subsister d'autres régimes contractuels ou quasi contractuels pour les actes d'une nature autre: gestion d'affaires, garde, séquestre ou mandat.

Comme on peut le constater à la simple indication de quelques-unes de réformes contenues dans ce projet, le droit des biens en droit privé québécois est donc revu en profondeur. Souvent ce droit, notamment celui de la propriété, est vu comme un droit statique. Cependant, dans les faits, les juristes et praticiens ont su innover, créer des institutions ou adapter celles qui existaient pour répondre aux besoins qui se présentaient devant eux. Le projet de loi reconnaît plusieurs de ces innovations. Il laisse la porte ouverte à

maintes autres possibilités de développement futur et il deviendra sans doute un instrument qui, nous l'espérons, permettra aux citoyens du Québec de mieux participer à la gestion des biens et à la gestion économique de la société. Ce sont là, au-delà des textes, certains des grands objectifs de la réforme.

Après avoir complété cette deuxième tranche de la réforme du Code civil au chapitre des successions des biens et des personnes il restera à entreprendre d'autres réformes majeures, celles du droit des obligations et des contrats, du droit des sûretés et de la publication des droits, du droit de la preuve, de la prescription et, pour terminer, du droit international privé.

Cela dit, il faut rappeler que de nombreux travaux et de nombreuses études sont en cours sur ces différents sujets, que des réflexions et des analyses sommaires ou plus longues portent sur l'information précontractuelle, l'intégration des règles de protection du consommateur, le bail commercial, le franchisage, le contrat d'édition, les garanties du vendeur, la protection de l'acheteur d'immeuble, les sociétés et associations, les dommages exemplaires, la preuve informatique, etc. Les quelques mentions que nous avons faites sur les travaux en cours ainsi que les contraintes qui sont liées au processus législatif lui-même expliquent que l'échéancier de la réforme du Code civil s'étende sur un certain nombre d'années.

Je crois, M. le Président, en terminant, vous avoir présenté les principales orientations et réformes proposées dans le projet de loi 20. Elles sont nombreuses et importantes, comme l'est d'ailleurs cette entreprise à laquelle nous participons et que constitue la réforme du Code civil du Québec. Je considère et je crois que les membres de l'Assemblée nationale peuvent considérer que cette réforme touche à une des institutions importantes et fondamentales de cette société distincte que nous formons sur cette partie du territoire nord-américain et, en conséquence, je vous demanderai de bien vouloir considérer favorablement ce projet pour en adopter les principes.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de D'Arcy McGee.

M. Marx: M. le Président, seulement une question de procédure. Nous avons permis au ministre de dépasser son heure. Étant donné que ce sera impossible pour moi de terminer ce soir avant 22 heures, j'aimerais céder la parole au député de Sainte-Anne et je ferai mon discours demain matin, à 10 heures.

Le Vice-Président (M. Rancourt): D'accord, M. le député de D'Arcy McGee.

Nous vous réserverons une heure, comme critique de l'Opposition, sur ce projet de loi. Je reconnais le député de Sainte-Anne qui a un droit de parole de 20 minutes.

M. Maximilien Polak

M. Polak: Merci, M. le Président. Comme avocat, je présume que c'est un honneur de parler sur un projet de loi qui amende le Code civil de la province de Québec parce que, pour nous les praticiens, le Code civil, c'est la Bible. Ce n'est pas une loi ordinaire, c'est une loi de base qui gouverne la vie des citoyens de jour en jour.

Le président de l'Office de révision du Code civil, Me Paul-André Crépeau, qui d'ailleurs était mon professeur à l'Université de Montréal lorsque j'ai fait mes études de droit, a déjà dit: Un code civil est un monument, certes, mais un monument capable d'évoluer et de s'adapter. Un code civil, ce n'est pas une loi ordinaire, c'est une loi historique. Et le projet de loi 20, c'est une loi de réforme du Code civil. C'est donc, en ce sens, une loi historique.

À cette réforme du Code civil ont déjà travaillé plus de 150 juristes, des magistrats, des praticiens, des fonctionnaires, des professeurs, des experts afin de participer à cette réflexion collective et systématique sur l'ensemble des institutions fondamentales de notre droit pour en faire le reflet des réalités sociales, morales et économiques qui règnent aujourd'hui.

M. le Président, c'est bien connu, il est finalement temps d'amender et de changer ce Code civil. Il y a des gens qui ont dit que le Code civil est et était une institution pensée par et pour des bourgeois, par et pour des hommes. J'ai assisté avec notre porte-parole, le député de D'Arcy McGee, il y a presque deux ans, à une commission parlementaire qui étudiait justement l'avant-projet qui était présenté et qui est maintenant changé. Il y a eu différents groupements qui sont venus témoigner devant la commission. Je me rappelle très bien les mouvements féministes qui sont venus devant témoigner surtout sur le chapitre des droits successoraux. Un peu plus tard, je vais me concentrer sur cet aspect de la réforme. Ils nous ont fait valoir leur point de vue sur ce qu'est vraiment le Code civil actuel. Regrettablement à mon point de vue, la réforme qu'on nous présente, c'est encore un Code civil fait par des hommes pour des hommes. On n'a pas pris suffisamment en considération le point de vue de la femme.

C'est bien connu que, dans le Code civil actuel, au point de vue du droit des successions qui forme une partie de la réforme aujourd'hui dans le projet de loi 20, nous avons ici, dans la province de Québec, ce qu'on appelle la capacité totale et illimitée de tester, c'est-à-dire que quelqu'un

peut, dans son testament, faire ce qu'il veut avec son patrimoine. Un défunt pourrait léguer tous ses biens à ses neveux et nièces ou peut-être, de nos jours, pourrait-on dire à sa maîtresse, sans rien laisser à son épouse et à ses enfants, et personne ne pourrait s'en plaindre. C'est le droit actuel dans le Code civil du Québec. Évidemment, beaucoup disent - je suis d'accord avec cela - que cela frise l'immoralité.
(21 h 20)

Quelles sont les solutions? Les solutions possibles varient. Dans le pays où je suis né, la Hollande, aux Pays-Bas, on a un régime de Code civil basé également sur le code Napoléon qui a, dans les droits de succession, le principe de protection pour la femme et les enfants. Par quel moyen? Par ce qu'on appelle là-bas la portion légitime et ce qu'on appelle ici la réserve héréditaire. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que si, par exemple, le mari décédait et qu'il a fait son testament, il ne peut pas déshériter sa femme et ses enfants en dehors d'un certain pourcentage. Dans les droits hollandais, par exemple, ce pourcentage est de 50%, en principe parce qu'il y a des modalités, de ce que la personne aurait reçu s'il n'y avait pas eu de testament. Un exemple concret, M. le Président: ma propre mère qui demeurait aux Pays-Bas, en Hollande, est décédée il y a quatre mois. Je suis l'un des huit enfants. Selon le droit hollandais, si ma mère avait dit: Mon fils est au Canada, il est député à l'Assemblée nationale, il ne gagne pas beaucoup d'argent comme député de l'Opposition, mais on ne connaît jamais l'avenir, je vais le déshériter, il n'a pas besoin d'avoir une partie de ma succession. J'ai huit enfants et je préfère donner cela à sa soeur qui est encore aux Pays-Bas et qui travaille comme infirmière. La loi hollandaise dit: Non, elle ne pourrait pas faire cela parce que j'ai droit, étant l'un de ses huit enfants, à 50% de un huitième. J'ai droit, selon la loi, à un seizième de sa succession, indépendamment de ce qui est écrit dans le testament. Le même principe s'applique à une veuve. Elle a droit à 50% de ce qu'elle aurait eu s'il n'y avait pas eu de testament.

M. le Président, c'est peut-être une solution rigide, mais qui ordonne la protection, par la loi, pour la femme et les enfants. Cela est un système qui existe. On a discuté du système en commission parlementaire et, dans le temps, je me le rappelle très bien, le ministre de la Justice du temps, M. Bédard, a ri de cela en disant: Nous préférons plutôt la capacité illimitée de tester, la liberté de tester. Quant à moi, il négligeait les intérêts de la femme et des enfants, justement en refusant une telle solution.

Il y a une autre solution. C'est celle recommandée par l'Office de révision du Code civil. Tout de même, M. le Président,

on avait une commission ici au Québec présidée par le professeur Paul-André Crépeau; j'ai dit tout à l'heure que cette commission était composée de 150 experts qui y ont travaillé. Non seulement des experts comme le député de D'Arcy McGee, parce que tout le monde sait ici qu'il est un expert en droit, mais il y avait aussi d'autres experts: des praticiens, des juges, des professeurs qui ont fait des recommandations. Qu'est-ce que cette commission a recommandé aux législateurs, à vous autres? Nous, chaque fois que nous votons, on perd le vote. Un peu moins maintenant parce qu'on va devenir très proche, mais vous avez encore quatre voix de majorité.

M. le Président, cette commission a dit: Nous, la commission, recommandons aux législateurs québécois d'accepter d'abord la réserve héréditaire - c'est donc dire le système hollandais - pour la protection de la femme ou, plutôt, du conjoint parce que l'inverse aura lieu exactement. Si le mari ou la femme décède le premier, le conjoint qui reste aurait droit, selon la recommandation de notre propre commission, à un quart ou la moitié de la succession. C'est ce qui a été recommandé. C'est cela qui a été rejeté par notre législateur.

De plus, la même commission a recommandé une créance alimentaire contre la succession. Je parlerai un peu plus tard de cela, M. le Président, parce que c'est adopté, mais j'expliquerai au point de vue pratique cette fameuse institution de la créance alimentaire qu'on aura désormais. Je peux déjà vous dire, M. le Président - je ne veux pas révéler tous mes secrets - que ce sera comme on dit en anglais "a field-day for the lawyers". Les avocats vont maintenant manger les successions avec ces belles réclamations des créances alimentaires. Vous n'avez pas encore vu les procédures, M. le Président. J'en ai parlé avec le député de Saint-Louis qui a déjà ri avec moi des procédures qui vont exister et qui seront développées justement pour faire valoir devant les tribunaux cette fameuse créance alimentaire contre les successions.

Devant la commission, en avril 1983, des gens sont venus témoigner. J'ai étudié l'analyse de Me Gaudet. Il faut, tout de même, que je donne un certain crédit à d'autres; ce n'est pas moi qui construis tout ce que je dis ici. Je cite quelqu'un qui a étudié le projet à fond et qui a dit: Il est intéressant de voir qu'il existe des réactions qui diffèrent. Il y a des réactions au masculin et il y en a au féminin. Je m'explique. Il a dit: "Selon que les réactions sont positives ou négatives au principe de la liberté illimitée de tester, je perçois un clivage dans l'étude dudit principe selon qu'on appartienne à une organisation féminine ou à un organisme masculin." On a parlé

longtemps devant cette commission de la protection de la famille, de la femme et des enfants. On a parlé longtemps de ce droit illimité de tester. Qu'est-ce qu'on a vu dans les mémoires? Il y a des mémoires comme celui du Barreau du Québec et celui de la Chambre des notaires du Québec qui ont opté pour le point de vue masculin, qui ont dit: Il faut respecter le principe de tester, le pouvoir de quelqu'un de disposer librement de son patrimoine. Il y a également d'autres groupes qui sont venus devant nous. Je me souviens très bien. J'étais là lorsque est venue devant nous l'Association québécoise...

Une voix: Le RAIF.

M. Polak: ...des femmes collaboratrices. C'est une association professionnelle de femmes qui ont bâti leur commerce, des PME, avec leur mari, qui ont investi leur temps, leur énergie, toute leur vie dans le commerce de leur mari, très souvent de petits commerces qu'on trouve en ville ou à la campagne. Ces femmes sont venues devant nous très bien préparées. Il ne faut pas toujours dire: C'est le barreau ou la Chambre des notaires qui parle. J'ai eu une discussion à ce sujet avec le député de Saint-Laurent. Il ne voit pas les choses tout à fait comme je les vois. Je dois vous dire que j'ai été impressionné par cette association de femmes collaboratrices. Elles ont dit: Vous, messieurs, vous nous donnez finalement l'égalité selon le droit entre les femmes et les hommes. Mais nous, on veut être égales à tous les points de vue et, également, au point de vue de la protection dans les droits successoraux.

Je cite ce qu'elles ont dit: "La création d'une réserve - cela veut dire la protection obligatoirement légale en faveur de la femme ou du conjoint - en raison de changements sociaux et juridiques qui s'effectuent, en raison de la concordance à assurer entre la loi qui établit les droits et les devoirs des époux et la capacité d'user des biens en raison de situations économiques et sociales vécues par la femme, c'est ce qui constitue le principal bien dans la plupart des cas." Elles l'ont bien expliqué: Nous, on a bâti le commerce avec notre mari; on a autant de droits que lui là-dedans. Et elles ont dit: "L'attribution de cette réserve devrait correspondre à la moitié en propriété de certains biens énumérés." Je ne donnerai pas tous les détails. On le fera plus tard en commission parlementaire. Elles ont bien spécifié quelles sortes de biens entraient là-dedans.

Il y a un autre groupe qui s'est présenté devant nous, le Réseau d'action et d'information pour les femmes. Elles nous ont expliqué très clairement et je cite: "Le Québec se maintient à l'ère de la chandelle." Écoutez bien, M. le ministre, l'ère de la

chandelle. On dit toujours que vous êtes un homme moderne, un homme des années quatre-vingt, le nouveau futur leader du Parti québécois. Vous êtes encore à l'ère de la chandelle en privilégiant encore l'approche patrimoniale. Vous privilégiez encore l'approche patrimoniale et non ce qu'on appelle l'approche familiale. On dit: "On doit avoir un droit sur le nid familial parce qu'on est parent et non parce qu'on a enrichi le mari."

C'est intéressant pour vous d'écouter cela, M. le ministre. C'est ce que je dis parce que j'étais là quand les discussions ont eu lieu, quand ces femmes, ces groupes massivement représentés devant nous ont fait cela. Je répète, parce que vous prenez des notes: "On doit avoir un droit sur le nid familial parce qu'on est parent et non parce qu'on a enrichi le mari. C'est cela, le principe, quand je parle de la réserve héréditaire."

M. le Président, ces mémoires nous ont été présentés et je me rappelle très bien l'attitude très négative du ministre de la Justice de l'époque, M. Bédard, qui avait tout rejeté à ce moment-là. Il rejetait la réserve. Il rejetait même la créance alimentaire. C'était le projet de loi 107 et, aujourd'hui, nous parlons du projet de loi 20 qui incorpore les dispositions du projet de loi 107. On retrouve heureusement - et je félicite le ministre parce qu'il n'est pas totalement à l'ère des chandelles, il commence à sortir graduellement... Je lui dis: Je vous félicite d'avoir choisi au moins le principe de ce qu'on appelle la créance alimentaire. Je vais vous expliquer comme praticien ce que cela veut dire et quels problèmes cela peut causer, cette fameuse créance alimentaire qu'on nous donne maintenant, parce que, malheureusement, on a négligé d'accepter la réserve héréditaire, la protection où la femme savait d'avance: J'aurai droit à tant, à un pourcentage, un quart, un tiers ou la moitié de quelque chose. Mais non, on a remplacé cela. On parle maintenant d'obligation alimentaire.

"Obligation alimentaire", cela veut dire que dans une année, à partir de l'ouverture de la succession, à savoir à partir de la date du décès, il existe la possibilité de réclamer de la succession une contribution financière. J'étais ici quand le ministre a parlé des droits de succession. Il disait: On prend des mesures pour régler les successions en toute célérité. J'ai pris cela ici dans le texte. J'étais là quand il a parlé, il y a quinze minutes. C'est impossible de régler une succession en toute célérité quand vous donnez des droits pendant un an à ceux qui ont une créance alimentaire. Cette créance, ce n'est pas seulement la femme. Cela peut être les enfants. Cela peut être le beau-père. Cela peut être un cas comme celui que j'ai eu cette semaine, d'un petit enfant qui

réclame à son grand-père. Cela existe aussi.

Pendant un an, ils ont le droit de présenter une telle réclamation. Qu'est-ce que le Code civil dit ici? "Avec le consentement des héritiers ou, à défaut d'entente, par le tribunal." Évidemment, il n'y aura pas d'entente. Je peux vous dire déjà qu'il n'y aura jamais d'entente, parce que dans le droit de succession, si des réclamations sont présentées, ils ne sont jamais d'accord. Ils vont dire: C'est lui qui doit payer, parce que si je suis héritier d'une succession par testament, je n'ai aucunement le goût de payer une créance alimentaire à quelqu'un qui réclame, un enfant, ou quelqu'un qui dit avoir une créance alimentaire. Donc, on va devant les tribunaux. Donc, le juge va écouter cela et il va dire: Commencez d'abord par remettre dans la succession tout ce qui a été donné dans les trois ans précédant le décès. Pouvez-vous vous imaginer le calcul? On va regarder maintenant si le monsieur a voyagé en Floride, il y a trois ans, il y a deux ans ou il y a un an, a acheté un manteau de fourrure pour sa maîtresse, oui ou non. Par hasard, M. le Président, la maîtresse a le droit de retourner le manteau de fourrure. Au moins, vous avez pensé à cela, parce qu'à l'article 716, on dit: "Elle ne peut être ordonnée en nature, mais le débiteur peut toujours se libérer par la remise du bien." Donc, la maîtresse peut dire: J'ai eu un manteau de fourrure. Vous me le réclamez. Voici votre manteau que j'ai eu il y a deux ans.

M. le Président, avec tout le respect que je dois au législateur, on a un beau principe, ce qu'on appelle l'obligation alimentaire. Cela va ouvrir la porte à des procédures, des procédures nombreuses, compliquées, qui vont prendre du temps, où le tribunal devra trancher le débat, faire des calculs pour savoir quelle était la valeur de l'actif du patrimoine du défunt jusqu'à il y a trois ans avant son décès. Juste en lisant cette section-là, je vois déjà le sourire sur les lèvres des avocats. M. le Président, combien de temps me reste-t-il encore?

Le Vice-Président (M. Rancourt): Vous avez droit jusqu'à 21 h 36. Cela veut dire qu'il vous reste trois minutes.

M. Polak: Trois minutes. M. le Président, évidemment, comme Opposition, nous ne voulons pas être négatifs en principe. Nous sommes favorables à ce changement au Code civil. Je suis honoré d'avoir le droit de parler sur ce projet de loi 20 qui, tout de même, change et amende notre Code civil qui est le droit de base de nos relations entre nous, entre citoyens de jour en jour. Mais quand le ministre de la Justice du temps a refusé d'accepter les recommandations faites surtout par des

mouvements de femmes, j'ai félicité le ministre d'en avoir accepté au moins une partie, la créance alimentaire; mais je lui ai dit, je l'ai averti qu'il fallait bonifier cela, qu'il fallait rendre les règles beaucoup plus souples, qu'il fallait éviter les procédures nombreuses et dispendieuses devant la cour, où tout le monde sera bien payé sauf la pauvre héritière ou la créancière qui a un droit sur les aliments.

M. le Président, je le demande encore au ministre. Je vais être très franc avec lui. J'ai parlé rapidement avec notre porte-parole là-dessus. Quand je parle de la réserve héréditaire, je ne parle pas au nom de notre formation politique, je parle en mon nom personnel. J'ai vécu dans un système où, dans les années cinquante, on retrouvait la réserve héréditaire; cela fonctionnait sans aucun problème, il n'y avait pas de problème. Ce n'est pas vrai que donner une réserve héréditaire cela veut dire que le de cujus, quand il fait son testament, donne seulement le minimum qu'il est obligé de donner et que le reste est donné aux tiers. Ce n'est pas vrai du tout.

L'expérience pratique aux Pays-Bas, par exemple, démontre clairement que le système fonctionne très bien et que ce système protège les victimes ou ceux qui pourraient devenir des victimes. La plupart des hommes, c'est vrai - neuf sur dix - n'ont aucune objection, aucun problème pour laisser leurs biens à leur femme et à leurs enfants. Ils continuent à le faire indépendamment des changements de la loi. S'il y a cette protection additionnelle, l'expérience vécue en Hollande depuis non pas seulement cinq ans, mais depuis vingt-cinq ans, trente ans ou quarante ans démontre clairement que sur le plan pratique cela fonctionne très bien.

M. le Président, je pense que j'ai écouté mon temps. Pour un avocat, c'est un sujet merveilleux à discuter. Nous parlons ici en vue de bonifier le projet de loi. Ce n'est pas pour le critiquer négativement, c'est pour le bonifier et réussir à obtenir un Code civil dont tout le monde sera fier. Merci beaucoup.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Blouin: M. le Président, afin de permettre au critique de l'Opposition en matière de justice et député de D'Arcy McGee d'utiliser son temps de parole, qui sera équivalent à celui du ministre, tout d'un trait tel que nous en avons convenu, nous allons donc dès à présent ajourner nos travaux à demain matin, dix heures.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce que cette motion d'ajournement est adoptée? Adopté.

Nos travaux sont ajournés à demain, dix heures.

(Fin de la séance à 21 h 38)

Premier ministre	M. René Lévesque
Vice-premier ministre, ministre délégué à la Réforme électorale, leader parlementaire et président du Comité de législation	M. Marc-André Bédard
Président du Conseil du trésor et ministre délégué à l'Administration	M. Michel Clair
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie	M. Yves Bérubé
Ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes	M. Pierre-Marc Johnson
Ministre de l'Éducation	M. François Gendron
Ministre des Relations internationales et ministre du Commerce extérieur	M. Bernard Landry
Ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu et vice-présidente du Conseil du trésor	Mme Pauline Marois
Ministre des Finances et président du Comité de développement économique	M. Yves Duhaime
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	M. Jean Garon
Ministre des Transports	M. Guy Tardif
Ministre des Affaires culturelles	M. Clément Richard
Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration et responsable des affaires linguistiques	M. Gérald Godin
Ministre des Communications	M. Jean-François Bertrand
Ministre des Affaires municipales et président du Comité ministériel permanent de l'Aménagement	M. Alain Marcoux
Ministre de l'Industrie et du Commerce	M. Rodrigue Biron
Ministre du Travail	M. Raynald Fréchette
Ministre des Affaires sociales	M. Guy Chevette
Ministre de l'Environnement	M. Adrien Ouellette
Ministre délégué à l'Emploi et à la Concertation	M. Robert Dean
Ministre du Tourisme	M. Marcel Léger
Ministre de l'Énergie et des Ressources	M. Jean-Guy Rodrigue
Ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur	M. Jacques Rochefort
Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche	M. Jacques Brassard
Ministre délégué aux Forêts	M. Jean-Pierre Jolivet
Ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	M. Henri Le May
Ministre délégué aux Relations avec les citoyens et responsable de l'Office des personnes handicapées	M. Élie Fallu
Ministre du Revenu	M. Maurice Martel
Ministre déléguée à la Condition féminine et présidente du Comité ministériel permanent de la condition féminine	Mme Francine Lalonde Mars 1985

M. David Payne	Adjoint parlementaire au ministre des Affaires culturelles
M. Luc Tremblay	Adjoint parlementaire au ministre des Affaires municipales
M. Yves Beaumier	Adjoint parlementaire au ministre des Affaires sociales
M. Jacques Baril	Adjoint parlementaire au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
M. Gilles Baril	Adjoint parlementaire au ministre du Commerce extérieur
M. Yves Blais	Adjoint parlementaire au ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration
Mme" Carmen Juneau	Adjointe parlementaire au ministre délégué aux Relations avec les citoyens
M. Hubert Desbiens	Adjoint parlementaire au ministre de l'Éducation
M. Jean-Paul Bordeleau	Adjoint parlementaire au ministre de l'Énergie et des Ressources
M. Jacques Le Blanc	Adjoint parlementaire au ministre délégué aux Forêts
M. Roger Paré	Adjoint parlementaire au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie
M. Léonard Lévesque	Adjoint parlementaire au ministre de l'Environnement
M. Michel Gauthier	Adjoint parlementaire au ministre des Finances
M. Roland Dussault	Adjoint parlementaire au ministre de l'Industrie et du Commerce
M. Raymond Gravel	Adjoint parlementaire au ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
M. Michel Leduc	Adjoint parlementaire au ministre des Relations internationales
M. Jacques Beauséjour	Adjoint parlementaire au ministre du Revenu
M. Laurent Lavigne	Adjoint parlementaire au ministre du Travail
M. Denis Perron	Adjoint parlementaire au ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions

Mars 1985

PRÉSIDENT: M. Richard Guay
VICE-PRÉSIDENTS: M. Réal Rancourt
M. Raymond Brouillet

Nom, prénoms	Affiliation politique	Profession ou métier	District électoral
Assad, Mark	PLQ	Administrateur	Papineau
Bacon, Lise	PLQ	Administratrice	Chomedey
Baril, Gilles	PQ	Chroniqueur sportif	Rouyn-Noranda-Témiscamingue
Baril, Jacques	PQ	Agriculteur	Arthabaska
Beaumier, Yves	PQ	Administrateur	Nicolet
Beauséjour, Jacques	PQ	Éducateur	Iberville
Bédard, Marc-André *	PQ	Avocat	Chicoutimi
Bélanger, Madeleine	PLQ	Femme d'affaires	Mégantic-Compton
Bertrand, Jean-François *	PQ	Professeur	Vanier
Bérubé, Yves *	PQ	Ingénieur	Matane
Biron, Rodrigue *	PQ	Industriel	Lotbinière
Bisaillon, Guy	Ind.	Conseiller technique	Sainte-Marie
Bissonnet, Michel	PLQ	Avocat	Jeanne-Mance
Blais, Yves	PQ	Administrateur	Terrebonne
Blank, Harry	PLQ	Avocat	Saint-Louis
Blouin, René	PQ	Éducateur	Rousseau
Bordeleau, Jean-Paul	PQ	Technicien	Abitibi-Est
Boucher, Jules	Ind.	Directeur	Rivière-du-Loup
Bourbeau, André	PLQ	Notaire	Laporte
Brassard, Jacques *	PQ	Professeur	Lac-Saint-Jean
Brouillet, Raymond	PQ	Professeur	Chauveau
Caron, Lucien	PLQ	Administrateur	Verdun
Champagne, Jean-Paul	PQ	Professeur	Mille-Îles
Charbonneau, Jean-Pierre	PQ	Journaliste	Verchères
Chevrette, Guy *	PQ	Secrétaire général	Joliette
Ciaccia, John	PLQ	Avocat	Mont-Royal
Clair, Michel *	PQ	Avocat	Drummond
Côté, Marc-Yvan	PLQ	Professeur	Charlesbourg
Cusano, William	PLQ	Administrateur scolaire	Viau
Dauphin, Claude	PLQ	Avocat	Marquette
de Bellefeuille, Pierre	Ind.	Journaliste	Deux-Montagnes
Dean, Robert *	PQ	Syndicaliste	Prévost
Desbiens, Hubert	PQ	Enseignant	Dubuc
Dougherty, Joan	PLQ	Administratrice scolaire	Jacques-Cartier
Doyon, Réjean	PLQ	Avocat	Louis-Hébert
Dubois, Claude	PLQ	Commerçant	Huntingdon
Duhaime, Yves *	PQ	Avocat	Saint-Maurice
Dupré, Maurice	PQ	Administrateur	Saint-Hyacinthe
Dussault, Roland	PQ	Enseignant	Châteauguay
Fallu, Élie *	PQ	Professeur	Groulx
Fortier, Pierre-C.	PLQ	Ingénieur et administrateur	Outremont
Fortin, Gilles	PLQ	Industriel	Marguerite-Bourgeoys
Fréchette, Raynald *	PQ	Avocat	Sherbrooke
French, Richard	PLQ	Professeur d'université	Westmount
Gagnon, Marcel	PQ	Aviculteur	Champlain
Garon, Jean *	PQ	Économiste et avocat	Lévis
Gauthier, Michel	PQ	Administrateur	Roberval
Gendron, François *	PQ	Éducateur	Abitibi-Ouest
Godin, Gérald *	PQ	Journaliste	Mercier
Gratton, Michel	PLQ	Ingénieur	Gatineau
Gravel, Raymond	PQ	Moniteur en réadaptation	Limoilou
Grégoire, Gilles	Ind.	Homme d'affaires	Frontenac
Guay, Richard	PQ	Avocat	Taschereau
Hains, Roma	PLQ	Professeur	Saint-Henri
Harel, Louise	PQ	Avocate et sociologue	Maisonnette
Houde, Albert	PLQ	Administrateur	Berthier
Johnson, Daniel	PLQ	Avocat	Vaudreuil-Soulanges
Johnson, Pierre-Marc *	PQ	Médecin	Anjou
Jolivet, Jean-Pierre *	PQ	Agent syndical	Laviolette
Juneau, Carmen	PQ	Mère de famille	Johnson
Kehoe, John J.	PLQ	Avocat	Chapleau
Lachance, Claude	PQ	Administrateur scolaire	Bellechasse

Nom, prénoms	Affiliation politique	Profession ou métier	District électoral
Lachapelle, Huguette	PQ	Mère de famille	Dorion
Lafrenière, Marcel	PQ	Agent d'affaires	Ungava
Landry, Bernard *	PQ	Avocat	Laval-des-Rapides
Laplante, Patrice	PQ	Commissaire administrateur	Bourassa
Lavigne, Laurent	PQ	Enseignant	Beauharnois
Lavoie-Roux, Thérèse	PLQ	Administratrice scolaire	L'Acadie
Le Blanc-Bantey, Denise	Ind.	Journaliste	Iles-de-la-Madeleine
Le Blanc, Jacques	PQ	Administrateur	Montmagny-L'Islet
Leduc, Germain	PLQ	Notaire	Saint-Laurent
Leduc, Michel	PQ	Professeur	Fabre
Léger, Marcel *	PQ	Administrateur	Lafontaine
Le May, Henri *	PQ	Administrateur scolaire	Gaspé
Léonard, Jacques	Ind.	Comptable agréé	Labelle
Levesque, Gérard D.	PLQ	Avocat et administrateur	Bonaventure
Lévesque, Léonard	PQ	Cultivateur	Kamouraska-Témiscouata
Lévesque, René *	PQ	Journaliste	Taillon
Lincoln, Clifford	PLQ	Courtier d'assurances	Nelligan
Maciocia, Cosmo	PLQ	Courtier d'assurances	Viger
Mailloux, Raymond	PLQ	Homme d'affaires	Charlevoix
Maltais, Ghislain	PLQ	Courtier d'assurances	Saguenay
Marcoux, Alain *	PQ	Administrateur scolaire	Rimouski
Marois, Pauline *	PQ	Administratrice	La Peltre
Marquis, Léopold	PQ	Administrateur	Matapédia
Martel, Maurice *	PQ	Pharmacien	Richelieu
Marx, Herbert	PLQ	Avocat	D'Arcy McGee
Mathieu, Hermann	PLQ	Notaire	Beauce-Sud
Middlemiss, Robert	PLQ	Ingénieur	Pontiac
O'Gallagher, John	PLQ	Ingénieur civil	Robert Baldwin
Ouellette, Adrien *	PQ	Professeur	Beauce-Nord
Pagé, Michel	PLQ	Avocat	Portneuf
Paquette, Gilbert	Ind.	Directeur pédagogique	Rosemont
Paradis, Pierre-J.	PLQ	Avocat	Brome-Missisquoi
Paré, Roger	PQ	Administrateur	Shefford
Parent, Marcel	PLQ	Récréologue	Sauvé
Payne, David	PQ	Enseignant	Vachon
Perron, Denis	PQ	Opérateur	Duplessis
Picotte, Yvon	PLQ	Principal d'école	Maskinongé
Polak, Maximilien	PLQ	Avocat	Sainte-Anne
Pratt, Guy	PLQ	Administrateur	Marie-Victorin
Proulx, Jérôme	Ind.	Professeur	Saint-Jean
Rancourt, Réal	PQ	Agriculteur	Saint-François
Richard, Clément *	PQ	Avocat	Montmorency
Rivest, Jean-Claude	PLQ	Avocat	Jean-Talon
Rocheffort, Jacques *	PQ	Administrateur	Gouin
Rocheleau, Gilles	PLQ	Homme d'affaires	Hull
Rodrigue, Jean-Guy *	PQ	Ingénieur	Vimont
Ryan, Claude	PLQ	Journaliste	Argenteuil
Saint-Amand, Aline	PLQ	Correctrice d'épreuves	Jonquière
Saintonge, Jean-Pierre	PLQ	Avocat	Laprairie
Scowen, Reed	PLQ	Administrateur	Notre-Dame-de-Grâce
Sirros, Christos	PLQ	Administrateur	Laurier
Tardif, Guy *	PQ	Professeur	Crémazie
Tremblay, Luc	PQ	Économiste	Chambly
Vaillancourt, Georges	PLQ	Administrateur	Orford
Vallières, Yvon	PLQ	Professeur	Richmond
Viau, Jean-François	PLQ	Administrateur	Saint-Jacques

PQ - Parti québécois (61)

PLQ - Parti libéral du Québec (49)

Ind. - Indépendant (8)

Sièges vacants:

Bertrand

Bourget

L'Assomption

Trois-Rivières

* Membres du Conseil des ministres

Mars 1985